

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Les tâches de construction
de la IV^e Internationale
au lendemain
du conseil général
des 4, 5 et 6 décembre 2018**

**Dernier épisode
de la crise du Brexit**

Azanie – La question noire

N° 100

Nouvelle série (n° 706) - Décembre 2018 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Les tâches de construction de la IV^e Internationale au lendemain du conseil général des 4, 5 et 6 décembre 2018** p. 3
- **Brésil – Résolution politique de la direction nationale d’*O Trabalho* (novembre 2018)** p. 11
- **Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur l’Europe** p. 15
- **Etats-Unis – Sur le résultat des élections de mi-mandat** p. 19
- **Retour sur le Brexit et la crise du gouvernement britannique – Dernier épisode de la crise du Brexit** p. 25
- **Construire les sections de la IV^e Internationale** p. 35
 - France - Résolution adoptée par le 52^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du POI) (9 décembre 2018) p. 37
 - Portugal – Trois questions à Aires Rodrigues, de la section de la IV^e Internationale p. 43
 - Espagne – Résolution du comité exécutif du POSI (15 novembre 2018) p. 47
- **DOSSIER – Azanie (Afrique du Sud)** p. 51
 - La philosophie de la Conscience noire aujourd’hui p. 51
 - Réforme agraire : le débat en cours p. 57
 - Azanie : le droit à la terre de la majorité noire p. 59
 - Le combat pour la république noire p. 61

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Les tâches de construction de la IV^e Internationale au lendemain du conseil général des 4, 5 et 6 décembre 2018

Le conseil général de la IV^e Internationale s'est réuni les 4, 5 et 6 décembre 2018, et a décidé, à l'issue de ses travaux, de convoquer le X^e Congrès mondial de la IV^e Internationale dans le premier trimestre de l'année 2020.

Nous publions ci-dessous des extraits des notes qui ont été rédigées pour permettre l'ouverture de la discussion sur nos tâches de construction dans la situation mondiale. La discussion a permis que se mette en place un véritable comité international de rédaction de *La Vérité*.

L'objectif fixé était d'avancer dans la définition pour chacune de nos sections de comment faire pour se lier aux forces qui se dégagent pour avancer sur l'axe de construction du parti.

En 1939, Léon Trotsky écrivait :

« Durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés (...). Mais il faut avoir un parti de ce type avant la révolution, car le processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et la révolution ne laisse pas le temps » (*Classe, parti, direction*, mai 1939).

Pour Léon Trotsky, le parti révolutionnaire dirigeant ne sera pas construit avant la révolution, mais un parti révolutionnaire doit se construire avant pour devenir ce parti dirigeant dans le mouvement même de la révolution.

L'axe fondamental de Trotsky demeure juste, mais la situation mondiale comme celle du mouvement ouvrier n'est plus la même. Les nouveaux développements (Trump, Brésil, Chine, Europe, etc.) et ceux du mouvement ouvrier ne nous laissent pas beaucoup de temps, les questions arrivent à échéance.

CRISE GÉNÉRALE DU SYSTÈME

Nous ne devons plus parler de « tournant » de la situation mondiale, mais d'une succession de tournants brusques et répétés, de secousses, d'explosions, d'effondrements.

L'impasse du régime de la propriété privée des moyens de production a atteint un stade sans précédent, menaçant de jeter l'humanité tout entière dans la barbarie, et, dans une échéance prochaine, le marché mondial peut se disloquer à n'importe quel moment.

De très nombreux responsables s'en alarment. C'est Trichet, l'ex-président de la Banque centrale européenne, qui déclare : « *Les explosifs sont là, il manque le détonateur.* » Et il ajoute : « *La situation est plus vulnérable qu'en 2008* » (Colloque Coface risques pays, 23 janvier 2018, cité par le site *Usbek & Rica*).

Ces « explosifs », ce sont les bulles financières qui peuvent exploser à tout moment comme avec les *subprimes* en 2008. La crise de 2008 n'était pas le point de départ d'une crise plus générale, mais une expression à un moment donné de la crise générale du système capitalisme, notamment depuis 1971, et de nouvelles répliques peuvent être encore plus fortes.

Trichet souligne que cela peut venir de n'importe où. Par exemple, « *le non-refinancement des dettes étudiantes aux Etats-Unis est une autre donnée possible* ». Une autre... parmi d'autres. Il souligne la cause : « *L'endettement privé est galopant, l'endettement public monumental.* »

Sous le titre « *La dette, boulet pour Washington* », le *Wall Street Journal* (12 novembre 2018) écrit :

« Au cours de la dernière décennie, la dette publique des Etats-Unis a augmenté de 5 100 milliards de dollars à 15 900 milliards. En 2017, les coûts d'intérêt de la dette générale se sont élevés à 263 milliards, soit 6,6 % de toutes les dépenses publiques et 1,4 % du PIB. Le budget du bureau du Congrès estime que les coûts d'intérêts atteindront 915 milliards en 2028, soit 13 % des dépenses publiques et 3,1 % du PIB. »

Une autre étude souligne :

« Il y a une extraordinaire quantité de liquidités émises par les Banques centrales américaine et européennes (...), mais au lieu de servir l'investissement productif des entreprises, cet argent a été placé de manière spéculative. »

Un rapport en 2018 d'Oxfam constate que « *82 % des richesses créées dans le monde l'année dernière ont bénéficié aux 1 % les plus riches* » (rapport cité par le site *Usbek & Rica*).

Ce sont les lois du capital à l'agonie. Déjà, en 1971, nous écrivions :

« La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là et uniquement là que réside la cause de la crise du système monétaire international (...). Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaine et européennes qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production » (déclaration de l'OCI en août 1971).

Ces lignes écrites il y a près de 50 ans décrivent un processus qui, un demi-siècle plus tard, arrive à échéance.

Mais les échéances arrivent à leur terme. Comme Trichet, de nombreux économistes s'alarment sur le fait qu'à la différence de 2008 où des milliers de milliards de dollars ont été engloutis pour sauver le système, en 2018, ce filet de sécurité a disparu, à son tour englouti dans l'accroissement de la dette publique.

Comme l'écrit Marx : « *La limite du capital, c'est le capital lui-même.* »

C'est précisément cette situation de marche à la dislocation qui ne laisse pas d'autre voie au capital financier que de se lancer dans cette guerre économique mondiale pour tenter de survivre.

Ce « *sauve-qui-peut* » entraîne nécessairement une offensive généralisée pour détruire toute barrière, norme, règle à l'expansion des capitaux. Tout ce qui a été acquis par la lutte de classe, notamment après 1945, doit disparaître : « *Adieu 1945* », affirmait un représentant du patronat français.

DÉSORDRES MONDIAUX

Nous sommes entrés dans une nouvelle période où la concurrence, les conflits commerciaux n'opposent plus, comme dans le passé, le capital sur des bases nationales. La situation actuelle est marquée par la lutte à outrance, une véritable guerre opposant trusts et monopoles pour la conquête des marchés, le pillage des matières premières... Pour cela, ils cherchent à s'émanciper de toutes entraves, accords, traités, réglementations...

Les trusts et monopoles impérialistes qui s'affrontent piétinent les prérogatives des Etats, exerçant sur eux une pression dislocatrice. Les Etats bourgeois ont pour eux le grand défaut de n'avoir pas pu éradiquer les cadres juridiques matérialisés par les conquêtes sociales arrachées par la lutte des classes. Mais dans le même temps, ils utilisent ces Etats pour mettre en œuvre leurs exigences, alimenter l'industrie d'armement et les guerres.

C'est cette concurrence meurtrière entre les trusts qui est à la base des guerres et de la dislocation des Etats, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, la résistance des peuples mine leurs fondements. La pression sur les Etats européens, mais également l'offensive contre le Brésil et le Venezuela en témoignent.

C'est dans ces conditions que se sont développées, au fil des années, des contradictions et une crise qui déchirent la classe dominante américaine voyant s'opposer pour la défense de ses propres intérêts plusieurs fractions, du fait de l'absence d'un pouvoir fort aux Etats-Unis qui imposerait un talon de fer à la planète.

Car pèse sur l'Etat impérialiste américain l'essentiel de la défense de l'ordre mondial qu'il peine à assurer et qui a considérablement aggravé sa crise.

Depuis la chute de la bureaucratie du Kremlin, il doit concentrer l'ensemble des tâches de la contre-révolution et du maintien de l'ordre.

Mais c'est au-dessus de ses forces, d'autant plus que le maintien par lui de cet ordre mondial voit la concurrence acharnée, y compris par des trusts américains, saper les bases productives américaines traditionnelles au profit de la délocalisation sur le marché mondial.

Ce qui entraîne une modification de la situation aux Etats-Unis mêmes. La crise sociale qui s'exprime aux Etats-Unis atteint des sommets, jetant dans la pauvreté et l'exaspération des dizaines de millions d'Américains.

Cette situation est la réfraction aux Etats-Unis mêmes de la crise sociale dans laquelle l'impérialisme entraîne l'humanité. L'impérialisme américain, qui est le plus puissant, est frappé de mêmes maux que les autres pays de la planète. Cette crise, ainsi que la colère de dizaines de millions d'Américains qui s'exprime aussi dans les mobilisations et les grèves partielles, notamment très massives dans l'enseignement, et le rejet des élites ont déstabilisé tout l'appareil d'Etat américain.

Cette situation a conduit à un affaiblissement de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale qu'exprimaient dans la dernière période les volte-face d'Obama. Pris dans la contradiction entre le rôle des monopoles et la montée de la colère des Américains pouvant déboucher sur une explosion sociale majeure aux Etats-Unis mêmes, les deux partis de la classe capitaliste étaient à la peine, comme on l'a vu dans le vote Sanders chez les démocrates et Trump chez les républicains, les deux étant un vote contre les élites.

L'élection de Trump est l'expression de cette crise de la classe dominante, qui utilise cette révolte des « laissés pour compte » à

qui l'on promet protection, et, au nom de l'*America first*, de réorienter la politique de l'impérialisme américain.

Les annonces souvent chaotiques de Trump s'inscrivent dans cette perspective. Pour les Etats-Unis, il faut sortir de toutes les alliances qui étouffent et limitent l'impérialisme le plus puissant sur le marché mondial. Contre les déclarations européennes, russes, chinoises sur le multilatéralisme, Trump oppose l'unilatéralisme.

Les annonces de guerre commerciale y compris avec ses alliés européens, la décision de rétablir l'embargo sur l'Iran et la menace de sanctions sur les entreprises européennes qui ne se plieraient pas à la décision américaine, le retrait du pacte nucléaire avec la Russie, la sortie du pacte climatique, les pressions pour que les Européens augmentent leurs financements à l'OTAN, l'arrêt du financement de certaines structures de l'ONU, de l'Alena, les menaces de se retirer de l'OMC traduisent ce réajustement américain.

« Trump attaque les alliances et institutions constitutives de l'ordre international créées, soutenues et garanties par les Etats-Unis depuis 1945 dans le monde "libre" (non soviétique), et dont l'extension à l'ensemble de la planète est devenue à la fin de la guerre froide l'objectif de la politique étrangère, de Bush père à Clinton, puis à Bush fils (...). M. Trump considère qu'il a bénéficié davantage aux concurrents, adversaires ou alliés qu'aux Etats-Unis eux-mêmes » (*La Tribune*, 18 juillet 2018).

Dans cette situation de désintégration du marché mondial, de sauve-qui-peut généralisé, Trump n'a pas l'intention de rétablir un cadre mondial, même sous contrôle américain, car il n'en a pas la capacité, mais de ne partir que des intérêts américains et de traiter au cas par cas, imposant avec brutalité ses décisions à ses alliés ou adversaires. Dans le même temps, cette politique alimente la marche aux désordres mondiaux. Pour Trump, il faut agir vite, de larges secteurs productifs américains sont menacés. En même temps, le protectionnisme agité par Trump est une illusion tant l'imbrication du capital à l'échelle mondiale est forte.

“ADIEU 1945”

L'offensive de Trump contre ses alliés européens, la crise de l'OTAN et surtout la taxation des importations européennes

désorganisent et bouleversent les sommets de l'Union européenne déjà en crise de dislocation. Tous les gouvernements européens sont déjà en crise majeure, ainsi que l'expriment le Brexit en Grande-Bretagne, la crise en Allemagne, celle en Italie et ailleurs.

Ils sont pris en étau entre les exigences du capital et la résistance qui se fait jour dans les populations. La pression grandissante des Etats-Unis ne fait qu'aiguïser cette crise.

L'ouverture de la guerre commerciale avec la Chine menace toute l'économie mondiale, vu la place de celle-ci dans la production mondiale.

La bureaucratie chinoise est prise dans un étau entre ses intérêts propres, l'existence d'une puissante classe ouvrière et la pression américaine.

La bureaucratie chinoise, après avoir annoncé des repréailles, a déjà fait des concessions à Trump en annonçant une libéralisation du marché privé et des investissements étrangers. Trump a jugé ces annonces positives mais insuffisantes. L'étau se resserre sur la bureaucratie confrontée à la multiplication des grèves partielles, qui peuvent à chaque instant être le point de départ d'un mouvement général de cette puissante classe ouvrière.

Ce rapport de force s'inscrit dans une situation où la bureaucratie chinoise est dépendante du marché mondial dominé par les Etats-Unis et le dollar, mais ceux-ci sont également dépendants de la Chine, du fait de sa place industrielle et de ses réserves de change en dollars.

C'est un « ordre mondial » sans maîtrise, sans contrôle, instable, qui s'installe de manière chaotique à la place de celui de 1945. Les coups de boutoir américains peuvent plonger à tout moment un pays ou un continent dans la dislocation. (On lira à ce sujet la résolution de la direction nationale de notre section brésilienne en page 11, le texte de nos camarades du Venezuela sur les conséquences de la victoire de Bolsonaro dans leur pays, ainsi que celui de notre section mexicaine sur « *La crise des migrants* » dans le précédent numéro de *La Vérité*.)

Dans un monde qui vacille, Trump entend aller jusqu'au bout de la décision américaine de 1971 sur la non-convertibilité du dollar. En prenant cette décision, Nixon imposait à ses alliés les conditions nécessaires à la stabilité de l'ordre écono-

mique et social américain subordonnant, avec le dollar comme nouvel étalon, les Européens alliés aux intérêts de la bourgeoisie américaine.

« Mais cette décision ne faisait pas de l'impérialisme américain un super-impérialisme, le capital financier yankee, en dépit de toute sa puissance, ne peut imposer totalement sa loi (...).

Le capital reste le capital. Les autres Etats bourgeois continuent à défendre leur part dans le marché mondial rétréci, à résister à la mainmise de l'impérialisme américain (...). Une nouvelle répartition des positions économiques et financières à l'échelle internationale, de nouvelles parités entre les impérialistes seront établies en tenant compte du rapport de force réel entre les bourgeoisies impérialistes qui se disputent le marché. Et après... tout recommence, jusqu'à quand ? » (Déclaration de l'OCI).

Nous ne sommes plus en 1971. A l'époque, la décision américaine inaugurait une nouvelle phase de l'ordre mondial. Cette période se termine. A un conseiller à qui Nixon posait la question « *Que ferons-nous la prochaine fois ?* », celui-ci répondait : « *La guerre.* »

Nous y sommes.

Pour l'impérialisme américain menacé, une page doit se tourner, il doit s'émanciper de tout cadre, alliance, institution qui l'enlève. Dans le même temps, il ne peut tout éradiquer, conscient des risques de déflagration. Mais il avance dans cette voie, et quelle que soit sa volonté, il provoque des bouleversements et des désordres mondiaux.

Crises financières, guerres, coups d'Etat vont se combiner avec des révoltes, des situations révolutionnaires, mettant aux prises le capital et le travail.

Plus que jamais, les révolutionnaires doivent comprendre la signification de la réponse formulée dans la déclaration de l'OCI à la question : « *Jusqu'à quand ?* » « *Jusqu'au moment où le prolétariat dans chaque pays abolira la propriété des moyens de production en renversant la domination de classe de chaque bourgeoisie incarnée dans les Etats bourgeois* » (OCI, 1971).

C'est-à-dire la question du pouvoir. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'un slogan à agiter comme des sectaires dogmatiques, mais la ligne de forces constituant notre programme de revendications transitoires conduisant à cette conclusion, la prise du pouvoir politique, condition à l'expropriation du capital.

Cette conclusion exige la construction de partis révolutionnaires de la IV^e Internationale.

AU CENTRE, LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Cette offensive mondiale du capital pour démanteler tout ce qui a été acquis après 1945 heurte de plein fouet le mouvement ouvrier et sape ses fondements.

C'est après la deuxième guerre impérialiste qu'une série d'importantes conquêtes de la classe ouvrière ont été acquises non seulement en Europe, mais également à l'échelle mondiale, et notamment l'indépendance pour un grand nombre de pays coloniaux, avec à la clé l'instauration de nouvelles conquêtes. Depuis cette date, en Europe principalement, mais également sur d'autres continents, les directions des organisations syndicales se sont appuyées sur ces conquêtes et leur gestion en échange de contenir la lutte des classes.

Une nouvelle période s'est ouverte. En concentrant son offensive contre tout ce qui a été acquis, le capital sape brutalement ce qui constituait le fondement des syndicats et leurs directions.

Il ne s'agirait plus pour les directions syndicales de « gérer » ces conquêtes, mais d'accompagner leur destruction sous les formes les plus diverses selon les pays, répression, accompagnement, intégration, afin de remettre en cause l'indépendance de classe et l'existence même des organisations.

Cette offensive sans précédent provoque au sein des organisations une recherche de résistance des militants et responsables, ouvrant des brèches à tous les niveaux de celles-ci. Nous sommes partie prenante de ce mouvement de défense de l'existence et de l'indépendance des syndicats, car nous savons que malgré la politique des directions, les syndicats, parce qu'ils n'organisent que les travailleurs, sont une matérialisation et une reconnaissance que la société est divisée en classes antagonistes.

Il n'en est pas de même pour les partis politiques prétendant se réclamer de la classe. Les partis sociaux-démocrates intégrés à l'Etat bourgeois et les partis staliniens inféodés au Kremlin ont subi les conséquences de la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, et de celle des Etats bourgeois nationaux déstabilisés par

les appétits du capital financier, accélérant ainsi leur adaptation à ses nouvelles exigences avec à la clé une crise sans précédent. C'est dans ces conditions qu'en Europe, les alternances droite-gauche, les coalitions, l'union nationale ont provoqué un immense rejet des partis traditionnels par les ouvriers.

En Europe, les partis staliniens sont en voie de disparition, et la social-démocratie s'effondre. Ce n'est pas propre à l'Europe, même si cela revêt des formes différentes selon les continents et les pays.

Dans de très nombreux pays opprimés par l'impérialisme, les partis petits-bourgeois souvent issus de l'indépendance nationale (en Amérique latine, en Palestine, au Maghreb, en Afrique) s'effondrent eux aussi, pris en étau entre la pression de l'impérialisme et la résistance des peuples.

Mais si l'on prend la question du Brésil, par exemple, elle se présente différemment : le PT, même s'il a subi le contrecoup de sa politique de 13 années de gouvernement, parce qu'il a été constitué à la fin de la dictature comme un parti « sans patrons » en tant que cadre de regroupement de la classe ouvrière, mais qui dans un pays opprimé se combine étroitement avec la question de la nation et de sa souveraineté face à l'impérialisme, demeure le cadre d'organisation de la classe.

Nous ne sommes pas de ceux qui voient dans l'effondrement des partis staliniens et sociaux-démocrates ou petits-bourgeois un recul et un danger pour le mouvement ouvrier et le peuple travailleur. Cette crise des directions contre-révolutionnaires libère des forces qui se dégagent et cherchent la voie du combat. C'est un processus contradictoire et complexe, qui exige de nous, sur notre orientation de transition en matière de construction du parti, de trouver les voies et les moyens de se lier à ces secteurs et trouver la forme pour les organiser.

AU CENTRE DE LA DISCUSSION DU CONSEIL GÉNÉRAL : NOTRE CONSTRUCTION

Dans une autre période historique, Léon Trotsky écrivait :

« La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à

l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale (...).

Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masse, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences.

Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintéresser s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes que les événements révolutionnaires poussent d'eux-mêmes les masses vers eux en récompense à leurs idées "justes" est la plus cruelle de leurs illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où l'on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs.

Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création » (« *D'un groupe propagandiste au travail de masse* », octobre 1934, *Œuvres*, tome 4, pages 228-229).

Bien évidemment, la situation politique n'est plus la même, mais la ligne stratégique dégagée par Trotsky demeure fondamentalement pertinente.

En rapport avec ce que nous avons analysé sur l'instabilité majeure de la situation et les processus au sein du mouvement ouvrier, nous devons concentrer notre discussion sur le tournant que nous devons opérer pour faire un pas en avant sur le terrain de la construction... si nous ne voulons pas que les « événements révolutionnaires » passent par-dessus nos têtes.

Pour gagner l'avant-garde, « *savoir où trouver les points de contact* », c'est-à-dire avoir une appréciation des processus en cours, du développement des forces au sein de la classe en rejetant tout dogmatisme qui nous écarterait de nouveaux développements.

S'implanter « *dans les entreprises et les organisations de masse* ». C'est-à-dire chercher à s'implanter résolument dans la classe ouvrière, et donc dans le mouvement syndical. Dans la situation actuelle, la lutte contre l'offensive destructrice des organisations est un levier décisif pour se lier à de larges secteurs de ces organisations qui cherchent la voie du combat.

Dialoguer avec « *une avant-garde à laquelle on doit savoir parler* ». C'est donc la question décisive pour notre construction que de publier un journal, cadre d'élaboration et de dialogue.

Et surtout, ne pas se prendre « *pour un palliatif en guise de nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création* ».

Il s'agit-là d'une question centrale : rejeter toute conception « auto-proclamatoire », d'auto-affirmation pour au contraire trouver les formes pour se lier aux secteurs d'avant-garde qui se dégagent et qui ne vont pas spontanément nous rejoindre.

C'est à cet objectif que répond l'élaboration de la ligne de transition en matière de construction du parti. Bien évidemment, elle doit être réappréciée en fonction de la nouvelle situation mondiale, des développements au sein du mouvement ouvrier, de la crise de décomposition des PC et PS, des partis petits-bourgeois, des développements au sein des organisations syndicales.

Comme l'explique Trotsky dans la citation d'introduction de ces notes, le parti révolutionnaire dirigeant ne se construira qu'au cours de la crise révolutionnaire, mais il faut construire un parti avant pour pouvoir agir lors du déferlement des masses.

Mais, il le précise, cela exige du temps. Or aujourd'hui, le temps nous est compté. Il faut donc à la fois renforcer numériquement et politiquement les sections de la IV^e Internationale et trouver dans le même temps les cadres d'organisation souples pour se lier avec cette avant-garde (...).

Comme l'écrivait Pierre Lambert en avril 1989 dans la préface de l'édition péruvienne du *Programme de transition* (éd. Sélio, 2013, pages 22-23) :

« Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépen-

dant, une Internationale, sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés par le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combi-

naisons imprévues par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions, les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments les plus avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas. »

Comme le dit Pierre Lambert : « *Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout.* »

Après les élections au Brésil, la direction nationale du courant *O Trabalho*, section brésilienne de la IV^e Internationale, s'est réunie et a tiré le bilan d'un processus électoral fortement marqué par la fraude, à commencer par le fait d'avoir empêché Lula de se présenter alors qu'il était le préféré des sondages, puis avec un second tour dans lequel les classes dominantes se sont portées aux côtés du candidat de l'extrême droite avec la couverture du pouvoir judiciaire pour battre le candidat du Parti des travailleurs.

Brésil

Résolution politique de la direction nationale d'*O Trabalho* (novembre 2018)

L est nécessaire de situer le résultat des élections au Brésil dans le contexte continental d'un cadre mondial où l'impérialisme, qui se débat dans une crise mortelle, approfondit la spoliation et l'abaissement sans fin du « coût du travail », si bien qu'il ne laisse pas d'espace pour le développement national souverain en dehors d'une révolution émancipatrice. En particulier en Amérique latine, une base pour nourrir des illusions à ce sujet s'est effondrée.

Contre cette offensive impérialiste, la lutte des peuples a enregistré cette année la défaite de l'impérialisme américain lors des élections au Mexique — ce qui crée une expectative —, alors qu'au Venezuela les mesures de gouvernement tardent pour sortir dans les faits le peuple, qui résiste, de la crise de pénurie accentuée par le cercle impérialiste, lui-même renforcé par la défaite du candidat du PT aux élections au Brésil.

L'ÉTAU SE RESSERRE

La coalition *golpiste* a réussi à imposer une nouvelle défaite aux masses lors du second tour de l'élection présidentielle : son candidat, l'ex-capitaine député d'extrême droite Jair Bolsonaro, a obtenu

39 % des voix face au candidat du PT, Haddad, qui a obtenu un significatif 32 %, et alors que 29 % de l'électorat s'est abstenu, a voté blanc ou nul. Tout cela dans le contexte d'une bataille qui s'annonçait difficile dès lors que, pour la bourgeoisie et l'impérialisme, le compte du coup d'Etat n'était pas clos s'il s'agissait de remettre le gouvernement à Lula ou à un autre membre du PT.

Le gouvernement autoritaire qui émerge désormais — dans le cadre d'une situation défensive pour les masses — ne peut être aujourd'hui qualifié de fasciste. Et ce du fait que, au-delà de son engagement assumé avec les institutions de l'Etat desquelles il est issu et un programme ouvertement antinational, il lui manque aujourd'hui un mouvement de masse sur lequel il puisse s'appuyer. Mais cela ne le rend pas moins dangereux pour les masses, dès lors que les militaires au pouvoir peuvent néanmoins organiser violences et assassinats.

Son ascension est passée par l'effondrement du système des partis de la classe dominante dès le premier tour. Il faut souligner que le PT reste sur pied avec la force sociale de ses 31 millions de voix au premier tour, puis 47 millions au second tour. Le PT sort de ces élections comme le plus grand parti présent à la Chambre des

députés, la deuxième force la plus importante dans les Assemblées des Etats et quatre gouvernements d'Etat élus. Par conséquent, il s'agit d'une défaite relative dans des conditions frauduleuses.

D'abord, parce que cette défaite a été rendue possible par l'emprisonnement de Lula six mois auparavant — avec le soutien impérialiste et médiatique —, alors qu'il était le favori de tous les sondages quand il était candidat au premier tour de l'élection et qu'il aurait pu la remporter. Ensuite, compte tenu de la manipulation frauduleuse des institutions complices comme le scandale du Whatsapp (1), avec le financement privé illégal, les interférences illégales de la justice, l'utilisation électorale des polices militaires, la contrainte patronale illégale dans les entreprises et la prédication électorale (c'est-à-dire les prêches), elle aussi illégale, dans les églises évangéliques.

Mais la défaite n'était pas « inévitable » d'un point de vue marxiste. En comprendre les raisons — à partir de la politique de la direction du PT — est fondamental pour affronter la nouvelle situation ouverte et éviter une véritable défaite qui, là oui, pourrait être catastrophique.

Et à la racine se trouve l'expérience, pas encore surmontée, des treize ans du PT au gouvernement, qui, malgré l'héritage de conquêtes nationales, a approfondi l'adaptation aux institutions de l'Etat subordonné à l'impérialisme et à sa politique ; il a abandonné les réformes structurelles (agraire, politique, médiatique, judiciaire), il n'a pas réalisé les renationalisations, il s'est soumis à la politique de l'excédent primaire ; il s'est fait à la conciliation de classes et aux alliances avec l'oligarchie corrompue ; il n'a combattu ni l'AP 470 (2) ni l'offensive de l'opération Lava-Jato (3) ; et enfin, il a attaqué les droits sociaux au début du deuxième mandat de Dilma, symbolisé par la nomination comme ministre de Joaquim Levy, qui revient maintenant au gouvernement avec Bolsonaro.

En d'autres termes, tout cela a fait perdre au PT une partie de sa base sociale historique au sein du prolétariat urbain.

Malgré tout, il est possible d'affirmer que le PT a survécu au coup d'Etat et a même récupéré une partie de sa base sociale à partir de la grève générale de 2017 contre la réforme de la Prévoyance (la sécurité sociale) (4) proposée par la CUT, ce qui a remis Lula sur la scène.

Mais après que Haddad a remplacé Lula, la direction a retiré la Constituante du programme et s'est noyée dans la défense des institutions, se lançant à la recherche d'un « front démocratique » inexistant. Ce qui a permis à Bolsonaro, après l'épisode nébuleux du coup de couteau (5) qui l'a victimisé, de passer pour un candidat « antisystème », trompant ou confondant même des électeurs de Lula.

Les faits montrent que la direction du PT n'a pas tiré le bilan des treize années à la tête du gouvernement fédéral, et même après que les grandes masses, qui ne sont pas descendues dans la rue pour Dilma, ne l'ont pas fait non plus contre l'emprisonnement de Lula, sinon de manière limitée.

Clairement, nous réaffirmons la résolution de notre 34^e Rencontre nationale de *O Trabalho* (mai 2018), dans laquelle nous écrivions :

« Le PT n'est pas redevenu le “parti des origines”, centriste, qui oscillait entre la gauche et la droite. Lula assume le rôle de point d'appui et permet la cohésion du parti, mais il est, en même temps, le principal obstacle interne à la ligne de classe. Une contradiction dans le processus, dans le parti, mais qui ne rend pas Lula “contradictoire” en soi par le blocus final qu'il exerce.

Le PT continue à être le parti ouvrier dont l'appareil bureaucratique s'est cristallisé il y a vingt-cinq ans en s'intégrant aux institutions pourries de l'Etat. »

(1) Des entreprises capitalistes importantes sont soupçonnées d'avoir financé des envois en masse de messages anti-PT par l'intermédiaire de Whatsapp durant les dernières élections.

(2) Action pénale 470 : procès criminel de 2005 contre des dirigeants du PT, aussi connu comme « Mensalão », qui a mis en prison sans preuves des dirigeants comme José Dirceu, José Genoino et d'autres.

(3) Lava-Jato (« lavage express ») : opération judiciaire et policière qui existe depuis plusieurs années, conduite par le Juge Sergio Moro, désormais ministre de Bolsonaro, avec une grande couverture des grands médias, qui, s'appuyant sur de simples délations principalement de grands chefs d'entreprise, a conduit à une vague de condamnations et d'emprisonnements.

(4) Il s'agit des contre-réformes de la santé publique, de l'assistance sociale et de la Prévoyance, incluant les retraites.

(5) Episode du coup de couteau : lorsque Bolsonaro a été prétendument victime de blessures à l'arme blanche, il a alors passé toute la campagne à se présenter comme une victime.

Et nous ajoutons :

« Seule la “possibilité théorique” soulevée par le *Programme de transition* explique le pas à gauche du PT au 6^e Congrès : “*Il est impossible de nier catégoriquement et de manière anticipée la possibilité théorique que, sous l’influence d’une combinaison de circonstances exceptionnelles (guerre, défaite, chute financière, offensive révolutionnaire des masses, etc.), les partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu’ils le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie*”. »

Le programme explique aussi que même dans cette hypothèse les appareils ne changent pas de nature. D’où la nécessité incontournable de la IV^e Internationale.

Le gouvernement Bolsonaro est autoritaire et antipopulaire, c’est une agence impérialiste de Trump, le genre de bonapartisme juridico-militaire qui peut même devenir préventif (6) d’un fascisme. Mais qui, quoi qu’il en soit, va attaquer immédiatement et durement les masses, tenter d’appliquer la politique exigée par les lois du marché et criminaliser les organisations.

Pour les masses, la résistance passe par le fait de s’appuyer sur leurs organisations qui, malgré les problèmes, restent sur pied : la CUT, la UNE (7), le PT, les mouvements paysans, d’habitation ou autres.

Le PT a les moyens de diriger avec des organisations des masses, d’autres partis, les organisations syndicales, démocratiques, populaires et de la jeunesse, dans le combat contre toutes et chacune des mesures du programme réactionnaire du nouveau gouvernement, pour l’arrêter, voire le freiner. Cela à condition de changer la politique de la direction, de ne pas s’accrocher aux institutions pourries, d’éviter le piège des fronts de collaboration de classes et de ne pas tourner le dos à la défense des droits menacés. Bien sûr, il peut y avoir des actions communes avec des organisations et des mouvements, mais il n’y aura pas de front de défense de la démocratie sans la défense des droits ouvriers.

A cette fin, notre défense inconditionnelle du PT contre l’impérialisme doit prendre en considération la réalité des contradictions exacerbées de la situation pour envisager le bilan politique incontournable et poussé jusqu’au bout des treize années au gouvernement :

— Cela implique de combattre la conciliation de classe lors des combinaisons parlementaires pour l’élection des deux chambres,

qui s’insinue dès l’élection des *Mesas* du Congrès (présidence) même sur des questions concrètes de gouvernement des États, comme par exemple le lien avec le gouvernement fédéral, de même pour la « collaboration » à la réforme de la Prévoyance (sécurité sociale) pour sauver les États de la fédération en situation de faillite.

— Cela implique de combattre le retour à l’« alliancisme » (ou politique d’alliance sans principe) qui veut étendre au pays ce qui a été fait dans la région du Nordeste, lorsqu’on inverse la raison de l’adhésion des oligarchies locales (le prestige de « l’héritage » des programmes sociaux de Lula) par le prétendu art des alliances des gouverneurs pour le résultat électoral.

— Cela implique d’affronter la désagrégation « identitaire » (c’est-à-dire le communautariste), qui divise les travailleurs — comme le mouvement « Lui, non ! » (8) l’a démontré — par la manipulation des justes revendications des secteurs opprimés, alors que devrait prévaloir l’intérêt que permet l’unité de tous les opprimés.

— Cela implique de combattre le « mouvementisme » (la multiplication des fronts), qui cache la raison politique de la défaite du PT par ce qui serait l’échec de la proposition de construction du PT, et, derrière le paravent des « mouvements sociaux », essaiera de réactiver le Congrès du Peuple (9) — encore plus « sans aucun sens » — avec sa direction verticale antidémocratique.

— Cela signifie défendre chaque organisation et chaque conquête de liberté démocratique menacée, l’attention collective nécessaire et la solidarité, en évitant de s’isoler, mais sans se laisser glisser vers la clandestinité prématurée des organisations (ce qui faciliterait les choses à l’ennemi).

(6) Préventif dans le sens où l’entendait Léon Trotsky dans les années 1930, concernant les situations dans lesquelles la bourgeoisie hésite face au risque de passer à un régime de domination qui détruit toutes les formes parlementaires, etc.

(7) Union nationale des étudiants (UNE) du Brésil.

(8) « Lui, non ! » (*Ele Não*) : manifestations de femmes à l’initiative des réseaux sociaux organisées durant la campagne électorale, sans la participation des partis, qui appelaient à voter pour tout candidat hormis Bolsonaro.

(9) Convoqué par le Front Brésil populaire — une coalition large d’organisations syndicales, populaires et des partis (dont la CUT, le PT et de nombreux autres organisations) —, au sommet duquel on trouve le Mouvement des sans-terre (dont la direction se réclame du castrisme).

C'est alors avec la détermination et la compréhension de la réalité du rapport de force que le courant *O Trabalho* se dispose pour jouer son rôle dans la lutte des classes, à partir des positions qu'il occupe directement dans les organisations :

— La défense de la Prévoyance publique (sécurité sociale) — « *Ne touchez pas à la Prévoyance !* » — contre la réforme exigée par le capital financier. Ce sera, tôt ou tard, la bataille fondamentale par un vaste front unique pour préserver la classe fondée sur ses organisations, en établissant le vrai rapport de force entre les classes, au-delà des institutions ; Ciro Gomes (10), les oppositions, les centrales et les autres secteurs choisiront chacun leur place ; pour les syndicats de la CUT, il est temps de revenir à la base après l'élection, et de rétablir la cohésion autour des revendications.

— La défense de l'enseignement public aux trois niveaux contre l'ajustement (conséquence de la EC 95) (11) et aussi contre les attaques réactionnaires de « l'école sans parti » (12), cléricales et obscurantistes, est une seconde bataille du plus vaste front unique appuyé sur les syndicats, mais aussi sur les divers secteurs de la culture et de l'opinion démocratique.

— La situation fiscale, en particulier la banqueroute de certains Etats, va donner lieu à des luttes pour la défense des droits des agents et du service public, aux côtés de la défense du patrimoine contre les privatisations, sous le drapeau de la renégociation de la dette imposée par la politique du capital financier.

— « *Lula libre !* », c'est le drapeau politique de la résistance qui regroupe contre les institutions et le gouvernement du superministre Moro. Si ce n'est pas encore le moment du « *Dehors Bolsonaro !* », de mettre en avant la Constituante ou tout autre mot d'ordre de gouvernement, le drapeau « *Lula libre !* » montre l'issue qui conserve encore une place dans la conscience des masses. La lutte pour « *Lula libre !* » est la clé et le meilleur moyen de combattre l'anti-pétisme ancré dans la plate-forme « anticorruption » de la classe dominante, ainsi que de renforcer les liens avec ceux qui ont été avec nous

dans le combat durant cette dernière période. Cette lutte, appuyée sur la Veille (*Vigilia*) à Curitiba (13), au cours de la campagne nationale et internationale, donnera le rythme des nouvelles actions politiques et juridiques qui peuvent expérimenter des formes de lutte de masses (y compris la formation de nouveaux comités « *Lula libre !* »).

REGROUPEMENT

Le rôle de Dialogue et Action pétiste (DAP) dans la dernière période permet de nouvelles et opportunes adhésions de qualité. Finalement, après les deux dernières années de lutte et de différenciations, quelle que soit la trajectoire de la direction, « *l'eau ne reviendra pas intégralement dans le fleuve* » de l'appareil dirigeant.

La reprise du DAP s'effectue sur la ligne de front du bilan politique électoral jusqu'aux racines, afin de « raccrocher le PT à sa base sociale » en multipliant les tâches qui en découlent, ce qui intègre la perspective d'amplifier les relations ouvertes dans le Comité de liaison et d'échanges (CILE) formé à la conférence d'Alger.

Le DAP, Juventude Revolução du PT et d'autres regroupements que nous impulsions ont une place consciente à occuper.

Ne pas sous-estimer l'ennemi, concentrer l'énergie pour les luttes décisives, sans négliger la force de la lutte des travailleurs.

(10) Ciro Gomes (né 1957), membre de la bourgeoisie qui s'est porté candidat pour le Parti démocratique travailliste (PDT). Il a atteint la troisième place au premier tour. Véritable opportuniste, il a participé à douze partis différents.

(11) EC 95 : amendement à la Constitution à l'initiative du gouvernement Temer, qui a gelé les dépenses publiques sur vingt ans.

(12) École sans parti : connue également comme « Loi de la muselière ». Ses défenseurs prétendent imposer des limites obscurantistes aux programmes scolaires pour ce qu'ils appellent « combattre l'endoctrinement », et attaquent l'école publique.

(13) *Vigilia* de Curitiba : campement permanent dans la ville du même nom, dans l'Etat du Paraná, proche du lieu où Lula est emprisonné.

Au moment où toutes les formes politiques de la domination impérialiste sur le continent européen, tous les Etats qui l'incarnaient sont entrés dans une crise de décomposition sans précédent dans l'histoire...

Au moment où tous les partis qui ont incarné la vie politique dans le cadre de l'Etat national sont entrés dans un processus de désintégration, tout particulièrement les vieux partis prétendant représenter la classe ouvrière...

Au moment où, sur les ruines de ces partis, des groupements militants, portés par le rejet qui frappe ces « vieux » partis, tentent de se reconstituer pour incarner la défense des intérêts historiques de la classe ouvrière...

... Il revient à la IV^e Internationale d'entrer, sur la base de son expérience et de son programme, sans *a priori*, dans un large dialogue avec tous les militants et les travailleurs qui cherchent à se saisir de ces tentatives pour ouvrir une issue politique à la crise dans laquelle le continent est entré de plain-pied.

Pour ce faire, afin de se dégager de la logique des plans B (réformes de l'Union européenne) qui est commune, sous des formes variées, à tous ces courants dans toute l'Europe, une déclaration de la IV^e Internationale doit s'attacher à replacer — sous la forme la plus simple possible — la crise de l'Union européenne et de tous les Etats européens dans le processus de la crise de décomposition de tout le système impérialiste mondial.

Elle doit le faire — il ne s'agit pas d'une thèse — sur l'axe du combat politique pour aider à faire converger la lutte du prolétariat et des peuples de toute l'Europe dans un seul et même combat historique pour arracher le pouvoir des mains des représentants des monopoles impérialistes et des grands groupes du capital financier.

Elle doit le faire aujourd'hui, concrètement, à partir du combat sur l'axe : « *Bas les pattes devant le peuple italien !* »

Telle est la signification aujourd'hui d'une déclaration de la IV^e Internationale sur l'Europe.

La rédaction de *La Vérité*

Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur l'Europe

Le capital financier et son instrument, l'Union européenne, portent la responsabilité du chaos dans lequel s'enfonce l'Europe

IL faut se rendre à l'évidence, tout est en place pour entrer dans un nouvel épisode de la « crise de la dette souveraine » qui a littéralement saigné la Grèce et son peuple (1).

Aujourd'hui, c'est l'Italie qui est censée jouer le rôle tenu par la Grèce dans les années 2010-2015.

La mise en scène est en place ; chacun y joue son rôle : les marchés, les agences de notation, la Commission européenne de Bruxelles, le FMI et ses experts...

L'Italie est accusée, en refusant de soumettre son budget aux règles du « Pacte de stabilité », de menacer d'effondrement toute la zone euro.

Tout le système financier européen étroitement interconnecté serait menacé

par le défaut d'un seul de ses chaînons, l'Italie.

Et ce serait le peuple italien qui, en rejetant le budget que l'Union européenne veut lui imposer, se ferait le complice des

(1) Depuis 2008, la Grèce a perdu plus d'un million d'habitants. Et ce sont surtout des jeunes qui ont quitté le pays, et en premier lieu les plus qualifiés d'entre eux. Sur dix millions d'habitants, la Grèce compte près de 500 000 jeunes de 20 à 30 ans de moins qu'en 2008.

La cure d'austérité a fait perdre près d'un emploi sur cinq, le chômage restant encore à 20 % cette année, malgré l'exode des jeunes.

Les dépenses publiques ont baissé de 30 % et on en a mesuré les conséquences dramatiques avec l'incendie à Mati, non loin d'Athènes, qui a fait 97 morts.

Les salaires réels des Grecs ont baissé de plus de 15 % en moyenne et les revenus des retraités ont fondu de moitié.

positions réactionnaires de Salvini et Di Maio... portés au pouvoir par le rejet de la politique d'austérité dictée par Bruxelles et mise en œuvre par Renzi.

Ce serait le peuple italien qui serait responsable de la tempête financière que tous les spécialistes de l'économie voient s'avancer vers l'Europe. Ce serait lui qui devrait payer.

Il n'y aurait, pour tout ce beau monde d'europhiles, qu'une issue : que le peuple italien se soumette. De qui se moque-t-on ?

LE UNION EUROPÉENNE ACCUSE ET MENACE LE PEUPLE ITALIEN

Les grandes banques européennes, comme les grandes banques américaines, qui se sont gavées des milliards de subventions publiques, n'ont pas digéré — dix ans après — les conséquences de la gigantesque crise financière de 2007-2008.

Leurs bilans restent plombés par les hasardeuses opérations spéculatives qu'elles avaient entreprises.

Le capital financier, étouffant dans les limites trop étroites du marché mondial, a perfectionné au-delà de l'imaginable — en mettant à profit la dérégulation des marchés financiers entreprise à partir de 1971 par l'impérialisme américain — les techniques financières lui permettant d'étancher par la spéculation sa soif inextinguible de profits, aboutissant à la succession des faillites retentissantes de 2008.

Tous reconnaissent que la crise de 2011-2012, dont le peuple grec a été une des principales victimes, a été la résurgence en Europe de la crise qui s'est développée en 2007-2008...

Et c'est, comme par hasard, au moment où les experts s'inquiètent à nouveau de l'effet d'entraînement que menacerait de provoquer la chute du NASDAQ (2) (intervenu ce mois d'octobre 2018) sur les Bourses européennes que le chœur des agences de notation découvre l'importance de la dette italienne.

Et derrière l'Italie, tout ce beau monde nous annonce d'ores et déjà que se profile la contagion au Portugal, à l'Espagne et à la France...

LA MISE EN SCÈNE SE PRÉCISE

Il faut sauver, disent ces experts, l'Europe de la méfiance grandissante que ses peuples nourrissent à l'égard de l'Union européenne, de ses institutions, de ses traités.

Il s'agit en réalité pour ces messieurs de tout faire pour tenter de sauver à tout prix les mécanismes qui garantissent, par une brutale politique d'austérité appliquée à toute l'Europe, le remboursement des montagnes de dettes contractées auprès des banques et des fonds financiers dont l'Union européenne est le fidèle instrument.

C'est là qu'entrent en scène les élections au prétendu Parlement européen.

Deux camps s'y affronteraient, le camp des « progressistes » contre celui des « nationaux-populistes ». Comme s'il fallait à tout prix focaliser sur la fausse opposition de ces deux « camps » pour camoufler l'élément essentiel de la situation : l'énorme rejet, de la part de tous les peuples, de la politique d'austérité renforcée de l'Union européenne, un rejet qui provoque une crise sans précédent jusque dans les sommets du pouvoir en France, en Allemagne, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne — même si la Grande-Bretagne n'est pas membre de la zone euro et a décidé de quitter l'Union européenne.

D'un côté, les Macron, Merkel, Juncker, Draghi... chacun ayant, à un moment ou un autre, fait partie des états-majors de Goldman-Sachs, Rothschild, J.-P. Morgan...

Et de l'autre, il y aurait les Salvini, Orban... que les « progressistes » ont contribué à faire élire en réaction à la politique de destruction qu'ils mettent en œuvre à la tête de l'Union européenne.

N'en déplaise à ces messieurs les « progressistes », la résistance des peuples à leur politique de destruction des conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière et des masses populaires ne peut être identifiée aux figures de Salvini, Orban... Il s'agit d'un honteux amalgame. Ce n'est pas la résistance des peuples qui est porteuse de désordre et de chaos.

(2) Le NASDAQ (sigle de *National Association of Securities Dealers Automated Quotations*) est le deuxième plus important marché d'actions des États-Unis en volume traité, derrière le New York Stock Exchange. Il est le plus grand marché électronique d'actions du monde. L'indice NASDAQ, aussi appelé « le NASDAQ », est l'indice boursier qui mesure la performance des entreprises qui y sont cotées.

L'EUROPE SOUS LES COUPS DE "LA GUERRE COMMERCIALE" ENGAGÉE PAR TRUMP

Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Dans le cadre du système de la propriété privée des moyens de production, l'Europe est inexorablement évincée des secteurs déterminants du marché mondial par la guerre commerciale tous azimuts déclarée par Trump et l'impérialisme américain.

Les économies nationales du continent sont disloquées par la réorganisation permanente, par les monopoles impérialistes, des « chaînes de valeurs » concentrant leurs productions dans les zones de bas salaires.

L'Europe, tiraillée entre les intérêts contradictoires des différentes bourgeoisies nationales, inexorablement condamnée à la décadence par le déchaînement de la « guerre commerciale », est incapable de se doter de la politique commune fiscale, budgétaire et financière qu'elle invoque régulièrement prétendument pour faire face aux coups de boutoir de l'impérialisme américain.

Sa seule politique commune se réduit à la politique coordonnée de destruction dans toute l'Europe de toutes les conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière depuis la guerre pour assurer les conditions de surexploitation exigées par le capital financier en crise.

Jamais la similitude des plans qui frappent tous les peuples d'Europe n'a été aussi aveuglante. L'avidité du capital financier en pleine crise de décomposition exige la destruction immédiate de toute la réglementation du travail, la destruction des systèmes de retraites et de sécurité sociale, l'accélération de la privatisation de tous les systèmes de santé, de tous les transports publics, des services publics de l'électricité... Partout, l'individualisation est en train d'être substituée aux droits collectifs fondés sur la solidarité. Toute la sédimentation des droits arrachés par la lutte des classes et qui a façonné dans ses grandes lignes la physionomie du continent européen est menacée de destruction.

CE NE SONT NI LES PEUPLES NI LES MIGRANTS QUI MENACENT L'EUROPE DE DISLOCATION, CE SONT L'UNION EUROPÉENNE ET LES GOUVERNEMENTS !

N'en déplaise aux professeurs de morale qui se sont autoproclamés « progressistes », ce n'est pas la résistance de la classe ouvrière et des peuples qui menace de plonger le Vieux Continent dans le chaos, c'est le capital financier et ses instruments : l'Union européenne et les gouvernements soumis à ses diktats.

N'en déplaise aux « progressistes » qui se sont démasqués en faisant bloc avec les « nationaux-populistes » les 28 et 29 juin derniers pour restreindre brutalement l'accueil des réfugiés (3), ce ne sont ni le peuple italien, ni les peuples de l'est de l'Europe, ni les « migrants » qui menacent l'Europe de dislocation. Les peuples polonais, hongrois, tchèque... savent à qui ont servi les subventions de l'Union européenne depuis 2004. Ils savent qu'elles ont servi aux banques allemandes et autrichiennes qui ont organisé l'implantation de sous-traitants des grands groupes monopolistes implantés à l'Ouest en vue de la surexploitation de la main-d'œuvre locale mise au chômage par le démantèlement de la propriété sociale.

Ce ne sont pas les peuples qui se détournent de l'Europe, ce sont l'Union européenne et les gouvernements qui s'y soumettent qui s'acharnent à détruire et disloquer les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière sur lesquelles les peuples aspirent à s'unir dans une Europe des travailleurs et des peuples.

L'issue ne se situe ni dans l'accompagnement « humaniste » de la destruction de toutes les conquêtes sociales et politiques des peuples d'Europe, ni dans celui de la politique de déplacements forcés de millions de migrants par l'impérialisme, ni dans l'impasse du repli sur ses frontières.

L'aspiration des peuples à se ressaisir de leur souveraineté ne pourra se réaliser que dans le combat de la classe ouvrière

(3) Sur ce point, on peut se reporter à la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur la question des réfugiés et des migrants en Europe (6 septembre 2018), et publiée dans *La Vérité*, n° 99, pages 4-6.

pour arracher, à l'échelle de toute l'Europe, le pouvoir des mains du capital financier afin de réorganiser à l'échelle de tout le continent les transports, l'énergie, l'industrie et les infrastructures au service de tous les peuples et de tous les prolétaires quelle que soit leur origine.

DANS TOUTE L'EUROPE, DES REGROUPEMENTS MILITANTS SE CONSTITUENT

Dans toute l'Europe, le rejet de la politique dictée par le capital financier a frappé, en même temps que les pouvoirs en place, les vieux partis qui se réclamaient de la défense des intérêts ouvriers et de la démocratie, et qui se sont subordonnés à leurs gouvernements respectifs et au capital financier, ouvrant une crise en leur sein et en conduisant certains au bord de l'implosion.

Dans tous les pays du continent, des regroupements de militants, issus de la rencontre d'éléments venus de ces partis et de la jeune génération de militants, cherchent à s'organiser pour tenter d'aider la classe ouvrière à s'ouvrir, par la lutte de classes, la voie d'une issue politique conforme à la défense de ses intérêts de classe et à la reconquête de la démocratie.

Ils s'engagent, chacun sous des formes propres, dans une réappréciation de toute l'expérience historique du combat du mouvement ouvrier pour en finir avec le système d'exploitation capitaliste et instaurer le socialisme.

Pour un grand nombre, ces groupements, chacun à sa manière, retrouvent les conclusions qui furent à l'origine du combat révolutionnaire de la classe ouvrière.

Dans cette période de mûrissement politique accéléré, la IV^e Internationale s'inscrit dans le débat qui surgit et qui est intimement lié au combat pratique pour aider la classe ouvrière à se rassembler dans chacun des pays du continent et pour aider à faire converger le combat de tous les peuples d'Europe engagés dans la bataille pour arracher le pouvoir des mains du capital financier, seule voie pour sortir l'Europe de la dislocation et de l'anarchie capitaliste.

La IV^e Internationale est plus attachée que jamais à l'enseignement de Léon Trotsky, qui déclarait en 1940 (4) :

« L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient, toutefois, non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. »

Mais elle se garde de toute tentation d'imposer en bloc ses conclusions politiques.

Pour la IV^e Internationale, c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements seront vérifiés, ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale, au sein de laquelle s'intègrent les développements européens, embrasant des centaines de millions d'hommes à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les résurgences produites de la décomposition du système de l'impérialisme et les éléments avancés à la recherche de solutions progressistes.

La IV^e Internationale est confiante. Elle a conscience que tout s'enchevêtrera, que le tri s'opérera.

C'est dans cet esprit qu'elle s'invite au débat qui se développe à l'échelle de tout le continent européen.

**Le secrétariat international
de la IV^e Internationale
Le 7 novembre 2018**

(4) Interview de Léon Trotsky par le journaliste américain M. Kleiman réalisée le 12 février 1940 pour le *St Louis Post Dispatch* (10 et 17 mars 1940), et parue dans le *Bulletin de l'Opposition*, n° 82-83, février-avril 1940 (« *La situation internationale et les perspectives* »). Cet extrait se trouve dans le recueil de textes de Léon Trotsky, *Contre le fascisme (1922-1940)*, Editions Syllepse, 2015, page 746.

Etats-Unis

Sur le résultat des élections de mi-mandat

L'élection de Donald Trump, il y a deux ans, a été une surprise. Sur la base d'une crise sans précédent des Partis républicain et démocrate, il a été élu sur un programme de réindustrialisation des Etats-Unis. Son programme est ouvertement pro-impérialiste, mais il contient aussi des promesses de retour des grandes entreprises industrielles aux Etats-Unis, notamment par l'annonce d'une renégociation de l'ALENA, l'accord de libre-échange qui régit les relations commerciales entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

Deux ans après, les élections de mi-mandat marquent un premier bilan d'étape de la mise en œuvre de ce programme, au moment même où la renégociation de l'ALENA se termine et où les grèves se multiplient sur le territoire américain.

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

La situation est exceptionnelle. Dans une large mesure, Trump a été élu contre son propre parti. Ainsi, après les primaires républicaines, les deux derniers présidents républicains se sont désolidarisés du candidat républicain : Bush père a voté pour son adversaire démocrate, Hillary Clinton, et Bush fils a voté blanc. Depuis, ses *tweets* incendiaires polarisent toutes les discussions, au sein des Etats-Unis comme à l'échelle internationale.

On aurait donc pu s'attendre à un résultat exceptionnel lors de ces élections. Il n'en a rien été. Le taux de participation a été particulièrement élevé pour des élections à mi-mandat : il s'établit aux environs de 48 %, un niveau déjà atteint une fois seulement dans toute l'après-guerre. Mais c'est bien la seule originalité de ces résultats.

Pour le reste, selon le scénario bien établi de la politique américaine, les résultats du parti présidentiel s'érodent pendant que ceux du parti d'opposition progressent, permettant à l'opposition de prendre cette année l'une des deux chambres, la Chambre des représentants.

Le *Wall Street Journal* (7 novembre 2018), organe de la finance américaine, et l'un des rares journaux américains d'audience nationale à avoir soutenu Trump, résume la situation en expliquant :

« Le président Trump n'avait pas tant besoin de gagner les élections à mi-mandat de mardi que d'éviter le désastre. Et, dans les grandes lignes, c'est ce qui s'est passé. »

Trump, avec l'emphase qui lui est coutumière, se félicite d'un succès éclatant, puisque, contrairement à de nombreuses prédictions, son parti ne s'effondre pas. C'est évidemment excessif, mais il est certain que le Parti républicain ne sort pas affaibli de ces élections. Les républicains confortent même leur majorité au Sénat : renouvelé par tiers, les sièges en jeu cette année étaient très défavorables aux démocrates. De plus, l'opposition à Trump dans son propre parti a été balayée, souvent dès les primaires, lui fournissant une base parlementaire plus solide. Le *New York Times* (8 novembre 2018) résume cela en première page : « *C'est maintenant le Parti républicain de Trump.* » Mais, pour un président élu sur la base d'une opposition au système politique américain, c'est un constat à deux tranchants : à la fois Trump a affermi son emprise sur le Parti républicain, mais aussi, dans le même temps, il a normalisé ses relations avec lui, et donc avec le système politique américain.

Les démocrates, eux, se félicitent d'avoir gagné la Chambre des représentants. Et là encore, leur progression incontestable leur donne une courte majorité à la chambre basse. L'éditorial du *New York*

Times (8 novembre 2018), proche des démocrates, évite pourtant tout triomphalisme :

« Maintenant que son parti ne tient plus toutes les manettes du pouvoir, (*Trump*) ne peut plus contourner l'opposition s'il veut transformer ses priorités en loi. »

Ce journal développe ensuite la possibilité de la destitution de Trump par la Chambre, et conclut prudemment :

« A l'extrême rigueur, une Chambre démocrate pourrait même potentiellement menacer le président de destitution, suivant les résultats de l'enquête du conseiller spécial Robert S. Mueller III, qui est resté silencieux dans la campagne, même si les dirigeants du parti sont circonspects concernant cette manœuvre. »

Trump n'est pas un fou : toute la radicalité de ses propos n'empêche pas qu'il doit préserver l'équilibre des institutions américaines. Et face à lui, les démocrates ne sont pas non plus prêts à utiliser les outils maintenant à leur disposition si cela doit remettre en cause ces institutions, dont ils sont un rouage central. L'opposition entre l'orientation incarnée par Trump et celle des démocrates est réelle : sur la politique commerciale internationale, sur les taxes, les désaccords entre démocrates et républicains ont atteint un niveau sans précédent depuis la guerre. Mais les uns comme les autres ont comme premier objectif de préserver la domination de l'impérialisme américain.

Une ancienne conseillère de George Bush à la Maison-Blanche va jusqu'à déclarer au *New York Times* (8 novembre 2018) que « la victoire des démocrates à la Chambre est une éclaircie pour le président, puisqu'il pourra concevoir des solutions bipartisanes sur le coût des médicaments sur ordonnance et sur les infrastructures ».

Un tel accord entre démocrates et républicains est un enjeu pour maintenir la stabilité politique des États-Unis : réduire le coût des médicaments est une réponse fallacieuse à la revendication qui traverse le mouvement ouvrier d'une couverture sociale à payeur unique, tandis que les projets de grands travaux essaient de répondre à la désindustrialisation des États-Unis.

Mais ce n'est pas pour cela que les électeurs démocrates ont voté : Trump comme son opposition avaient fait de cette élection un référendum sur sa personne. Et ce n'est pas non plus pour ça que les électeurs de Trump ont voté : leur but est de se débarras-

ser du Parti démocrate comme du Parti républicain. De façon paradoxale, le haut taux de participation à ces élections est une expression extrêmement déformée de rejet. Rejet de Trump chez les électeurs démocrates ; rejet des deux partis qui gouvernent les États-Unis depuis plus d'un siècle chez les électeurs républicains. Et ni les uns ni les autres ne peuvent être satisfaits de ce compromis qui va sortir de ces élections.

Les primaires ont exprimé la crise des deux principaux partis américains bien plus nettement.

Dans le Parti républicain, là où des candidats traditionnels de l'appareil républicain ont essayé de défendre leur place sans se rallier à Trump, ils ont très généralement perdu face aux candidats qu'il soutenait.

Et dans le Parti démocrate, les primaires ont amené à la désignation (et dans plusieurs cas à l'élection) dans plusieurs circonscription de candidats soutenus par Sanders et les groupes qui gravitent autour de lui (son groupe officiel, *Our Revolution* ; *Democratic Socialist of America* – DSA, le parti des sociaux-démocrates d'Amérique ; des groupes de jeunes se réclamant du socialisme). En particulier, dans l'État de New York et dans une circonscription acquise aux démocrates, la désignation puis l'élection d'Alexandria Occasio-Cortez est significative. Mettant en avant son parcours de salariée, elle a été élue en portant des revendications issues du mouvement ouvrier, notamment portées au sein du dernier congrès de la centrale syndicale américaine, l'AFL-CIO. Sa campagne était centrée notamment sur l'exigence d'un salaire minimum de 15 dollars de l'heure et de l'extension progressive à tous les salariés des dispositifs de sécurité sociale à payeur unique.

Dans la suite de ces élections, Sanders a annoncé que s'il était le plus à même de battre Trump en 2020, il envisageait de présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

LA RENÉGOCIATION DE L'ALENA

Le programme de Trump prévoyait le remplacement de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA). C'en était même une des mesures phares. Depuis 1994, cet accord règle le commerce entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, permettant à l'industrie manufac-

turière américaine d'exploiter des usines au Mexique en profitant de la faiblesse des salaires mexicains.

Le 30 novembre, le nouvel accord commercial entre Mexique, Etats-Unis et Canada était signé en marge du G20. Mais le nouvel accord est loin d'être le bouleversement que Trump annonçait. Il est un peu plus favorable aux entreprises américaines que son prédécesseur : il prévoit un certain nombre d'aménagements, notamment sur les importations de produits laitiers, mais concernant l'industrie, les dispositions restent limitées.

L'accord signé doit maintenant être ratifié, et la Chambre des représentants américaine, maintenant démocrate, pourrait s'y opposer, tout comme le gouvernement mexicain de Lopez Obrador qui réclame des exonérations de droits de douane sur l'acier et l'aluminium (l'accord a été négocié par l'ancien gouvernement de Peña Nieto et signé par lui le dernier jour de sa présidence).

Pour nombre de groupes industriels, l'accord ne va pas assez loin. Le *Washington Post* du 1^{er} décembre 2018 explique :

« Les représentants des principaux intérêts industriels et agricoles sont également mécontents du fait que le président n'a pas encore aboli les taxes sur les importations d'aluminium et d'acier depuis le Mexique et le Canada, comme des officiels l'avaient promis. "C'est une mauvaise nouvelle pour nombre d'entre nous", a déclaré Rufus Yerxe, président du Conseil national du commerce international, qui représente les multinationales. »

L'une des questions majeures dans cet accord est l'industrie automobile. Le même journal explique :

« L'industrie automobile est peut-être le secteur le plus intégré en Amérique du Nord, les entreprises expédiant des pièces détachées et des automobiles à moitié finies de part et d'autre des frontières nord et sud des Etats-Unis plusieurs fois avant que leur production soit terminée. »

Les principales dispositions de cet accord prévoient, conformément au programme de Trump, que pour bénéficier de l'exemption des droits de douane, les automobiles devront être fabriquées à 75 % en Amérique du Nord, contre 62,5 % jusqu'à maintenant, et 30 % de leur fabrication devra être assurée par des travailleurs gagnant au mini-

mum 16 dollars de l'heure (autant dire des travailleurs américains ou canadiens). Ces mesures cherchent à réaliser les promesses électorales de Trump, même si elles demeurent bien limitées comparées à ce qui était promis.

Or, juste avant la signature de l'accord, le 26 novembre, General Motors a annoncé la suppression de 15 % de ses emplois avec la fermeture de sept usines dont quatre aux Etats-Unis, ce qui représente 14 000 emplois industriels alors même que se termine un plan de départ volontaire proposé à quelque 18 000 salariés de l'entreprise.

La réponse de General Motors aux protestations de Trump et à ses menaces de supprimer toutes les subventions versées à l'entreprise est symptomatique des relations entre le président et les grands groupes impérialistes : le communiqué félicite poliment le président de ses mesures en faveur des entreprises américaines, notamment les baisses massives d'impôt qu'il a mises en œuvre (« *Nous apprécions les actions menées par cette administration au nom de l'industrie pour améliorer la compétitivité de l'industrie américaine.* »), et lui oppose une fin de non-recevoir. La politique de Trump sert les intérêts de l'impérialisme, ce dernier le reconnaît, mais il n'est pas prêt pour autant à bouleverser ses plans pour lui donner l'aide électorale dont il aurait besoin. Les coups de chapeau à « l'industrie américaine » n'y changent rien : General Motors est une multinationale bien plus qu'une entreprise américaine.

Le nouvel accord ne répond donc pas aux exigences du capital, qui entend se libérer de toute entrave au commerce international. Mais surtout, la réponse des grandes multinationales au programme illusoire de réindustrialisation des Etats-Unis est une fin de non-recevoir nette.

La politique de Trump exprime le besoin pour l'impérialisme américain de redessiner les contours du commerce international. Elle représente la tentative d'utiliser la révolte des dizaines de millions de « laissés-pour-compte » américains pour réorienter la politique de l'impérialisme américain en se dégageant du carcan des différents accords commerciaux à l'échelle internationale, et de celui de la lutte des classes au sein des Etats-Unis. Mais l'imbrication du capital à l'échelle mondiale rend ces visées protec-

tionnistes bien illusoires. Quant à la lutte des classes, elle est bien vivante sur le sol américain.

LES GRÈVES AUX ÉTATS-UNIS

La vague de grève d'enseignants qui a touché le Midwest (les Etats du centre des Etats-Unis, souvent à majorité républicaine) a laissé des traces. Elle a montré que la grève appuyée sur des assemblées générales pouvait arracher des augmentations de salaires et des avancées dans les contrats collectifs.

Ainsi, les enseignants de Los Angeles ont voté à la fin août pour autoriser leur syndicat à appeler à la grève si les négociations en cours sur les salaires et les moyens alloués à l'enseignement échouaient. Avec un taux de participation de 82 %, 98 % des votants ont autorisé la grève. La direction du syndicat d'enseignants continue de négocier et la grève n'est pas déclenchée, mais ces chiffres montrent une radicalisation claire de l'état d'esprit des enseignants. Et ce résultat est obtenu face à une administration municipale démocrate, contrairement aux Etats républicains du Midwest, alors même que les syndicats d'enseignants sont liés au Parti démocrate.

Face à la multiplication des petits boulots sous-payés, la question du salaire minimum prend une place centrale dans les revendications. Le salaire minimum aux Etats-Unis est fixé dans chaque Etat, dans certains Etats à un niveau de 7,25 dollars de l'heure, dont peuvent être déduits les pourboires dans les secteurs de la restauration et du commerce de détail.

Chez Amazon, la formation d'un syndicat et la menace d'appeler à la grève a suffi à arracher un salaire minimal de 15 dollars de l'heure. A Walmart, la formation d'un syndicat a obtenu d'emblée un salaire minimal horaire de 10 dollars. Ce salaire ne répond pas aux besoins des travailleurs de Walmart, et pour le *black Friday* (jour de soldes entre la fête américaine de Thanksgiving et la période de Noël, jour traditionnel d'achat des cadeaux de Noël et jour de l'année où le commerce de détail réalise généralement ses plus gros bénéfices), ils ont organisé des manifestations devant les magasins de la chaîne, réclamant un salaire minimal de 15 dollars et des emplois à temps plein au

lieu des petits boulots à temps partiel qui leur sont proposés.

La chaîne d'hôtels de luxe et plus grande multinationale de l'hôtellerie Marriott est aussi concernée. Pour la première fois de son histoire, c'est au niveau national que la grève a été décidée. Pendant huit semaines, 8 000 salariés du groupe ont cessé le travail pour obtenir une augmentation de salaires, une meilleure couverture sociale et une protection contre les agressions sexuelles de la part des clients. Leur campagne a pris pour nom « *Un seul emploi devrait suffire* », en référence aux plusieurs emplois que les salariés sont contraints de prendre pour joindre les deux bouts. Les négociations sont parvenues à un accord partiel, permettant la reprise du travail par deux tiers des grévistes. Mais les hôtels de San Francisco notamment restent en grève à l'heure où nous écrivons ces lignes, et les grévistes ne sont pas isolés : ils bénéficient d'aides financières de leur syndicat, qui leur permettent de tenir. D'autre part, 20 000 salariés de Google, comparativement bien payés, qui avaient décidé la grève contre la prime de licenciement d'un cadre de l'entreprise licencié pour harcèlement sexuel, ont décidé d'apporter leur salut aux grévistes de Marriott.

Ces éléments restent éparés pour l'instant. Mais il y a incontestablement une recherche d'unité pour porter les revendications ouvrières au niveau fédéral.

TOUTES LES QUESTIONS POLITIQUES SONT POSÉES

Les promesses de Trump de faire revenir l'industrie aux Etats-Unis ont pour but de s'appuyer sur la révolte des masses ouvrières américaines, rejetées dans une paupérisation croissante. Son programme nie la lutte des classes aux Etats-Unis en prétendant qu'il existe encore un impérialisme national américain prêt à redistribuer une part de ses bénéfices aux ouvriers américains. Mais les annonces de General Motors montrent que ce n'est pas le cas. Trump a tenté de s'appuyer sur les secteurs les plus réactionnaires du mouvement ouvrier américain et sur l'aspiration légitime à un vrai travail avec un vrai salaire. Cette tentative était vouée à l'échec, et c'est ce à quoi l'on assiste aujourd'hui :

l'impérialisme n'est pas prêt aux concessions, aussi minimales soient-elles, nécessaires à faire perdurer l'illusion que Trump avait le pouvoir de tenir ses promesses.

Dans le même temps, la poussée de milliers de syndiqués dans l'AFL-CIO avait amené son dernier congrès à prendre position en faveur d'une sécurité sociale à payeur unique, c'est-à-dire une couverture sociale publique, sans les assureurs privés. C'est une revendication qui tire un bilan noir du système de l'Obamacare, ensemble de subventions à l'achat d'assurances privées, et c'est un élément de rupture avec le Parti démocrate. C'est cette même poussée qui s'exprime dans les grèves auxquelles on est en train d'assister. Le fait que la grève soit à l'ordre du jour pour les enseignants de Los Angeles, contre une administration municipale démocrate, est un facteur de rupture dans le front constitué entre la direction de l'AFL-CIO et le Parti démocrate depuis des années pour cadenciser le mouvement ouvrier.

Les revendications posées, salaire minimum comme couverture sociale, sont renvoyées à la négociation entreprise par entreprise, Etat par Etat. Mais ce sont des questions qui ne peuvent trouver une solution qu'au niveau fédéral, et l'absence à ce stade d'une campagne menée par l'AFL-CIO au niveau des Etats-Unis dans leur ensemble entrave cette recherche.

Ce mouvement cherche une issue dans l'arène politique, et c'est ce dont bénéficient Sanders et les candidats qu'il soutient. La perspective dressée par Trotsky dans les années 1930 d'un parti ouvrier basé sur les puissants syndicats américains, intégrant un parti noir distinct, est plus que jamais d'actualité. Elle reste la perspective de réalisation du front unique de la classe ouvrière dans toutes ses composantes, exprimant l'hégémonie du prolétariat et donnant la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais les tentatives de proclamer ce parti à partir de noyaux groupusculaires ont, depuis des

années, amené à la démoralisation de ses partisans. Les diverses formes qu'elles ont prises ont toujours périclité faute de l'absence de perspectives autres qu'électorales et de leur incapacité à obtenir des résultats significatifs sur ce terrain, en particulier au niveau fédéral.

Le système électoral américain est cadencé plus que tout autre. Il respecte les formes de la démocratie, et, bien sûr, tout un chacun peut se présenter. Néanmoins, le mode électoral entérine l'alternance des Partis républicain et démocrate. Les candidatures à droite du Parti républicain comme à gauche du Parti démocrate sont fréquentes, et oscillent entre candidatures de témoignage et soutiens critiques au camp où elles se raccrochent. Le parti ouvrier dont parle Trotsky ne peut pas être cela. Il se construira sur la base du mouvement réel des masses en recherche d'une issue, et à partir des cadres qui se dégagent dans ce combat.

Avec beaucoup d'illusions, des milliers de militants ouvriers voient dans Sanders une perspective d'obtenir satisfaction sur leurs revendications. L'afflux de jeunes dans les organisations qui le soutiennent, à commencer par DSA, le soutien apporté par les syndicats les plus revendicatifs, notamment ceux qui sont à la pointe dans la lutte pour une sécurité sociale à payeur unique, indiquent la place que prend cette campagne. D'autres militants se méfient de lui et de son lien avec le Parti démocrate. Cette discussion est légitime. Il n'en reste pas moins que des millions d'ouvriers et de syndiqués ont voté en 2016 pour Sanders, puis en 2018 pour les candidats qu'il soutient, et qu'ils l'ont fait dans la recherche politique de la résistance. C'est un élément de rupture au sein du Parti démocrate et au sein de l'AFL-CIO. C'est dans ce mouvement des masses, incluant Sanders et ne se limitant pas à son mouvement, que la perspective d'un parti ouvrier prend un contenu.

Devan Sohier
5 décembre 2018



For a Socialist Labour Government, for a United Europe of free peoples and nations
 Published by the supporters of the International Liaison Committee of Workers (ILO) in Britain
 Contact: labournews.ilo@gmail.com

General election now! Back this government and elect a Labour government!

A government on the brink

A week after what the entire national and international press has called "the humiliation of Salzburg", Theresa May faced her own party, at its annual conference in Birmingham. On the day of the opening of the conference, The Observer reports: "Just days before the key EU summit on Brexit, discussions in Birmingham will be dominated by plans and counter-plans, none of which will be grounded in reality. Former foreign secretary Boris Johnson appears willing to throw the Northern Ireland peace settlement under a bus in order to further his personal ambitions to get to Number 10. As leadership candidates jostle for the limelight, the threat of Britain catastrophically crashing out of the EU grows by the day."

Just a few weeks ago, Barroso, EU negotiator for Brexit, explained that there was an 80% agreement with the UK on how to exit the EU, the 27 states have openly expressed their rejection of the Cheekers Plan, it could not be otherwise, however, when May's plan required unconditional access to the market and provided no answer to the question of the border between the Republic of Ireland and occupied Northern Ireland. This episode also demonstrates the internal crisis that is tearing the EU institutions and governments apart. The British government hangs by a thread, threatened at all times by class internal divisions.

—The emancipation of the working classes must be conquered by the working classes themselves—

LABOUR NEWS
 FREE THROAT OF THE CLASS STRUGGLE

**A vote of resistance for the Labour Party
 weakening the government and the political establishment**

The General Election that has just taken place is a turning point in the general crisis of the Conservative government and all European governments dedicated to protecting the interests of finance capital. The result which saw the Conservatives lose their absolute majority in the House of Commons and the Labour Party winning 31 seats, is a humiliating defeat for Theresa May who had called the snap election in order to consolidate her majority. May thought she could rely on the vote in favour of Brexit and the internal divisions within the Parliamentary Labour Party to impose a solid Conservative majority in Parliament. It was far her the opportunity to denigrate her opponents in her own party.

The Conservative Party needed badly a strengthened majority to continue to impose cuts, the further weakening of the rights of working people and to be able to negotiate the terms of Brexit with the European Commission. May had even received the support of European leaders and senior officials of the United European. Besides the obvious risks of calling for an election less than one year after the referendum where Cameron was defeated, they also saw the need for a strong British Government in order to save the EU from collapse.

By giving 40% of the votes to the Labour Party candidates (an increase of 10% nationally), workers, unemployed people and young people have made clear their desire to break with decades of austerity imposed by the Conservatives and before that by Tony Blair and Gordon Brown, representing the right-wing of the Labour Party (New Labour/Progress). If those, including Labour MPs, who had predicted a severe defeat for our Party because of Jeremy Corbyn leadership, were proved wrong, it is because of Jeremy Corbyn and the new direction taken by our Party since 2015.

Despite the polls predicting a Conservative landslide, within a few weeks, tens and even hundreds of thousands of activists, members and supporters of the Labour Party, of Momentum and the trade-unions went campaigning all around the country and we did swing the election. Why is our Party able to win 31 seats 2 years after the 2015 humiliating defeat, if not because of Jeremy Corbyn and the election manifesto of the Labour Party?

This campaign and this manifesto were at odds with all the previous ones: the re-nationalisation of the railways, the minimum wage increase, the ban on zero hours contracts, the abolition of University tuition fees, the re-nationalisation and massive investments in our NHS, the investments in building new council houses, the repeal of the anti-Trade Union laws passed by Thatcher and aggravated by all successive Governments.

It is no coincidence if the participation has reached a record high since 1997 with 68.7% which is 2.6% higher than in 2005. On deadline day before registrations closed, over than 609,000 voters enrolled, of which two-thirds were under 34 years old. Labour now most of its seats in the constituencies where turnout has increased by at least 1% from 2015.

This is a major defeat for those within the Party who have fueled divisions and attacks against the leadership, elected by more than 60% of the members last summer. In the last few days 125,000 have joined the Labour Party. Once again, it is a defeat for those on the right of the Party who continue a manifesto they judge too left-wing, those who have supported and implemented austerity measures.

In England, Labour vote has grown by 10% and 12% in Wales. In Scotland, where the Party suffered a humiliating defeat in 2015, we have won back 10% more. In Scotland, this election saw the collapse of the Scottish National Party (SNP). The SNP lost 13% of its vote share and 21 seats out of 56. The collapse of the SNP has mainly benefited the Conservatives (despite limiting their own collapse at the national level since they won 12 seats in Scotland). Scottish voters rejected the proposal of a new independence referendum, the total submission to the institutions of the European Union and the austerity implemented by the SNP.

These elections, including in Scotland, showed that our Party can become again the tool that organizes the resistance of the working class to impose a Socialist government.

...mened 13,000 people, a historic... representing the nearly 540,000... from the party union delegates.

...jection of a new referendum on... to regarding the right wing of the... of delegates states:

...y, freedom of movement, peace... industry trade deals and American... Conference notes (Labour Park... Labour MPs must vote against... our vote down a Tony Blair deal... (due a loss of confidence in the... country is an immediate General... a radical government; taxing... ship, abolishing anti-union laws... er – we also to get the best Brexit... the economic and social in

Fac-similé de la couverture de *Labour News* (novembre 2018) et de l'appel lancé par *Labour News* (décembre 2018).

Retour sur le Brexit et la crise du gouvernement britannique

Dernier épisode de la crise du Brexit

LA crise du Brexit vient de connaître une accélération considérable. Un éditorialiste politique du *Guardian* résumait ainsi l'accord trouvé : « *Le plan de May pour le Brexit : un gouvernement divisé, un parti divisé, une nation divisée* » (*The Guardian*, 14 novembre 2018). Le sommet des chefs d'Etat européens a ratifié l'accord qui doit encore être voté au Parlement britannique. Cela pourrait apparaître comme une fin heureuse à un épisode qui avait commencé par la démission de quatre membres du gouvernement, dont deux ministres de premier plan : Dominic Raab, ministre du Brexit, Esther McVey, ministre du Travail, ainsi que Shailesh Vara, ministre en charge de l'Irlande du Nord, et Suella Braverman, deux heures avant que Theresa May n'apparaisse devant le Parlement pour y présenter son plan. La nouvelle crise marque une accélération de la décomposition du gouvernement britannique après les démissions en juillet 2018 de deux représentants importants du camp du *Hard Brexit*, Boris Johnson, ministre des Affaires étrangères, et David Davis, ministre en charge du Brexit, puis du ministre des Transports, Jo Johnson, début novembre. Le DUP (1), parti unioniste d'Irlande du Nord, qui, avec 10 députés, tient entre ses mains la majorité de May à la Chambre des communes, est lui aussi opposé au plan gouvernemental.

**LA PLACE PARTICULIÈRE
DU ROYAUME UNI EN EUROPE :
DE "L'HOMME MALADE"
AU CŒUR FINANCIER DE L'EUROPE**

Le Royaume Uni occupe une place particulière en Europe. Longtemps puissance industrielle de premier ordre et premier empire colonial, l'impérialisme britan-

nique sort de la Deuxième Guerre mondiale considérablement affaibli. Les destructions de la guerre sont très importantes, les réserves d'or ont diminué de moitié, le pays est endetté. Son appareil industriel vieillissant aurait besoin d'une profonde modernisation et d'une réorganisation que la bourgeoisie est bien incapable de réaliser. Car cela nécessiterait en particulier un affrontement frontal avec la classe ouvrière, mais celle-ci sort renforcée de la période d'après-guerre.

En 1944-1945, l'Europe est balayée par la vague révolutionnaire européenne, qui s'exprime en Grande-Bretagne par des grèves importantes dès 1942, puis la grève des 12 000 chauffeurs de bus et celle des dockers de Liverpool et Birkenhead en 1943 ; en 1944, on enregistre 2 000 grèves totalisant 3 714 000 jours d'arrêt de travail, qui conduisent à l'interdiction des grèves tant que la guerre n'est pas terminée.

Entre 1938 et 1946, le nombre de syndiqués du TUC passe de 4,5 millions à 7,5, avec 700 000 adhésions rien qu'entre 1941 et 1942. Cela se traduit aussi par l'extension de la reconnaissance des syndicats dans les entreprises, allant de pair avec la signature d'accords entre syndicats et patronat et soutenus par le gouvernement du Labour Party. En effet, 1945 voit la fin de la guerre et l'élection du premier gouvernement où le Labour Party a la majorité absolue avec 48 % des voix et 61 % des sièges de députés.

Cette vague européenne permettra à la classe ouvrière britannique d'arracher des conquêtes fondamentales, avec en premier

(1) *Democratic Unionist Party* (Parti unioniste démocrate – DUP), premier parti au sein de l'Assemblée d'Irlande du Nord et cinquième parti avec 10 sièges à la Chambre des communes du Royaume Uni.

lieu le service de santé, le NHS, entièrement gratuit, mais aussi la construction massive de logements HLM et la nationalisation des principales industries du pays, la reconnaissance des syndicats dans tous les secteurs de l'économie, lesquels arrachent des conventions collectives de haut niveau. Les syndicats sortent extrêmement renforcés et, dès les années 1960, les gouvernements essaient de s'attaquer à leur puissance. Cette période marquée par de nombreuses grèves culminera avec la grève de 1974, où le syndicat des mineurs, le NUM, appelle à la grève contre le gouvernement conservateur d'Edward Heath, le poussant à convoquer des élections anticipées qu'il perd.

De plus, depuis la fin de la guerre, le Royaume Uni souffre d'une baisse des exportations, d'une faible productivité liée à des installations industrielles vieillissantes, la monnaie est fortement dévaluée, l'inflation est forte, les salaires sont bas et le chômage augmente rapidement. En 1976, le Royaume Uni se voit accorder un prêt de 3,9 milliards de dollars par le FMI, le prêt le plus élevé alors accordé. Cette situation de paralysie de la bourgeoisie britannique et les problèmes économiques sérieux font caractériser le Royaume Uni comme « l'homme malade de l'Europe » par les milieux financiers dans les années 1970.

Enfin, l'impérialisme britannique est poussé à négocier l'indépendance de ses colonies : dès 1947 avec l'Inde et le Pakistan, la Birmanie en 1948, puis, au cours des années 1950 et 1960, les colonies d'Asie du Sud-Est et celles d'Afrique, enfin la Rhodésie devient le Zimbabwe en 1980. Dominant le quart de la population mondiale en 1922, les gouvernements bri-

tanniques négocient les indépendances, voulant éviter les guerres coloniales dans lesquelles la France s'enlise. Mais la mise en place du Commonwealth ne compensera pas la perte de l'empire.

Le déclin de l'impérialisme britannique est à l'origine de sa demande d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) fondée en 1957 par le Traité de Rome. En 1956, à la suite du rapport Spaak (2), les Britanniques saisissent l'Organisation européenne de Coopération économique d'un projet de zone de libre-échange dans laquelle les droits de douane et les barrières aux échanges seraient abolis tout en laissant les États maîtres de leurs échanges avec des pays tiers. La France et l'Allemagne s'opposent à un tel projet et sont à l'origine de la CEE en 1957, qui prévoit des droits de douane communs aux frontières de la CEE, des politiques communes et une certaine union politique, mais n'est pas une zone de libre-échange. En réponse, le Royaume Uni crée l'Association européenne de libre-échange avec la Norvège et la Suisse en 1960.

Mais celle-ci n'a pas les effets escomptés. De plus, les relations économiques avec le Commonwealth s'affaiblissent, la Grande-Bretagne endettée ne peut plus absorber les importations provenant de l'ancien empire. Le commerce britannique est de plus en plus tourné vers les pays de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA), puis de la CEE, mais aussi vers les États-Unis.

(2) Rapport rédigé par le Belge Paul-Henri Spaak (1899-1972) en 1956, alors ministre des Affaires étrangères de Belgique. Considéré comme l'un des « pères de l'Europe ».

Région		1951	1961
Commonwealth	Exportations	50,5 %	21,8 %
	Importations	39,9 %	23,2 %
Etats-Unis	Exportations	5,3 %	12,3 %
	Importations	9,8 %	13,5 %
CECA/CEE	Exportations	10,4 %	20,8 %
	Importations	13,2 %	19,4 %

Source : *Anglo-American relations and the EC enlargement, 1969-1974*, Justin Adam Brummer, 2012.

Les relations avec les Etats-Unis se modifient aussi. La « relation spéciale » entre les deux pays chère à Winston Churchill est de moins en moins une relation d'égal à égal. Lors de la crise de Suez, dans laquelle le Royaume Uni lance une attaque contre l'Égypte pour conserver sa mainmise sur le canal nationalisé par Nasser, les Etats-Unis refusent de soutenir cette attaque et le président Eisenhower lance une attaque monétaire contre la monnaie britannique. Sous la pression américaine et celle de l'ONU, les Britanniques sont obligés de retirer leurs troupes pourtant victorieuses et le Premier ministre, Anthony Eden, démissionne. La crise de Suez démontrait la faiblesse du Royaume Uni, dorénavant incapable d'agir sans l'aval des Etats-Unis. Les Américains, partisans du libre-échange, c'est-à-dire de l'ouverture des marchés à leurs entreprises, s'opposaient aux projets britanniques de « préférence impériale » dans lesquels le Royaume Uni aurait un accès privilégié au marché de ses anciennes colonies. Le ministre conservateur Harold MacMillan (3) est favorable à un alignement complet sur la politique américaine et les Etats-Unis sont favorables à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, dans laquelle celle-ci pourrait être le relais des intérêts libre-échangistes américains pour contrebalancer l'influence de la France et de l'Allemagne, plus protectionnistes.

En 1961, MacMillan fait une demande d'adhésion à la CEE. La première demande n'aboutit pas du fait du veto de De Gaulle, opposé à l'influence américaine, partisan d'une Europe organisée autour de la France et de l'Allemagne. Par ailleurs, le Royaume Uni exige un certain nombre de dérogations au Traité de Rome, notamment pour maintenir la « préférence impériale », ce qui va à l'encontre de l'union douanière de la CEE. Par ailleurs, le Canada et la Nouvelle-Zélande s'opposent aussi à l'adhésion à la CEE lors de la conférence du Commonwealth en septembre 1962, craignant une diminution des échanges avec le Royaume Uni et une dépendance trop grande vis-à-vis des Etats-Unis.

En 1966, le gouvernement travailliste de Wilson (4) fait une demande d'ouverture des négociations, et là aussi le veto de De Gaulle est à l'origine du rejet de la demande. En 1970, le Premier ministre conservateur Edward Heath (5) entre en fonction. C'est un fervent partisan de l'UE et il lève les réti-

cences qui existaient encore dans son parti. Il reprend les négociations pour l'adhésion, qui aboutiront en 1973 à l'adhésion du Royaume Uni. La chute de De Gaulle, mais aussi l'abandon par les Britanniques de leurs demandes de dérogations (un délai est cependant négocié pour l'intégration du Royaume Uni à la Politique agricole commune - PAC) lèvent les obstacles à l'adhésion.

Elue à la suite de « l'hiver du mécontentement » en 1978-1979, Thatcher participe à la transformation de la CEE en Union européenne (UE) en ratifiant l'Acte unique en 1986 et jusqu'au Traité de Maastricht ratifié par son successeur.

Mais, depuis 1984 et le célèbre « *I want my money back* » (6) de Margaret Thatcher, le Royaume Uni a en permanence combattu pour obtenir des dérogations aux règles de l'UE : en 1984, Thatcher obtenait un rabais sur les contributions à la PAC, en 1985 elle refusait l'adhésion à l'espace Schengen, en 1992 le Royaume Uni négociait et obtenait de ne pas appliquer certaines dispositions du Traité de Maastricht sur la coopération policière et judiciaire, de ne pas participer à la monnaie commune, de ne pas appliquer certaines directives comme celle sur le temps de travail de 1993, finalement appliquée plus tard. En 2007, le Royaume Uni obtenait de ne pas appliquer la Charte des droits fondamentaux, intégrée au Traité de Lisbonne. D'autres pays bénéficient de dérogations, mais le Royaume Uni est celui qui en a obtenu le plus, la plupart n'existant d'ailleurs que pour lui.

Thatcher s'attaque surtout à la transformation profonde de l'appareil productif, et elle doit pour cela s'attaquer en premier lieu aux syndicats à travers les lois antisyndicales les

(3) Harold MacMillan (1894-1986), membre du Parti conservateur, occupe le poste de Premier ministre du Royaume Uni de 1957 à 1963.

(4) Harold Wilson (1916-1995), député travailliste de 1945 à 1983, Premier ministre du Royaume Uni à deux reprises : 1964-1970, puis 1974-1976.

(5) Edward Heath (1916-2005), responsable du Parti conservateur de 1965 à 1975, Premier ministre du Royaume Uni de 1970 à 1974.

(6) C'est le vendredi 30 novembre 1979, à Dublin, lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays de la Communauté européenne, que Margaret Thatcher déclare pour la première fois à un journaliste du *Guardian* : « *Ce que je veux, Monsieur Palmer, c'est tout simple : je veux qu'on me rende mon argent !* » Cette phrase (*I want my money back*) restera célèbre et utilisée à de nombreuses reprises.

plus restrictives d'Europe et infliger une défaite aux mineurs et à leur syndicat, secteur stratégique de la classe ouvrière. Cela lui permet d'engager la privatisation massive des secteurs clés de l'économie et en particulier des grandes entreprises nationalisées en 1945, engageant un processus de désindustrialisation du pays et une spécialisation dans la banque et la finance grâce au « Big Bang » de 1986.

Le « Big Bang » est un ensemble de mesures qui ont permis une libéralisation extrême du secteur financier britannique, y compris par rapport aux Etats-Unis, ce qui n'a pas tardé à attirer de nombreuses banques et compagnies d'assurance européennes et américaines. La City, le quartier d'affaires de Londres, historiquement administré par la corporation des marchands, est la première place financière du monde. Actuellement, la City à elle seule représente 13 % du produit intérieur brut du Royaume Uni et constitue une tête de pont vers le marché européen pour le capital financier non européen, en particulier américain. Le maire de la City de Londres, David Brewer, représentant des banques, déclarait en 2006 que « sans le Big Bang, la City n'aurait très probablement pas atteint la position qu'elle occupe aujourd'hui » (*The Guardian*, 27 novembre 2006).

Le rôle de Londres dans les marchés financiers mondiaux s'est fortement accru depuis 1986 : sur les échanges de dérivés de gré à gré (le marché des produits dérivés spéculé sur les évolutions à la hausse ou à la baisse du prix d'autres produits financiers), la part de marché de la City est passée de 27 % en 1995 à 43 % en 2004. Un cinquième des actifs des *hedge fund* (les fonds spéculatifs fondés sur l'emprunt massif) sont gérés à Londres (dont 80 % des actifs des fonds européens), comparés à 10 % en 2002. Aujourd'hui, Londres est la première place financière du monde en ce qui concerne le marché des devises et son avance ne cesse de progresser selon le rapport trisannuel de la Banque des règlements internationaux publié le 25 septembre 2007 : sur le marché des devises, sa part de marché est passée entre 2004 et 2007 de 31,3 à 34,1 %, contre respectivement 19,2 et 16,6 % pour New York. De 1986 à 2006, le volume d'actions échangées a augmenté de 1 500 %, passant de 161 milliards à 2 496 milliards de livres en 2006.

Le 21 mai 2018, une commission parlementaire britannique publie un rapport alertant sur

le fait que la place financière de Londres serait devenue un centre de blanchiment d'argent pour les hommes d'affaires russes et pour Vladimir Poutine et son entourage.

Cette transformation de l'économie britannique explique le poids grandissant de ces intérêts économiques, qui se sont de plus en plus rapprochés des intérêts des secteurs les plus parasitaires du capital financier, liés au capital américain, qui ont soutenu le Brexit.

AUX ORIGINES DU BREXIT : UNE FRACTION DU CAPITAL FINANCIER

En 2015, le Premier ministre d'alors, David Cameron, est réélu sur la promesse d'organiser un référendum sur l'appartenance à l'UE. Il espérait ainsi réunifier son parti et gagner le référendum en arrachant aux autres pays de l'UE une diminution du quota d'accueil de migrants pour le Royaume Uni et la possibilité de ne pas verser d'aides sociales aux ressortissants européens vivant au Royaume Uni pendant quatre ans. Trois sommets européens y avaient été consacrés et un accord assez vague avait été conclu : Cameron l'avait présenté comme une victoire, mais les *Brexiters* dénoncèrent à l'époque un accord qui était la preuve que l'UE n'était pas réformable. La division profonde au sein du Parti conservateur et de la bourgeoisie britannique vient du fait qu'une fraction de plus en plus importante a considéré qu'elle ne pouvait plus défendre ses intérêts dans le cadre des compromis limités négociés dans les sommets européens.

Pour le gouvernement de l'époque et des fractions importantes du capital financier, il est possible de faire pression sur les gouvernements européens et de leur arracher des concessions pour réviser de fond en comble les relations économiques entre Etats et les mécanismes politiques de fonctionnement établis par le Traité de Maastricht de 1992 et les traités ultérieurs. Mais pour une fraction du capital financier, même ces dérogations longuement négociées et finalement limitées au regard du reste de la réglementation commerciale ne suffisent plus dans la nouvelle période, où le capital doit par tous les moyens rétablir son taux de profit. Les conservateurs et le capital financier qu'ils représentent sont extrêmement divisés, et le référendum apparaît comme une solution pour résoudre ces désaccords.

Analysant la nouvelle période qui s'est ouverte, nous écrivions dans les notes soumises au secrétariat international des 3 et 4 mai 2018 (*La Vérité*, n° 98, pages 3 à 8) :

« La vague révolutionnaire qui a déferlé (en particulier sur l'Europe) avait pu être canalisée par l'impérialisme américain — secondé par la social-démocratie et la bureaucratie stalinienne — en concédant à la classe ouvrière des conquêtes sociales que le redémarrage du système et son expansion — certes parasitaires — autorisaient.

A l'inverse, le capital se trouve aujourd'hui dans une situation où les conditions de son accumulation exigent un taux d'exploitation du travail salarié incompatible avec toutes les conquêtes qui ont façonné jusqu'à maintenant les relations de travail de la société capitaliste.

Les développements récents de la technique (économie numérique) provoquent une aggravation sans précédent de la baisse tendancielle du taux de profit.

Ce ne sont donc pas seulement les éléments constitutifs de l'ordre établi en 1945 qui doivent être démantelés pour l'impérialisme le plus puissant, qui concentre en son sein toutes les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ce ne sont pas seulement les traités, les accords multilatéraux, les institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC ; ce ne sont pas seulement les alliances militaires du type OTAN ou OTASE, ou bien même les laborieux échafaudages politiques du type de l'Union européenne qui n'ont plus raison d'être.

Ce sont toutes les relations politiques et sociales qui ont été érigées avec l'aide de la social-démocratie et de la bureaucratie stalinienne pour sauver l'ordre impérialiste au prix de concessions aujourd'hui insupportables qui doivent être détruites.

Le système impérialiste agonisant est poussé dans sa logique propre à aller, à l'échelle du monde, jusqu'à la remise en cause de toute notion de droits collectifs, préparant des explosions révolutionnaires sur tous les continents, à l'image de ce qui a mûri au Brésil et dans toute l'Amérique latine. »

C'est dans ce cadre seulement que l'on peut comprendre le Brexit et la crise de dislocation que subit l'Union européenne :

« Les vieux Etats impérialistes européens étouffent dans le carcan de leurs frontières nationales. L'instable échafaudage de l'Union européenne n'a pas résisté aux tensions entre Etats concurrents.

La fiction de la substitution d'une "gouvernance supranationale" au cadre désormais trop étroit des Etats nationaux européens n'a pas résisté aux faits. »

Une récente étude révèle ainsi le financement de nombreux think-tanks britanniques pro-Brexit par des capitaux américains (*The Guardian*, 28 septembre 2018). En particulier, depuis 2008, 5,6 millions de dollars ont été perçus par quatre think-tanks britanniques parmi les plus actifs dans la campagne du Brexit. Un groupe en particulier, l'Institut des affaires économiques (IEA), a levé 1,69 million de dollars via une organisation sœur aux Etats-Unis et collabore étroitement avec le Groupe de recherche européenne (ERG) dirigé par Jacob Rees-Mogg, dirigeant du camp des *hard Brexiters* au sein du Parti conservateur. Un dirigeant de l'IEA, Sanker Singham, actuellement payé par une fondation conservatrice et religieuse américaine, la Templeton Foundation, est l'auteur d'un rapport sur le Brexit qui soutient la signature « *d'accords de libre-échange radicaux avec les Etats-Unis et d'autres pays* », « *la suppression des tarifs douaniers et des contrôles sur les services financiers, notamment les "hedge funds" et les banques, après la crise* ». Le rapport appelle aussi à « *ouvrir tous les services à la compétition, dont les services de santé, supprimer les règles de l'UE sur la protection des données, les règles de sécurité sur les produits chimiques, alimentaires et pharmaceutiques, et à réduire les impôts* ». Ce même Singham aurait apporté son aide à une lettre écrite à Theresa May par Boris Johnson et Michael Gove (ancien ministre de l'Education nationale) en faveur d'un Brexit dur.

La société qui possède le port de Tilbury, près de l'embouchure de la Tamise (le plus gros port britannique), a investi 1 milliard de livres en 2015 pour l'agrandir et le moderniser. Tilbury réalise 60 % de ses échanges avec l'Europe, mais un analyste expliquait dans le *Financial Times* (5 février 2017) :

« Si le Brexit va jusqu'au bout, la Grande-Bretagne pourrait se retrouver à importer plus en provenance de l'Est, l'Afrique, l'Inde, l'Asie. Tilbury pourrait être un des gagnants du Brexit alors que les ports situés sur la Manche pourraient en souffrir. Le port pourrait aussi profiter des besoins logistiques accrus dont ont besoin les cargos de haute mer. »

L'abaissement des coûts de transport et de stockage donnerait une place privilégiée à Tilbury, qui compenserait la hausse éventuelle des tarifs douaniers.

La bourgeoisie britannique est évidemment très divisée, car tous n'ont pas intérêt à quitter l'UE et elle n'a pas de garantie sur le résultat du coup de force contre l'UE. Le CBI (7), la principale organisation patronale, a fait campagne en 2015 pour le maintien dans l'UE, ainsi que les principaux dirigeants conservateurs, dont le Premier ministre, David Cameron. 50 patrons parmi ceux des 100 plus grandes entreprises britanniques avaient apporté leur soutien à Cameron dans une lettre publique.

Parmi les dirigeants du Labour, les blairistes (partisans de Tony Blair et de la transformation du Labour Party en parti de type démocrate) sont les représentants directs de certains secteurs de la bourgeoisie britannique. Lord Sainsbury, propriétaire de la deuxième chaîne de supermarchés du pays, leur paie chaque année une cotisation. Ils ont tous fait campagne pour le maintien dans l'UE, n'hésitant pas à le faire aux côtés des conservateurs, comme le maire de Londres, Sadiq Khan, prenant la parole aux côtés de David Cameron. En octobre dernier, face aux derniers développements de la crise du Brexit, 50 grands patrons britanniques, dont Sainsbury, ont signé une tribune demandant un nouveau référendum avec la possibilité de réintégrer l'UE.

LE VOTE POUR LE BREXIT, OU LA PREMIÈRE VAGUE DU DÉGAGISME EN EUROPE

Si une fraction du capital financier a ouvert la voie au Brexit pour les raisons expliquées ci-dessus, le résultat du vote (51,9 % pour la sortie, avec une participation importante de 72,2 %) est indéniablement le produit du rejet des dirigeants des partis traditionnels, tous défenseurs de l'UE. Le résultat du référendum est un accident que personne n'avait vraiment prévu. Au lendemain du référendum, nous écrivions (bulletin *Labour News*, n° 8, 5 juillet 2016) :

« S'il y a un fait que tous les commentateurs ont du mal à cacher, c'est que le vote de jeudi dernier a été un vote massif et populaire. 72 % de participation : il faut remonter aux élections législatives de 1997 pour trouver une telle participation. Dans certaines circonscriptions ouvrières, le vote pour la sortie de l'UE dépasse 60 %, parfois plus de 70 %, avec des taux de partici-

pation importants. Les centres industriels ont les plus gros scores pour la sortie : Great Yarmouth (71 %), Castle Point in Essex (73 %), Redcar and Cleveland (66 %), Redcar où la grande usine sidérurgique de la région a fermé en octobre dernier.

Le Guardian fait ce constat : « Les électeurs du bastion travailliste qu'est le centre de Liverpool ont suivi la ligne du parti et ont voté pour le maintien. Mais plus vous éloignez du centre ville, plus fort est le vote pour la sortie : 51,56 % à Knowsley, 58,02 % à St Helens et 63,9 % à Wigan. » Même constat dans les quartiers ouvriers de l'est de Londres et de l'estuaire de la Tamise.

Les travailleurs ont voté contre tous les défenseurs de l'UE, gouvernements britannique, européens et américain, les grandes multinationales britanniques et en particulier les sommets financiers de la City. Ils ont aussi voté contre la direction de la confédération syndicale des TUC, qui avait engagé une campagne honteuse expliquant que tous les droits ouvriers de ce pays étaient redevables à l'UE. »

Dans son communiqué du 25 juin 2016, le POI indiquait :

« Le résultat du référendum en Grande-Bretagne, avec le vote de la majorité de la population en faveur de la sortie de l'Union européenne, provoque une onde de choc à l'échelle internationale. Dès l'annonce de ce résultat, les marchés financiers européens, mais également ceux de Tokyo et de Wall Street, se sont effondrés.

C'est l'affolement dans les sommets de l'Union européenne. Le résultat du référendum ouvre une nouvelle étape dans la décomposition de l'Union européenne et de ses institutions déjà en crise majeure face à la résistance des peuples et aux risques d'explosion.

Ce résultat est la conséquence de l'aspiration des travailleurs et des peuples à combattre les directives européennes mises en œuvre par les différents gouvernements, entraînant dans tous les pays une violente régression sociale. »

Le vote populaire pour la sortie de l'UE a été une première expression de la vague de « dédagisme » que l'on a vue ensuite s'abattre

(7) *Confederation of British Industry* (Confédération de l'industrie britannique - CBI), plus important syndicat patronal britannique, fondée en 1965 et publiant le mensuel *Business Voice*.

sur d'autres gouvernements européens. Tout a été fait pendant la campagne pour empêcher que s'exprime de manière organisée et sur le terrain des organisations de classe la volonté des travailleurs de rompre avec les conservateurs et les blairistes.

LA RESPONSABILITÉ DES DIRECTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER

Moins d'un an avant, Jeremy Corbyn était élu dans le cadre d'une révolte des syndicalistes, membres et sympathisants du Labour Party, qui réinvestissaient le parti par centaines de milliers (en quelques années, le parti est passé de 200 000 à près de 600 000 adhérents) pour en chasser les dirigeants traditionnels de l'appareil blairiste.

Après une attitude timide, la décision a été prise par Corbyn et la gauche du Labour Party d'engager une campagne, certes indépendante des conservateurs, mais sur l'axe de la réforme de l'Europe, pour une Europe sociale, l'UE comme rempart face au nationalisme. Si, en accord avec l'opposition à l'UE qui a toujours été la sienne au cours de sa carrière, Corbyn avait engagé une campagne pour la sortie de l'UE sur la base de la renationalisation des services publics et des entreprises clés du pays, la défense des emplois et des conditions de travail, ainsi que l'arrêt des guerres impérialistes (qu'il a toujours combattues en tant que député) et la rupture avec les politiques hypocrites et meurtrières de gestion des migrants, à n'en pas douter la campagne référendaire aurait eu une toute autre allure.

De leur côté, les principales directions syndicales du TUC avaient décidé d'enchaîner le mouvement syndical à l'UE. Le TUC a présenté la directive sur le temps de travail ou encore la Charte des droits sociaux comme étant quasiment à l'origine des droits ouvriers, ou du moins les seuls garants de leur maintien. Certes, Thatcher et Blair sont allés loin dans la destruction des droits ouvriers, mais cette campagne avait pour but de cacher la responsabilité des dirigeants syndicaux des grands syndicats du TUC, et en particulier leur acceptation des lois anti-syndicales, véritable carcan sur la classe ouvrière.

La quasi-totalité du mouvement ouvrier a ainsi fait campagne pour l'UE. La coalition Lexit (pour une sortie par la gauche,

ou *Left Exit*) organisée par le Parti communiste de Grande-Bretagne, le syndicat des cheminots, le RMT et le petit syndicat de l'alimentation, le BFAWU, et les deux groupes qui se réclament du trotskysme en Grande-Bretagne, le SWP et le Socialist Party, a été la seule à prendre des positions correctes. Mais dans la mesure où le PC, le SWP et le SP ont depuis toujours mené une politique sectaire et dénonciatrice à l'encontre du Labour Party, ils ont été incapables d'influencer la campagne au-delà de leurs cercles restreints de partisans.

Ainsi s'est mise en place une campagne où tous les sommets des partis traditionnels, Labour Party, Libéraux-démocrates et la majorité pro-UE du Parti conservateur ont fait campagne sous une forme ou une autre en faveur de l'UE, assimilant tous ceux qui s'y opposaient à l'extrême droite raciste et populiste de l'UKIP (8), en particulier les travailleurs des centres industriels d'Angleterre et du Pays de Galles, bastion des syndicats et du Labour Party.

Mais paradoxalement, les députés du Labour Party, parmi les plus à droite du parti, n'ont pas été sanctionnés lorsque plusieurs ont fait campagne aux côtés de l'UKIP et de son dirigeant Nigel Farage pour la sortie de l'UE !

On retrouve ainsi la combinaison que l'on a vue se reproduire plus tard en France, en Italie, en Allemagne : celle d'un vote massif et populaire contre les dirigeants des partis traditionnels responsables de 30 ans d'austérité et de destruction des conquêtes ouvrières et des services publics arrachés à l'issue de la vague révolutionnaire de 1944-1945.

LE CONTENU DE L'ACCORD GOUVERNEMENTAL DU 14 NOVEMBRE

Au début des négociations, May espérait pouvoir arracher à l'UE un accord de libre-échange lui donnant accès au marché européen sans les contraintes liées à l'Union européenne. En particulier, le Royaume Uni veut pouvoir ratifier des

(8) *United Kingdom Independence Party* (Parti pour l'indépendance du Royaume Uni – UKIP), parti nationaliste se réclamant de l'extrême droite.

accords économiques avec des pays tiers, chose impossible dans le cadre de l'union douanière. Enfin, il veut pouvoir établir des quotas d'immigration selon l'origine des travailleurs, y compris pour les pays européens. Mais rapidement, l'UE a exclu toute discussion sur les futures relations économiques, se limitant à négocier les conditions de la sortie (en particulier le paiement de 39 milliards de livres de contribution au budget de l'UE) et exprimant une fin de non-recevoir à la demande de pouvoir établir des quotas de migration tout en ayant un accès complet au marché européen. Or le Royaume Uni exporte près de 53 % de ses biens et services vers des pays de l'UE et 44 % de ses importations sont aussi d'origine européenne. Les forces productives ont depuis longtemps dépassé les frontières des États nationaux, les États bourgeois sont intégrés à une division internationale du travail et aucun retour en arrière n'est possible.

Le Brexit remet aussi en cause le fragile équilibre des institutions britanniques en Écosse, mais surtout en Irlande du Nord. Les accords du Vendredi saint de 1998 ont permis de maintenir l'occupation de l'Irlande du Nord par le Royaume Uni sur la base de l'abandon de toute revendication territoriale par la République d'Irlande et du partage du pouvoir entre le parti républicain irlandais, le Sinn Féin, et les Unionistes fidèles au Royaume Uni, dans le cadre d'un gouvernement autonome en Irlande du Nord. Dans le même temps, l'accord établissait une circulation totalement libre entre les deux parties de l'Irlande, donnait le droit à la double nationalité et mettait fin aux affrontements entre groupes armés et l'armée britannique. Le compromis qui avait essentiellement pour but de maintenir la présence anglaise en Irlande ne pouvait être que fragile : il n'y a d'ailleurs plus de gouvernement en Irlande du Nord depuis mars 2017 faute d'un accord de gouvernement entre le Sinn Féin et le DUP. La sortie de l'UE et le risque de voir réapparaître des contrôles douaniers et d'identité entre les deux parties de l'Irlande remettent en cause ce qui avait été convenu dans le cadre des accords du Vendredi saint.

L'accord du 14 novembre prévoit un « *filet de sécurité en mer d'Irlande* ». Dans les faits, l'Irlande du Nord resterait dans le marché commun, les contrôles

douaniers auraient lieu pour les échanges entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne. Pour les défenseurs de l'occupation de l'Irlande du Nord, c'est un pas inacceptable dans la voie de son détachement. De plus, la Grande-Bretagne resterait pendant une période indéfinie, jusqu'à la signature d'un nouvel accord commercial, dans l'union douanière de l'UE. Elle s'engage aussi à s'aligner sur la réglementation européenne, à ne pas revenir sur les règles environnementales et sociales pour ne pas avantager ses entreprises, et à adopter plusieurs directives relatives aux impôts. Enfin, la fin de ce dispositif transitoire dépendrait du bon vouloir de Bruxelles.

L'accord ne prend aucune décision sur beaucoup de questions commerciales importantes, les renvoyant à un futur accord commercial. En attendant, l'UE rétablirait des tarifs douaniers sur les exportations de poissons du Royaume Uni (l'essentiel de la pêche britannique est exportée en Europe pour près d'un milliard de livres sterling par an) et celui-ci interdirait l'accès à ses eaux territoriales aux pêcheurs européens. Enfin, l'accord prévoit un accès limité des banques britanniques de la City au marché financier européen, équivalent au droit d'accès des banques américaines et japonaises. La firme d'avocats internationale Hogan Lovells estime que le présent accord couvre seulement un quart des activités financières entre l'UE et le Royaume Uni.

Un rapport de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, révélé par le *Guardian*, expliquait (1^{er} février 2017) :

« L'exclusion du principal centre financier européen du marché commun pourrait avoir de graves conséquences en terme d'emplois et de croissance au sein de l'UE. Il est dans l'intérêt des 27 et du Royaume Uni d'avoir une discussion ouverte sur le sujet (...). Si le Royaume Uni quitte effectivement le marché commun et se retire des législations européennes et de la Cour de justice, alors il faudrait considérer un statut de pays associé ou un régime d'équivalence qui devrait être intégré aux règles existantes ainsi que dans les futures législations financières. »

Au début des négociations, le gouvernement britannique pensait même pouvoir exiger de l'UE un statut d'exception pour la City.

NI STABILISATION NI RETOUR EN ARRIÈRE POSSIBLE

La victoire du vote Leave est un terrible accélérateur de la crise du gouvernement, mais aussi des institutions britanniques, en particulier de la politique de dévolution-régionalisation visant à faire prendre en charge l'austérité par des Parlements régionaux et à bloquer toute solution démocratique pour l'Irlande du Nord et l'Ecosse. Cette crise est le produit de sa propre faiblesse, de la difficulté à continuer d'imposer la politique d'austérité à une population à bout. Pourtant, il continue d'infliger des coups. L'augmentation limitée du budget de l'Etat cette année ne compense pas des années de coupes budgétaires qui ont mis les services publics à genou, et cette augmentation sert essentiellement à financer une diminution importante des impôts des plus fortunés. Le gouvernement continue aussi la réforme des aides sociales et leur disparition au profit d'une aide unique (le Crédit universel) qui permet des économies et la perte des droits pour de nombreux bénéficiaires.

Le Brexit n'est pas à l'origine de la crise, il en est le révélateur, le symptôme d'une part de l'offensive nouvelle d'une fraction du capital financier et d'autre part du rejet qui frappe tous les gouvernements qui ont mis en place ces politiques. De ce point de vue-là, il ne peut pas y avoir de stabilisation de la situation ou de retour en arrière. L'impasse du Brexit, c'est l'impasse du capitalisme arrivé au stade impérialiste.

Cette crise se répercute sur tout l'édifice des institutions de l'UE mises en place depuis 1992 pour imposer partout, avec le concours des gouvernements nationaux, les politiques de baisse du « coût du travail » et de libéralisation. Dans cette guerre, plusieurs gouvernements, dont la France, l'Espagne, le Danemark et la Hollande, ont de sérieuses réserves sur un accord qui accorde beaucoup de liberté au Royaume Uni par rapport aux règles de l'UE tout en lui accordant les avantages de l'union douanière. La question de Gibraltar (territoire espagnol occupé) pourrait aussi être utilisée comme moyen de chantage.

Michel Barnier, au nom de l'UE, a apporté son soutien au plan de May et menace à la fois les *hard Brexiters*, le Parlement britannique et les autres pays européens qui voudraient faire dérailler l'accord : « *L'accord*

sur le Brexit de Theresa May est le mieux que nous puissions faire. » Il a réaffirmé cela après la ratification par le sommet européen du 25 novembre.

Même si les conservateurs sont profondément divisés, les *hard Brexiters* savent aussi que la chute de May signifierait le saut dans l'inconnu. L'absence d'accord ne manquerait pas d'affoler les marchés financiers et le cours de la livre sterling a encore chuté brutalement à l'annonce des démissions. Avec un parti complètement divisé, si May démissionnait, aucune personnalité du Parti conservateur n'aurait de toute façon l'appui nécessaire pour arracher des concessions à l'UE et obtenir la majorité au Parlement.

Mais un autre élément est venu accélérer la crise : l'élection de Trump et la guerre économique qu'il a engagée contre les impérialismes européens. Rompant avec le soutien traditionnel des présidents américains à l'UE, Trump a dès le départ soutenu le Brexit, et la signature d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis a été l'une des raisons qui ont poussé certaines fractions du capital financier vers le Brexit. Trump et May en ont parlé ensemble à Londres en juillet et le ministre du Commerce international pro-Brexit, Liam Fox, était encore à Washington début novembre. Pourtant, en annonçant une augmentation des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium européens à hauteur de 25 % et 10 %, et en menaçant les exportations d'automobiles, Trump a sérieusement mis à mal « la relation spéciale ». Le Royaume Uni est respectivement le cinquième et quatrième exportateur européen d'acier et d'aluminium vers les Etats-Unis, mais en tête des exportations britanniques aux Etats-Unis, représentant près de 10 %, il y a les automobiles.

L'accord du 14 novembre ne permet toujours pas au Royaume Uni de ratifier des accords de libre-échange et, depuis cet été, Trump a rendu très concrète sa vision de ses relations avec les impérialismes européens : « *America first.* » Dans cette situation, on comprend la panique qui saisit les dirigeants britanniques, y compris les *hard Brexiters*.

LA RÉSISTANCE DES MASSES AU SEIN DU LABOUR PARTY

Les plus grandes pressions s'exercent sur le Labour Party, soit pour sauver May en soutenant son accord au Parlement, soit pour

poursuivre son travail avec l'UE. En septembre, le congrès du Labour Party avait évité l'explosion du parti grâce à une motion de compromis qui disait :

« La conférence note que le parti a défini six tests robustes pour juger l'accord final sur le Brexit. La conférence estime que les députés travaillistes doivent voter contre tout accord conservateur ne répondant pas à ces critères (...). Si le Parlement votait contre un accord avec le Tory Brexit ou que les pourparlers se terminent sans accord, la conférence estime que cela constituerait une perte de confiance envers le gouvernement. Dans ces circonstances, le meilleur résultat pour le pays est la tenue immédiate d'élections générales capables de chasser les conservateurs du pouvoir (...) Le Labour Party formera un gouvernement radical qui taxera les riches pour financer de meilleurs services publics, développera la propriété commune, abolira les lois antisyndicales et engagera des investissements publics massifs. »

En accord avec la résolution adoptée par le congrès du Labour Party en septembre, Corbyn a réaffirmé que le parti s'opposerait à l'accord et que « *le gouvernement était incapable de résoudre les problèmes du pays* ». Pourtant, à ce jour, le Labour Party et sa direction n'ont lancé aucune campagne de masse pour la démission immédiate du gouvernement. C'est la volonté de la majorité de la population que de chasser les conservateurs et d'élire un gouvernement qui rompe avec les conservateurs et les blairistes. Mais Corbyn résiste à ceux qui voudraient le voir voter pour l'accord de May ou ceux qui voudraient qu'il appelle à un nouveau référendum demandant de retourner dans l'UE.

Cette résistance de la direction du Labour Party et le large soutien dont il bénéficie en particulier dans la base syndicale du parti sont en soi un facteur d'aggravation de la crise politique. L'élection et la réélection de Corbyn à la tête du Labour Party depuis 2015 ainsi que la prise de contrôle par les proches de Corbyn du NEC (Comité national exécutif) sont une réfraction de la résistance qui grandit dans la classe.

Cette résistance s'est nourrie de plusieurs grèves nationales sectorielles : celle des internes en médecine, celle des enseignants de l'Université, celle des travailleurs de la restauration rapide, mais aussi de nombreux mouvements de grève locaux dans les

écoles, par exemple. Récemment, les enseignants d'Ecosse ont repoussé à 98 % (avec une participation de 74 %) la proposition d'augmentation de salaires de 3 % avancée par le gouvernement écossais et maintiennent leur revendication de 10 %, ouvrant la voie à une grève massive. Ces grèves où l'unité des travailleurs s'est réalisée autour des revendications ont été confrontées très rapidement au problème politique d'un gouvernement qui ne recule pas et qui, pour cela, peut s'appuyer sur l'arsenal des lois antisyndicales et sur la bienveillance des directions nationales des principaux syndicats qui acceptent le cadre de ces lois, refusant de formuler une perspective de combat d'ensemble pour la classe ouvrière.

Chez tous les militants sincères qui combattent dans leurs syndicats ou le Labour Party, il y a une intense discussion : comment renforcer les positions de la gauche au sein du Labour Party, quelle position adopter face au Brexit promu par les conservateurs et à la profonde division de l'électorat du Labour Party lors du référendum de 2016, comment répondre dans l'immédiat aux attaques qui continuent de tomber de la part d'un gouvernement minoritaire ? Des discussions ont lieu aussi face aux insuffisances de la direction du Labour Party ou du groupe de soutien à Corbyn au sein du Labour Party, *Momentum* (9), notamment dans sa volonté de trouver un compromis avec les blairistes ou dans la manière dont elle a capitulé face aux attaques des mêmes blairistes et des sionistes l'accusant d'antisémitisme.

Dans l'immédiat, il y a la nécessité du combat pour des élections générales anticipées immédiates pour chasser May et les conservateurs, et élire un gouvernement du Labour Party dirigé par Jeremy Corbyn qui prenne des mesures d'urgence pour la population laborieuse, rompant avec les conservateurs, les blairistes et l'UE. C'est sur cet axe que nous essayons d'établir une discussion politique avec les militants britanniques autour du bulletin *Labour News*.

Marius McPherson

21 novembre 2018

(9) *Momentum* est le nom du courant de gauche du Labour Party créé en 2015 après l'élection de Jeremy Corbyn à la direction du Labour.

Construire les sections de la IV^e Internationale

DU fait de la situation mondiale et de la crise au sein du mouvement ouvrier et des mouvements nationaux petits-bourgeois, dans chaque pays se dégagent nécessairement des forces, des courants de militants qui cherchent, même de manière confuse, les voies du combat. Nous ne pouvons, à la manière des sectes que Trotsky dénonce (1), attendre qu'on nous rejoigne parce que notre programme est juste. Il faut aller à la rencontre des militants et trouver la forme organisée pour se lier à eux.

Sur la base de notre analyse marxiste de la situation, nous devons être à même de discuter de la nature et de l'évolution de ces courants.

Il y a, d'un côté, les groupes radicaux en paroles « lutte de classe », « anticapitalistes », souvent issus du stalinisme ou de l'extrême gauche, qui n'ont d'autre fonction que de dévoyer l'aspiration au combat de ces courants qui se dégagent.

A l'inverse, ces courants confus et contradictoires n'ont pas, dans la plupart des cas, de « références idéologiques ». Ils charrient toutes sortes d'illusions, y compris des positions réactionnaires sur certains sujets (sociétaux comme l'écologie politique, illusions sur la réforme du capitalisme, illusions sur la solution en Palestine, illusions sur Corbyn en Grande-Bretagne, Obrador au Mexique, Sanders aux Etats-Unis, référence à la Charte de la liberté en Afrique du Sud, illusions sur la réforme de l'Union européenne, etc.).

Et dans le même temps, malgré toutes ces illusions ou positions réactionnaires, ils se situent sur un terrain de rupture avec l'ordre et peuvent connaître — si nous les y aidons — une évolution à gauche.

Nous devons comprendre pleinement ce qu'écrivait Léon Trotsky en 1937, dans la préface pour les 90 ans du *Manifeste communiste* :

« A l'époque de la prospérité de la II^e Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans conteste, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérées comme définitivement révolues. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La décadence de la social-démocratie et de l'Internationale communiste engendre à chaque pas de monstrueuses récidives idéologiques. La pensée sénile retombe pour ainsi dire en enfance. A la recherche des formules de sauvetage, les prophètes de l'époque du déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique. En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décennies écoulées y ont apporté les plus profonds changements : non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par de nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est radicalement modifié dans les conditions de l'époque impérialiste » (2).

La période est bien évidemment différente, mais la décomposition des partis traditionnels et les formules politiques qui y étaient attachées génèrent forcément « *ces monstrueuses récidives idéologiques* » comme l'affirmation qu'il ne faut plus de partis, qu'il faut s'organiser par soi-même, la société civile, les ONG, le partage des richesses, le peuple plutôt que la classe, etc.

Tout cela, ce sont des vieilles lunes, mais elles sont le produit des appareils.

(1) Léon Trotsky, « *D'un groupe propagandiste au travail de masse* » (octobre 1934), *Œuvres*, tome 4, éd. EDI, pages 228-229, et dont un extrait est cité en page 8 de ce numéro de *La Vérité*.

(2) Ce texte (« *Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste* », octobre 1937) figure en annexe de l'édition du *Manifeste du Parti communiste*, éd. Sélis, 2006, collection Classiques du marxisme, pages 115 à 124. L'extrait cité ici se trouve en page 123.

Comment devons-nous procéder ? En dénonçant pêle-mêle tout le monde comme un fatras idéologique réactionnaire ? Ou alors en distinguant ce qui relève des groupes qui, consciemment, véhiculent de telles idées contre le mouvement ouvrier et ce qui relève de la majorité qui cherche confusément à agir et à se libérer des partis qui l'ont en permanence trahie et qu'elle rejette.

D'un côté, nous devons maintenir avec intransigeance notre programme sans céder d'un pouce sur nos principes, sans s'adapter à ces courants ; de l'autre, nous devons le faire sans sectarisme, sans dogmatisme, en trouvant le moyen de dialoguer et d'agir avec eux, et pas comme des professeurs rouges !

Nous devons nous saisir des points qui, chez eux, concentrent la rupture avec le système pour, ensemble, à égalité, aller plus avant. C'est dans ce mouvement pratique, avec nos positions et nos journaux, que nous pouvons aider à leur évolution.

Rappelons-nous : un an avant l'ouverture de la crise révolutionnaire en France, en 1936, Léon Trotsky préconise à la section française d'entrer dans le Parti socialiste. Il se heurte dans un premier temps à la majorité de la direction française, qui y voit un ralliement, une adaptation à la social-démocratie contre-révolutionnaire.

Personne mieux que Trotsky, qui dès 1914 dénonce le vote par la social-démocratie des crédits de guerre, qui a dirigé la révolution d'Octobre et qui a fondé la III^e Internationale, ne connaît le caractère réactionnaire de la social-démocratie.

Mais derrière le radicalisme en paroles des dirigeants français s'exprime en réalité le conservatisme organisationnel, la crainte politique de sortir du petit groupe pur-propagandiste pour se confronter à l'avant-garde.

Car pour Trotsky, analysant la lutte des classes en France, la radicalisation indique qu'une nouvelle période va s'ouvrir après la victoire d'Hitler, la responsabilité du PC allemand, le rejet par une fraction de la classe ouvrière, notamment des jeunes ouvriers du PCF. Cette fraction d'avant-garde cherche à s'organiser pour combattre et rentre au PS pour le pousser à gauche. Pour Trotsky, l'entrée des trotskystes dans le PS vise précisément à fusionner les cadres trotskystes, un petit noyau, avec cette avant-garde combattante.

Tirons les leçons pour aujourd'hui de cette position de Trotsky, qui n'était pas conforme aux « dogmes » !

C'est cette discussion qui s'est menée dernièrement dans trois sections de la IV^e Internationale : en France, au Portugal et en Espagne. En publiant les documents que nos sections ont discutés et adoptés dans leurs congrès et instances nationales, nous souhaitons contribuer au développement indispensable de cette nécessaire discussion dans l'ensemble des sections de la IV^e Internationale, et ainsi réunir les conditions de la préparation de son X^e Congrès mondial (premier trimestre 2020).

La rédaction de *La Vérité*

France

Résolution adoptée par le 52^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du POI)

A l'ordre du jour de la discussion du 52^e Congrès du CCI : la tâche prioritaire dans toute la situation, celle du renforcement, de la construction de la section française de la IV^e Internationale œuvrant au regroupement politique de l'avant-garde — un regroupement qui met au premier plan le Comité national de résistance et de reconquête (CNRR) ; les suites du rassemblement du CNRR du 10 novembre ; *Informations ouvrières*.

1. DANS QUELLE SITUATION ?

Le surgissement du mouvement des « gilets jaunes » nous en dit plus long que des dizaines de discours sur la profondeur et la nature de la crise qui secoue ce pays.

En quelques jours, cette crise s'est brutalement accélérée. Nul ne sait quels vont être les développements. Mais, d'ores et déjà, la situation s'est profondément modifiée.

Macron est arrivé au pouvoir « par effraction », pour reprendre ses propres termes. Il s'est installé sur le trône du Bonaparte à l'occasion de l'effondrement de tous les partis politiques. Il a pensé pouvoir mettre à profit cette situation de « vide politique » pour s'engager à la hussarde dans la « transformation de la société ». Il a pensé pouvoir forcer les rythmes des réformes en profitant de l'attitude des directions des confédéra-

tions syndicales paralysant par tous les moyens la classe, en raison de la terreur que leur inspirait « l'absence d'alternative crédible ».

Il a pensé pouvoir le faire en court-circuitant les formes traditionnelles de collaboration des directions à l'élaboration des contre-réformes, et donc en réduisant le rôle des fameux « corps intermédiaires ».

La profondeur de la colère dont les « gilets jaunes » sont le symptôme, et qui avait jusque-là été contenue par la politique des directions, est venue tout remettre en cause, provoquant une crise politique au plus haut niveau et révélant toute la faiblesse et l'isolement du pouvoir.

L'exécutif a multiplié les volte-face, passant en l'espace de 48 heures de l'annonce d'un moratoire par le chef du gouvernement (le même qui, quelques jours auparavant, s'y refusait catégoriquement) à l'annulation pure et simple par le chef de l'Etat de la hausse des taxes sur les carburants.

D'un côté, la panique.

De l'autre, un mouvement de fond, une volonté obstinée qui ne se dément pas. Comme le titre *Informations ouvrières* : « Des centaines de milliers veulent l'augmentation des salaires, l'annulation de la hausse des taxes : ils veulent vivre ! »

Un mouvement de fond qui rejoint l'aspiration de larges couches de militants dans les organisations et qui gagne la jeunesse.

Depuis une semaine, tous les jours des milliers de lycéens manifestent dans tout le pays, « bloquent », et ce malgré la violence policière déchaînée contre eux par un pouvoir qui cherche par tous les moyens à les terroriser.

Refusant toute tentative d'instrumentalisation et de récupération, contestant la légitimité des « porte-parole » que le pouvoir et les partisans d'un « Grenelle » (1) tentent de lui fabriquer, le mouvement, aussi divers qu'il puisse être, se charge d'une dimension politique profonde résumée dans le mot d'ordre : « *Macron démission !* »

Toutes les portes étant bouclées, tant sur le plan politique par les partis institutionnels unis dans la dénonciation de « l'aventurisme » et du « populisme » que sur le plan de la lutte des classes par les directions des confédérations esquivant depuis des mois et des mois la confrontation avec le pouvoir sur les contre-réformes, la vague de rejet de toute la politique des gouvernements successifs, aiguisée par la haine pour le personnage méprisant du banquier d'affaires assis sur le trône du Bonaparte, a commencé à se frayer une voie.

La voie la plus simple quand on ne dispose pas de l'infrastructure d'une organisation : l'occupation du rond-point à côté de chez soi.

Les blocages agrègent localement chômeurs, retraités, femmes pour lesquelles les fins de mois sont un calvaire, jeunes condamnés aux petits boulots et... militants syndicaux participant aux roulements en dehors des heures de travail.

Des milliers de discussions se mènent, où chaque jour qui passe se différencie de plus en plus l'attitude de rejet des partis et celle d'interrogations sur la place que devraient occuper les syndicats dans la lame de fond qui se prépare.

Une discussion qui rejoint celle qui se mène sur un autre plan dans les entreprises et les organisations syndicales, dans une situation où la question des assemblées générales est d'ores et déjà posée.

Le congrès considère que dans la situation actuelle et sans présager de la suite, en s'appuyant sur la bataille pour tenir nos objectifs (*Informations ouvrières*, CNRR, POI, GER), la tâche de tous les camarades est, en tenant compte des réalités concrètes et en s'appuyant sur les positions syndicales, de proposer, susciter, aider à organiser des assemblées, des assemblées géné-

rales, pour permettre que la colère et la force de la classe ouvrière s'expriment pleinement.

Une discussion qui est au cœur du débat dans le CNRR.

Si le spontané est l'embryon du conscient, on voit se dessiner dans ces milliers de discussions les lignes de force qui vont chercher à s'affirmer dans la façon dont la classe ouvrière s'apprête à se mettre en mouvement.

Dans cette situation qui est une indication de ce qui se prépare, nous bénéficions de l'outil politique majeur que nous fournit le journal *Informations ouvrières*. *IO*, tribune libre de la lutte des classes pour des milliers de cadres ouvriers. *IO* qui, tout au long de ces dernières semaines, depuis le rassemblement du 10 novembre, par les reportages réalisés en nombre très important par les militants qui lisent le journal, par les adhérents du POI (sur les barrages, dans les manifestations, où il n'est pas rare de rencontrer des travailleurs, des militants avec lesquels nous construisons les comités de résistance et de reconquête), indique notre place : totalement insérés dans les processus en cours et dans le mouvement dans la classe.

Compte tenu de la place majeure qu'occupe la jeunesse dans la situation, il nous revient dès maintenant d'entrer en contact avec les milliers de lycéens, et désormais d'étudiants, qui sont actuellement engagés dans les blocages pour exiger l'abandon de ParcoursSup (2) et le retrait de la réforme du lycée, ce qui permettra de nourrir régulièrement les colonnes d'*Informations ouvrières* et de renforcer notre implantation dans la jeunesse.

(1) Les accords dits « de Grenelle » ont été négociés et conclus pendant Mai 68 au siège du ministère français du Travail situé au 127, rue de Grenelle (Paris - VII^e). Un « Grenelle » est dans le langage médiatique français un débat réunissant des représentants du gouvernement et d'associations professionnelles et/ou d'ONG, portant sur un thème spécifique et visant à légiférer ou à prendre position (*Ndlr*).

(2) ParcoursSup est une application Web destinée à recueillir et gérer les vœux d'affectation des futurs étudiants de l'enseignement supérieur français, mise en place par le gouvernement en 2018 dans le cadre de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE). Une véritable machine de guerre contre le droit des bacheliers de s'inscrire dans la filière et l'université de son choix (*Ndlr*).

2. C'EST DANS CE CADRE QU'IL FAUT INTÉGRER LE SUCCÈS DU 10 NOVEMBRE

Si le rassemblement du 10 novembre constitue un indiscutable succès, il nous revient en tant que militants de la IV^e Internationale d'en préciser la nature, d'aller jusqu'à ses racines afin d'en dégager toutes les conclusions politiques et d'organisation, et de poursuivre, à partir de là, l'infléchissement que nous avons opéré dans la mise en œuvre de la stratégie de transition dans la construction du parti révolutionnaire.

Alors que les dirigeants des partis de droite comme de gauche, les directions des confédérations syndicales emmenées par la CGT — qui s'est depuis livrée à un rétablissement acrobatique — dénonçaient ensemble les dangers d'une action spontanée, 2 500 militants et cadres ouvriers de tout le pays se réunissaient pour faire franchir un pas dans l'organisation de la force capable d'aider la classe ouvrière à imposer à ses organisations le choc avec le gouvernement.

Ce rassemblement s'est tenu la veille de l'appel à la journée de blocage du 17 novembre. Cette forme, inédite, d'appel à des initiatives spontanées est bien le surgissement du sentiment de colère et de ras-le-bol accumulé depuis des mois dans toutes les couches de la population.

La juxtaposition de ces deux faits éclaire toute la dynamique de la situation.

D'un côté, la terreur des sommets devant la menace de surgissement de mouvements « incontrôlés », de l'autre, l'expression de la capacité pour une couche déjà conséquente de militants et de cadres ouvriers de se doter à l'échelle nationale d'une forme d'organisation qui leur permette de sortir de la paralysie dans laquelle partis et directions syndicales tentent d'enfermer la classe ouvrière et de nourrir, par son action politique, le mûrissement du mouvement spontané qui, à l'évidence, cherche à s'ouvrir une voie.

Tout est dans ce rapport dynamique.

Il y a, dans le rejet des formes d'action encamisolées par les directions, la préparation du surgissement « spontané » des masses.

C'est en ce sens que la multiplication des « comités locaux pour la résistance et la reconquête » s'inscrit dans le cadre de la préparation des conditions politiques de la constitution de « comités d'action » au

moment où les masses s'engageront et en définiront les contours.

Des « comités d'action » qui auront pour tâche, nous dit Trotsky, « *d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses (...), de leur donner confiance dans leurs propres forces pour l'offensive à venir* », et, ajoute-t-il, « *une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire* » (lettre à Jean Rous, novembre 1935) (3).

De ce point de vue, exploitant l'incontestable réussite politique qu'a été le rassemblement du CNRR du 10 novembre, il nous revient d'aider à la réussite de la réunion nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête décidée par la délégation permanente du CNRR et annoncée à l'issue du 10 novembre.

3. LE 10 NOVEMBRE, NOUS AVONS FRANCHI UNE ÉTAPE

Nous avons réussi à enrichir le combat du CNRR en y incluant toute la dimension du combat politique contre la dérive totalitaire d'un exécutif réduit à sa portion congrue, contre la campagne de terreur contre Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise (LFI), et à travers eux contre les garanties démocratiques que la V^e République n'avait pas réussi à détruire jusque-là.

Nous l'avons fait en nous démarquant nettement des réactions hypocrites de toute la « gauche ».

Le résultat en a été un indiscutable renouvellement des forces rassemblées ce 10 novembre.

Deux mille cinq cents militants et cadres ouvriers rassemblés à partir des points d'appui fournis par 50 ans de travail opiniâtre d'implantation du courant trotskyste dans le mouvement ouvrier autour du journal *Informations ouvrières*.

Deux mille cinq cents militants et cadres qui se sont efforcés de donner toute sa place dans le CNRR à une large couche de militants plus jeunes ayant emprunté des parcours différents de ceux des générations précédentes.

(3) La lettre de Trotsky à Jean Rous publiée dans *La Vérité* du 26 novembre 1935, figure dans le texte « *Front populaire et comités d'action* » (cf. *Où va la France ?*, page 82, éditions Séléo (Ndlr).

Parmi eux, nombreux sont ceux qui, sous des formes diverses, font porter à la notion de « parti de classe » la responsabilité de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme.

Sans méconnaître les tentatives d'instrumentalisation dont cette « méfiance » est l'objet de la part du courant hostile au combat de la classe ouvrière pour son émancipation, il nous revient, sans affirmation péremptoire, d'aider tous ceux qui cherchent honnêtement une issue, et ils sont légion, à démêler par eux-mêmes — à partir du combat pratique sur le plan de la lutte des classes — les principes qui se dégagent de toute l'expérience de la lutte politique du prolétariat.

Dans le *Manifeste d'alarme*, à la veille de la guerre, Trotsky écrit :

« Dans de telles conditions, des scissions, des ruptures sont inévitables (...). On ne peut exclure de nouvelles tentatives pour construire une nouvelle organisation internationale (...). De telles initiatives ne doivent attirer l'attention que dans la mesure où elles reflètent des processus beaucoup plus profonds, qui se produisent dans les masses ouvrières. Mais on peut affirmer à l'avance avec certitude que les "fronts", "camps" et "Internationales" centristes manquant de tout fondement théorique, de toute tradition révolutionnaire et de tout programme achevé, n'auront qu'un caractère éphémère. Nous les aiderons par une critique sans merci de leur indécision et de leur pusillanimité » (4).

C'est là qu'*Informations ouvrières* doit occuper une place centrale en ouvrant largement le débat fraternel sur toutes les questions qui surgissent, qu'il s'agisse de l'écologie, de la question du parti de classe, de la démocratie... en revenant sur le fond afin d'éviter, autant que faire se peut, les échanges et polémiques stériles.

4. LA CRISE DANS LAQUELLE S'ENFONCE LE POUVOIR RÉDUIT À LA PETITE ÉQUIPE GROUPEE AUTOUR DE MACRON N'EST PAS N'IMPORTE QUELLE CRISE

Que le président du Sénat (deuxième personnage de l'Etat) accuse le président de la République « *d'avoir récolté ce qu'il a semé* » et dresse le plus implacable réquisitoire contre le bonapartisme en accusant

Macron « *d'avoir voulu être dans une espèce de relation directe, sans corps intermédiaires, ça conduit à se confronter, samedi, à des gilets jaunes en direct* » nous fait franchir une nouvelle étape dans la voie qui conduit à l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Aussi longue que soit l'agonie de la V^e République, c'est bien de son agonie qu'il s'agit.

En 1980, au XXIV^e Congrès de l'OCI, nous écrivions :

« Régime politique bâtard parce que, sur le plan des relations entre les classes, le régime de la V^e République n'a pas réussi à restructurer les relations de travail : les positions, garanties, droits, libertés arrachés par la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat au sein de la démocratie bourgeoise ont été préservés. La fonction essentielle pour laquelle la bourgeoisie a donné le pouvoir à de Gaulle était de restructurer les relations de travail en détruisant les positions, les libertés, les organisations. La grève générale des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, le référendum de 1969 ont sonné le glas de la V^e République, qui est entrée dans une longue agonie. »

Très, très longue, en effet.

En dépit des coups portés à la classe ouvrière, en dépit de la réforme du Code du travail, de la réforme de la SNCF, etc., Macron n'a, pas plus que ses prédécesseurs, réussi à « restructurer les relations entre les classes », il n'a pas réussi à « restructurer les relations de travail » même s'il s'est avancé dans cette direction.

La classe ouvrière a pris des coups, mais elle n'a pas été défaite. Ses organisations de classe, ébranlées par la politique de ses directions, restent néanmoins debout.

Macron est au milieu du gué. Il a porté des coups, mais c'est maintenant qu'il doit s'attaquer au gros morceau de la réforme des retraites. Et il doit le faire dans une situation délicate.

En chute libre dans les sondages, Macron avait tout misé sur l'onction des « grands de ce monde » réunis dans une mise en scène à grand spectacle, le 11 novembre à Paris. Patatras ! Trump a tout foutu par terre, remettant la France à sa place et à son rôle de petit pays d'une Europe en plein processus de dislocation.

(4) Léon Trotsky, *Manifeste d'alarme* (23 mai 1940), *Œuvres*, tome 24, pages 27 à 75 (Ndlr).

5. L'ORIGINE DE LA CRISE POLITIQUE QUI DÉCHIRE ET DISLOQUE TOUS LES GOUVERNEMENTS DANS TOUTE L'EUROPE

A l'origine de la crise politique qui déchire et disloque tous les gouvernements dans toute l'Europe — et dans laquelle s'inscrit la crise française —, il y a la résistance des masses aux plans de destruction imposés par le capital financier (via l'Union européenne ou directement dans les pays européens non membres de l'UE). Une résistance certes bridée, disloquée sous des formes propres à chaque pays par les appareils dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats, mais une résistance qui ne fait que s'approfondir.

Si la classe ouvrière a subi des coups partout, elle n'a nulle part été défaite, ni en Grande-Bretagne, ni en Allemagne, ni en Espagne, ni en Italie, ni même en Grèce malgré les ravages du plan de stabilité imposé par la troïka.

C'est toute la différence avec la période qui a précédé la guerre de 1939-1945.

L'instabilité de tous les gouvernements exposés aux coups de boutoir de l'impérialisme américain a pour principale origine cette résistance, qui cherche par tous les moyens dont elle dispose à se frayer un chemin.

Des forces immenses se mettent en mouvement, qui ne trouvent pas leur place dans le cadre contraint des vieux partis qui se réclamaient de la défense des intérêts ouvriers. Elles cherchent dans la confusion et d'innombrables contradictions à s'organiser pour mettre un terme à tout le jeu politique concerté entre les directions politiques et les directions des appareils qui contrôlent les organisations de classe.

Elles le font — répétons-le — en cherchant à s'émanciper des formes sur les-

quelles les directions ont, selon elles, jeté le discrédit. Elles tentent dans de nombreux cas de « dépasser » le cadre des partis, tout y en étant ramenées en permanence par la logique du combat politique.

Que ces tentatives soient instrumentalisées par les « monstrueuses récidives idéologiques » dont parle Trotsky ne fait aucun doute.

Il n'en reste pas moins que la puissance de la recherche d'une issue politique appuyée sur l'entrée en scène de nouvelles générations de militants qui s'engagent dans le combat constitue l'élément dominant de la situation et le terrain sur lequel il nous revient d'avancer dans la construction du parti révolutionnaire.

6. POUR LA SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE...

6. Pour la section française de la IV^e Internationale, la façon dont les militants se sont inscrits dans la mise sur pied des comités locaux pour « la résistance et la reconquête » comme dans la préparation du rassemblement national du 10 novembre illustre la méthode qu'elle a décidé de mettre en œuvre pour entrer en contact direct avec toute cette nouvelle frange de militants engagés dans un processus de recomposition des forces politiques dans le combat pour faire chuter Macron et sa politique.

Il s'agit de l'adaptation de la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire aux nouvelles conditions politiques de cette construction.

Adaptation qui permet également de dégager les éléments d'un renforcement du POI.

Il s'agit d'un développement de la stratégie qui nous a amenés à construire le Parti des travailleurs, puis, pour élargir la surface politique de notre intervention et échapper au cadre demeuré étroit du PT, à construire le Parti ouvrier indépendant.

resistência

ANO XX (1 Série) nº 138 de 3 de Dezembro de 2018 / Publicação do POU

POUS realiza 16º Congresso Nacional

O Congresso do POU S reuniu, nos dias 3 e 4 de Novembro de 2018, com a presença dos seus militantes e convidados, realizando uma análise profunda da situação portuguesa, no contexto mundial, marcado por uma ofensiva do imperialismo norte-americano, que pretende apropriar-se de partes do mercado em detrimento de outros imperialismos e, ao mesmo tempo, por uma rejeição, mais ou menos marcada, de todos os partidos tradicionais que assumiram a defesa dos interesses do capital financeiro.

Esta discussão teve em conta o Relatório, da responsabilidade da Comissão Nacional, que já tinha sido objecto de discussão nas reuniões dos núcleos anteriores ao Congresso, documentos de análise da situação mundial, o balanço da actividade da nossa Organização, desde o Congresso anterior e ainda as contribuições dos militantes, igualmente publicadas através de boletins internos.

O Congresso foi enriquecido com a presença de dois camaradas da Secção francesa da 4ª Internacional e membros

da Comissão Europa, cujas intervenções permitiram tornar mais clara e concreta a análise da situação no continente europeu, como uma expressão particular da situação mundial. Foi aprofundada a compreensão de como a acclaração da crise mundial do sistema capitalista leva a que todas as instituições internacionais – constituídas, nomeadamente após a Segunda Guerra, para permitir a reconstituição do mercado mundial, incluindo as instituições em que assenta a União Europeia – são postas em causa e abaladas. Instituições e Estados nacionais que, para podermos salvar

o sistema capitalista, face à profunda vaga revolucionária que assolou a maior parte dos países que tinham entrado nessa Guerra, tiveram que fazer importantes concessões às classes trabalhadoras desses países. É o caso da Segurança Social, dos sistemas de Saúde e de Ensino públicos e dos direitos laborais.

Todas estas conquistas, que os trabalhadores portugueses só conseguiram com a Revolução em 1974/75, são agora o alvo de uma ofensiva generalizada em todos os países, pois a redução drástica do preço do trabalho – de que precisa o capital financeiro para sobreviver – exige o corte nos orçamentos de cada país para estas funções sociais, tal como exige a precarização do trabalho e a destruição dos contratos colectivos e dos estatutos, onde estão consignados os direitos e deveres de cada sector profissional.

Os camaradas franceses falaram da situação concreta do seu país e da constituição de um Comité nacional de defesa e reconquista das conquistas feitas em França em 1936 e 1945 (ver página 12).

Compreendemos também como o divórcio cada vez mais acentuado dos trabalhadores e das populações em relação a todos os partidos políticos e os chamados “populistas” decorre do facto destes partidos assumirem, em toda a parte, a aplicação das políticas desorientadas dos interesses do capital financeiro, ao mesmo tempo que se escudam nas decisões da União Europeia.

É a Resolução geral do Congresso especificou: “Para se eximir da sua responsabilidade (e dos aparelhos que o apoiam) sobre as medidas de austeridade, o governo de António Costa astra essa responsabilidade para a União



Europeia, quando ele decide com a União Europeia.”

Uma Resolução que integra esta análise, a estratégia de intervenção do conjunto da Organização e as resoluções particulares dela decorrente, ordenada em torno do eixo geral: defesa e reconquista das conquistas sociais da revolução de Abril.

“É nesta compreensão que se fundamenta a decisão de empunhar a actividade de todos os camaradas na constituição do Movimento de Defesa das Conquistas de Abril, cuja forma deverá adaptar-se a cada tipo de intervenção – seja sindical, autárquica, de utentes, jovens ou outra – e tem como objectivo a realização de um Encontro Nacional em Defesa das Conquistas de Abril, no final do mês de Janeiro de 2019, a partir da realização de reuniões públicas preparatórias.”

Foi reconhecida a necessidade de procurar tornar este MS, cada vez mais, uma Tribuna Livre da Luta de Classes, alargando sua atuação com a integração de novos colaboradores, inclusive na Comissão de Redacção.

Foi decidido colocar no centro actividade do POU S a implantação nos jovens e nos operários, utilizando este jornal como ferramenta para estabelecer essas relações.



Ficha de assinatura do Militante Socialista

Nome e apelido

NIF

Tribuna Livre da Luta de Classes

o militante socialista

Publicação Mensal

Defesa do Serviço Nacional de Saúde

TODOS JUNTOS

Estivadores mostram o caminho!



DESCENTRALIZAÇÃO

A descentralização e a tragédia de Borba

página 4

PARTIDO

16º Congresso Nacional do POU S

página 11

FRANÇA

Trabalhadores organizam a resistência

página 12

Director: Joaquim Pagante

ano XIX (1 série) nº 138

3 de Dezembro de 2018

1 euro

Pages 1 et 11 de *O Militante socialista*, tribune libre de la lutte des classes (décembre 2018), rendant compte du 16º Congrès national du POU S (section portugaise de la IV^e Internationale).

Portugal

Trois questions à Aires Rodrigues de la section de la IV^e Internationale

Vous avez tenu les 3 et 4 novembre le congrès du POUS, section portugaise de la IV^e Internationale. Peux-tu nous présenter l'appréciation que vous portez sur la situation actuelle au Portugal ?

Je voudrais tout d'abord souligner l'importance de la tenue de ce congrès et la qualité de la participation à sa préparation, en liaison et avec le soutien de la commission Europe de la IV^e Internationale.

C'est ce qui a permis que se mène un débat extrêmement vivant et intense durant le congrès, allant dans le sens de l'homogénéisation politique de la section autour de la caractérisation de la situation nationale et de l'intervention de l'organisation.

L'appréciation portée par le congrès sur la situation portugaise, sur la base de laquelle a été élue la Commission nationale du POUS, s'intègre dans la situation mondiale et dans le tournant qui est en train de s'y opérer.

La situation mondiale est marquée par la nécessité dans laquelle se trouve le capital financier d'exiger un taux d'exploitation du travail incompatible avec les conquêtes remportées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Le système impérialiste à l'agonie est, dans la logique de sa survie, obligé de mettre un terme, au niveau mondial, à tous les droits collectifs, préparant ainsi des explosions révolutionnaires dans les différents pays sur tous les continents, ce dont les développements au Brésil et dans toute l'Amérique latine sont l'expression.

Le congrès a considéré la situation portugaise comme étant une composante de cette situation mondiale.

Cela a nécessité de préciser la caractérisation de l'actuel gouvernement du PS, avec le soutien du PCP et du Bloc de gauche (BE) (1), comme un gouvernement au service du capital financier, destiné à mener à bien au Portugal, au compte de celui-ci, les plans de démantèlement de toutes les conquêtes et droits sociaux obtenus avec la révolution d'Avril. Ces conquêtes et ces droits avaient été différés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au 25 avril 1974, la dictature salazariste s'étant maintenue durant 48 ans.

Le gouvernement actuel est considéré et présenté par les « médias » et par la Commission européenne comme un « modèle » aux niveaux national et international, en raison de sa capacité à remplir les objectifs répondant aux exigences du grand capital (que ce soit au niveau des grandes entreprises ou au niveau de la Banque) : par sa disposition à payer rubis sur l'ongle les intérêts de la dette publique et, simultanément, à s'empresser de réduire le déficit budgétaire ; par sa capacité à avancer dans la diminution drastique de l'investissement de l'Etat dans ses fonctions sociales comme la santé, l'enseignement public, l'environnement et la sécurité sociale ; par sa capacité à imposer

(1) Bloc de gauche (*Bloco de Esquerda* – BE), mouvement né en mars 1999 du regroupement d'organisations se réclamant de la gauche et de l'extrême gauche portugaise. Lors des élections législatives de 2015, le Bloc de gauche (BE) recueille 10,19 % et 19 députés. Il soutient alors – avec le Parti communiste portugais et les écologistes – le gouvernement socialiste, sans toutefois y participer. Cela prend notamment la forme d'un soutien parlementaire au gouvernement.

une loi du Travail sur la base de l'accord passé au siège de la Concertation sociale entre le gouvernement, les confédérations patronales et l'UGT. Avec l'adoption de cette loi, il compte franchir un degré supplémentaire dans la destruction des droits du travail.

Par exemple, le maintien de la norme de caducité de la convention collective n'a pas d'autre signification que la volonté d'institutionnaliser, au service du patronat, un instrument de destruction d'un des principaux droits d'organisation de la classe travailleuse — le droit à la convention collective. D'ailleurs, les confédérations patronales ne cachent pas leur satisfaction ! De même pour ce qui concerne la précarité du travail : non seulement cette loi la perpétue, mais elle la développe.

Pour faire adopter les lois qu'exige le capital financier, ce gouvernement fonctionne suivant la méthode de la géométrie variable. C'est-à-dire qu'il les vote au Parlement avec les voix des partis de droite, PSD (2) et CDS (3), tandis que les partis qui le soutiennent officiellement se permettent de voter contre, cherchant ainsi à « préserver les apparences » aux yeux des travailleurs et de la population.

Mais la capacité de ce gouvernement du PS à mener jusqu'au bout cette politique face à la résistance et à la mobilisation de la population et de secteurs de la classe repose de plus en plus sur les appareils des partis qui le soutiennent.

Cette résistance et cette mobilisation se sont manifestées contre certaines de ses mesures dès sa constitution, comme les licenciements massifs dans les banques ou la fermeture de certaines d'agences de la Caixa Geral de Depósitos (la Caisse générale de Dépôts, agence de l'Etat) dans tout le pays, avec les inévitables milliers de licenciements, l'aggravation en conséquence du niveau de vie et l'abandon de la population dans le pays.

Elles se sont manifestées dans le secteur de la santé, avec des grèves et des mobilisations du personnel médical autour de ses revendications et pour l'ouverture de concours d'admission de médecins de famille, afin de remédier au déficit de médecins généralistes dans les centres de santé et les hôpitaux publics du nord au sud du pays. Ces mobilisations ont abouti à un rassemblement devant le ministère de la Santé, réunissant des commissions d'usagers pour

la défense du service national de santé et pour exiger la démission du ministre. Ce ministre n'a pas été remplacé lors du remaniement ministériel qui a suivi.

Les infirmiers eux aussi, à des dates et sous des formes différentes, ont mené des grèves successives pour le réajustement des salaires et l'intégration de la carrière de spécialiste.

Parvenir à éviter qu'un même secteur unifie et centralise ce mouvement revendicatif exige l'implication directe et déterminée de dirigeants syndicaux, dans leur majorité liés au PCP.

C'est essentiellement sur l'appareil du PCP, à partir de son expérience de plus de 40 années de politique de division, en particulier sur le terrain syndical, que retombe la tâche d'éviter l'unification et la centralisation du mouvement de résistance et de mobilisation de la classe travailleuse et des populations, pour la satisfaction de leurs revendications.

Cependant, l'homogénéité entre la direction de l'appareil du PCP et la direction de la CGTP n'est plus la même, en résultat de la chute du régime stalinien en ex-URSS et de la résistance des masses. Ce manque d'homogénéité se fait sentir dans les prises de position de la direction de la CGT et de sa fédération nationale d'enseignants, la FENPROF, dans les récentes mobilisations des enseignants.

Pour jouer ce rôle, et face aux développements de ce mouvement revendicatif, en particulier dans des secteurs clés comme les enseignants exigeant le décompte total du temps de carrière, et maintenant dans un secteur ultra-sensible comme les dockers du port de Setúbal, qui se trouvent à 90 % en régime précaire et exigent des entreprises la mise en place d'une convention collective de travail, le PCP a été dans l'obligation de faire mine de prendre « officiellement » ses distances avec le gouvernement.

Cette prise de distance a été compensée par la prise de position du Bloc de gauche, adoptée dans sa dernière convention, se déclarant prêt à cesser d'être simplement un soutien au gouvernement pour aller jusqu'à en faire partie, et demandant aux électeurs de soutenir cet objectif par leurs votes.

(2) *Partido Social Democrata* (Parti social-démocrate - PSD), parti bourgeois qui se réclame du centre-droit.

(3) *Partido do Centro Democrático social* (Parti du centre démocratique et social - CDS), parti bourgeois conservateur.

Le montage médiatique de la convention du Bloc atteste de l'engagement des « organismes officiels » dans cette stratégie de maintien du gouvernement Costa, soutenu ou en coalition avec l'un des partenaires actuels pour pouvoir appliquer la politique du capital financier.

Cette politique implique, comme dans tous les pays, de mener jusqu'au bout la destruction de toutes les conquêtes sociales et politiques acquises avec la révolution d'Avril.

Cette impérieuse nécessité augmente d'une part la résistance des masses à l'application de ces plans et accentue d'autre part les clivages dans le PS et dans les partis qui le soutiennent.

Malgré le montage médiatique sur la convention du Bloc, il a été impossible de masquer et de camoufler les interventions de certains des 33 signataires de la Motion M « Pour un Bloc qui ne plie pas ». Certaines de ces interventions, parce qu'elles exprimaient une forte critique à l'égard de la politique de la direction du BE de subordination au gouvernement du PS, ont reçu les applaudissements d'un nombre significatif de délégués.

La loi de décentralisation administrative proposée par le PS et adoptée au Parlement avec les voix du parti de la droite (PSD) va constituer l'axe central, en liaison avec les lois de transfert des compétences vers les municipalités, en matière de santé, d'enseignement et d'environnement, pour la destruction de droits universels inscrits dans la Constitution portugaise grâce à la mobilisation des masses au début de la révolution d'Avril.

Le congrès a discuté et compris que l'organisation de la classe doit se faire autour de la défense de ces droits et conquêtes, en cherchant, suivant la méthode de la transition, à regrouper tous ceux qui résistent dans un large Mouvement de défense des conquêtes sociales d'Avril.

Dans cette situation particulière que tu viens de décrire, comment s'exprime le combat central pour la défense des conquêtes d'avril 1974 ?

La résistance des masses et de la population face aux attaques des gouvernements successifs contre le service national de santé, l'école publique, la sécurité sociale, le service public des eaux et forêts, a toujours été une constante.

Désormais, cette résistance, cette mobilisation s'amplifie et se durcit avec l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation et des lois de transfert des compétences vers les municipalités. Nous devons nous y inscrire pour chercher à l'aider et la centraliser.

L'expression du contenu de ces lois et de ce que le gouvernement veut en faire est donnée par les déclarations des maires et des conseillers municipaux de Porto et d'autres villes du pays, qui dans leur majorité sont au PS.

Citons Rui Moreira, maire de Porto, le 1^{er} septembre : « *Comme il va être difficile pour l'Etat de prendre cette dépense à sa charge, la meilleure manière de démonter l'Etat social sans exposer les barons installés dans la capitale, c'est de reporter ces responsabilités sur les municipalités.* »

Ainsi, « *ils transfèrent les écoles et les centres de santé vers les municipalités, mais pas le chèque* », et quand il n'y aura plus d'argent, poursuit-il, « *cela va aller mal, et c'est là qu'on montrera les municipalités du doigt (...). Ils font donc passer la charge politique du désinvestissement de l'Etat sur les municipalités.* »

Ce fut un point d'appui pour un Appel à la population de Marinha Grande, contresigné par près d'une vingtaine de maires et de militants politiques de différents horizons, parmi lesquels les anciens présidents du conseil municipal, du PS et du PCP.

Cet appel à la population exprimait sa solidarité avec le mouvement de résistance des maires et visait à l'organisation d'une réunion publique à Marinha Grande sur la décentralisation.

En même temps, le Cercle de discussion de Marinha Grande, autour du journal *O Militante Socialista*, a diffusé le texte d'une des participantes, maire de sa commune, sous le titre « *Ce qui se cache derrière la décentralisation* ». Ce texte tente, de manière pédagogique, de démontrer qu'il s'agit d'une mascarade du gouvernement quand il déclare vouloir rapprocher le pouvoir des citoyens.

De même dans le secteur de l'enseignement, à la veille de la discussion et du vote du budget de l'Etat, près de cinquante militants et sympathisants du PS ont adressé une « *Lettre ouverte au gouvernement et au Parti socialiste sur les enseignants et l'école publique* » où il est affirmé au point 1 : « *L'école publique est la colonne vertébrale d'un pays plus juste et démocratique...* »

Cette lettre, qui est destinée à faire savoir publiquement au gouvernement que les enseignants socialistes ne lâchent rien sur la totalité du temps de service, doit constituer aussi un point d'appui fondamental dans la défense de l'école publique en tant que conquête sociale d'Avril et elle aussi cible de la loi de décentralisation. Ses signataires, en ouvrant et en étendant ce mouvement à d'autres enseignants, pourront permettre que se réunisse avec eux la Commission de défense de l'école publique (CDEP) constituée et animée par des enseignants de divers horizons, parmi lesquels les militants de la IV^e Internationale.

En prenant appui sur ces points, dans la santé et dans l'enseignement, l'objectif est d'avancer, à partir de réunions locales dans divers endroits du pays, vers une rencontre nationale fin janvier, qui permette d'ouvrir la perspective de la création d'un Mouvement de défense des conquêtes sociales d'Avril, visant à intégrer tous ceux qui se battent pour cet objectif, indépendamment de leur référence politique.

Quelles conclusions a dégagées votre congrès en termes de construction de la IV^e Internationale ?

A partir de cette analyse de la situation politique, le congrès a pris la décision d'investir l'activité de tous les camarades dans la constitution du Mouvement de défense des conquêtes d'Avril, dont la forme devra s'adapter à chaque type d'intervention, syndicale, municipale, d'usagers, de jeunes, ou autres.

O Militante Socialista doit être un outil fondamental dans cette tâche et doit de plus en plus chercher à devenir une tribune libre de la lutte des classes, avec l'intégration de nouveaux collaborateurs, y compris au comité de rédaction.

Pour assurer l'expression autonome du parti, la Commission nationale a d'ores et déjà décidé la publication d'une lettre du POUS, sous la responsabilité du secrétariat, dans l'intervalle entre deux *O Militante Socialista*.

L'implantation chez les jeunes et les ouvriers étant au centre de l'activité de construction, nous utiliserons le journal comme instrument pour établir ces liens. Pour cela, il a été décidé qu'à chaque sortie de *O Militante Socialista*, toutes les unités doivent organiser au moins deux diffusions dans une usine et dans une école, ou dans une université.

En ce qui concerne l'implantation dans la jeunesse, chaque unité prend l'objectif d'établir un contact suivi avec au moins un jeune d'ici la conférence du POUS prévue pour mars 2019.

O Militante Socialista donnera la priorité à l'ouverture en direction de la jeunesse, et y réservera une place dans toutes ses éditions. Les militants devront chercher à réaliser des interviews de jeunes pour publication.

Le congrès a aussi considéré que la construction d'un parti révolutionnaire implique de maintenir une relation étroite avec la classe ouvrière et a décidé pour cela que les unités organisent leur intervention de sorte que chaque militant participe à son syndicat.

Le congrès a aussi décidé de reprendre et de renforcer ses méthodes d'organisation. Dans ce sens, chaque unité doit élire un secrétaire d'organisation qui sera à la fois responsable politique, organisationnel et financier.

Une conférence nationale du POUS a été convoquée pour mars 2019, afin de tirer le bilan de quatre mois d'application de la politique décidée au congrès.

Espagne

Résolution du comité exécutif du POSI

(15 novembre 2018)

1. Ainsi que le dit la *Note hebdomadaire* n° 344 du 12 novembre, « l'état-major des juges, un noyau clé du pouvoir franquiste, s'est brisé en se heurtant aux masses. Depuis plus d'un an, les juges se sont trouvés en première ligne contre les masses, en Catalogne, dans le soutien à la réforme du droit de travail, par rapport à la question des femmes, contre les droits des immigrants. Le discrédit des juges est au plus haut. Quelques-uns ont voulu retrouver une certaine popularité avec l'affaire des hypothèques et se sont heurtés aux banques. Cet état-major judiciaire s'est brisé, précisément à la veille du grand procès contre les gouvernants catalans. La presse tout entière s'exclame : nous allons vers ce procès et le feu a pris au poste de commandement. Ils réclament des démissions et de nouveaux visages pour sauver les juges et le régime.

Dans cette situation, il y a une paralysie des travailleurs imposée par les appareils. Les mobilisations de ces derniers jours, sans être massives, ont un grand contenu politique et ouvrent la possibilité de se lier à la résistance profonde de la classe.

La politique de la direction des confédérations sous la pression du gouvernement et de la direction du PSOE a paralysé les choses. La déclaration de l'UGT et des Commissions ouvrières, qui dénoncent le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et cherchent les responsables, est déjà quelque chose. La mobilisation ouvrière est indispensable, avec ses organisations. A défaut de cela, le gouvernement vient de faire un pacte avec le Parti populaire pour mettre à la tête du Tribunal suprême le juge

Marchena (refusé en son temps par Rubalcaba ! [ancien responsable du PSOE - Ndt]), qui avait instruit le procès contre les dirigeants catalans. Il n'avait pas besoin de le faire, mais il a voulu éteindre le feu pour sauver l'appareil judiciaire franquiste. »

Tous les problèmes s'accroissent pour le gouvernement. D'un côté, il a besoin du soutien des Catalans et des Basques pour faire approuver son budget ; d'un autre côté, il a été incapable de modifier l'accusation du ministère public (lequel maintient contre l'évidence son accusation de rébellion, c'est-à-dire de révolte armée sous la conduite de militaires, et contre toutes les voix qui s'élèvent jusque dans la Commission européenne pour dire que c'est excessif - Ndt). L'appareil franquiste est disposé à saboter tout possible accord, y compris au prix de la mise en danger de la stabilité du régime.

Ce n'est pas par hasard que les enquêtes d'opinion bien orientées parlent de « réforme constitutionnelle » dans une tentative de chercher des mesures pour dévoyer ou dénaturer l'opposition croissante au régime monarchique.

L'impact du 20 octobre (1) dans des secteurs d'avant-garde montre la recherche d'une issue politique que seul le combat pour la république peut offrir. Vu sous un autre angle, l'exigence de la république qui affleure, et en particulier l'appel du 20 octobre ont obligé le PCE à centraliser formel-

(1) Le 20 octobre, s'est tenue à Madrid la réunion élargie de la Coordination pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP). Lors de cette réunion, il a été proposé l'organisation d'une Convention — ou Conférence — pour la république, qui pourrait se dérouler au mois d'avril prochain.

lement les regroupements « républicains ». Cela peut conduire à d'autres pas en avant, mais également à agir comme bouchon. Nous agissons de manière positive en recherchant des soutiens pour briser le principal obstacle que la direction du PCE a placé : isoler les emprisonnés politiques catalans à la veille de leur procès. Mais cela n'a pas changé la politique du PCE. La position parfois contradictoire de Pablo Iglesias (2) devant la république et le drapeau républicain, et l'appel aux armes de l'appareil du PSOE devant la contagion républicaine ne trompent pas non plus.

A cela s'ajoute la campagne contre le danger de l'extrême droite et-ou du fascisme. Dans un pays où Franco reste là où il est (*c'est-à-dire dans son immense sépulcre d'honneur du Valle de los Caídos, construit par des républicains espagnols en situation de semi-esclavage - Ndt*), un pays où des dizaines de milliers de morts gisent encore dans les bas-côtés des routes (*lieu habituel où étaient abandonnés, pour avertissement, les cadavres des victimes du franquisme, outre les charniers découverts quasiment tous les jours en Espagne - Ndt*) et où des rues arborent le nom de fascistes. Mais comme le dit la déclaration du secrétariat international du 7 novembre, l'Union européenne et les gouvernements tentent de créer une fausse division entre « progressistes » et « national-populistes » pour occulter leur politique commune contre droits et conquêtes que leur dicte le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'au sommet européen de la fin octobre, tous les gouvernements européens ont voté les mêmes mesures contre les émigrants.

Dans notre pays, les allégations « antipopulistes » ont également comme but de discréditer ceux qui exigent l'abrogation de la réforme du droit de travail, et en particulier ceux qui défendent le droit à l'autodétermination.

2. Dans ces conditions, les procès qui se préparent contre les républicains catalans peuvent se transformer non seulement en heure de vérité du gouvernement, mais aussi du régime monarchique. La situation change. Pendant toutes ces années, l'énorme potentiel que représente le républicanisme catalan ne trouvait pas de référence politique dans le reste de l'Etat, contrairement aux années 1930.

La politique pro-monarchique de l'appareil du PSOE empêchait cela et imposait aux confédérations au moins un silence complice. Et autant pour Podemos, plus préoccupé par sa politique d'alliance avec le PSOE. Cependant, de nombreux points de rupture sont apparus, y compris dans le PSOE. A notre niveau, nous nous y sommes insérés avec la campagne vers les travailleurs européens et évidemment l'activité du CATP (Coordination pour l'alliance des travailleurs et des peuples) à tous les niveaux, sur les retraites et les 300 syndicalistes poursuivis, tout cela a aidé. Nous sommes dans cette phase, il n'y a pas encore de changement qualitatif, mais il se préparera.

Nous essayons d'aider à lever les obstacles et à avancer. Evidemment, les positions d'un secteur du républicanisme catalan (« Tout seuls nous y arriverons ») tournant le dos aux travailleurs et aux autres peuples, et la confiance qu'ils mettent en l'Union européenne, c'est-à-dire les puissances impérialistes, n'aide pas à tisser l'alliance nécessaire des travailleurs et des peuples.

La crise ouverte à ce niveau de masse contre le Tribunal suprême facilite cette bataille. Il faut signaler à ce propos la déclaration commune des commissions exécutives confédérales de l'UGT et des Commissions ouvrières, qui ont appelé à manifester devant le Tribunal suprême.

Quelle est notre politique de fond, vérifiée par la réalité ? Le régime monarchique ne pourra être renversé que dans une action d'ensemble des travailleurs et des peuples, entraînant de manière inégale les organisations, en particulier le PSOE et les syndicats, à rompre avec le régime ou à prendre ses distances avec lui.

C'est pour cela que nous insistons maintenant sur la République du peuple, des peuples. Parce que c'est le mot d'ordre qui peut unifier le combat des différents peuples et sceller l'unité de la classe.

Le contenu de la république, c'est l'union libre des républiques souveraines, c'est là notre programme. Nous ne nous sommes pas partisans de remplacer une monarchie centraliste par une république centraliste (à

(2) Pablo Iglesias Turrión (né en 1978) est le secrétaire général de Podemos, député européen (2014-2015), puis membre du Congrès des députés (Cortes) depuis les élections de 2015.

la manière de Negrín) (*dernier chef du gouvernement républicain avant le coup d'Etat de Franco, qui a mené une politique de capitulation pour attirer quelques bourgeois à lui, mais surtout les « démocraties » française et anglaise essentiellement, ainsi que la bureaucratie de Staline, raison pour laquelle il a mené une politique de répression contre tous ceux qui, de près ou de loin, s'opposaient à lui - Ndt*) ; ce sont les peuples qui doivent décider s'ils veulent se fédérer, se confédérer, s'unir ou se séparer. Pour cela, il faut en finir avec la monarchie.

3. Les mobilisations pour la défense de l'actuel système des retraites se poursuivent, la révolte contre le Tribunal suprême est profonde, des centaines de conflits partiels ont lieu, comme ceux de la Navale de Sestao et Alcoa d'Avilés et la Corogne, et il faut remarquer l'appel à la grève générale de la fonction publique dans la Généralité catalane le 12 décembre dans l'unité des syndicats pour le paiement des mensualités arriérées, ce qui peut signifier l'entrée en action sur son propre terrain d'un secteur important de la classe ouvrière de Catalogne.

La crise de toutes les institutions facilite le fait qu'affleurent des vieux problèmes qui étaient étouffés par le pacte de transition : la mémoire historique, les procès du franquisme, les « vols » de l'Eglise catholique. Les annonces du gouvernement qui prétend

réformer les réformes ne trompent personne : il tente d'adopter un budget qui ne rompt pas avec le plan de stabilité, c'est-à-dire l'austérité, mais qui peut apparaître meilleur à cause du salaire minimum et de quelques miettes accordées pour le financement des autonomies (par exemple en Catalogne). Nous devons répondre dans chaque cas avec précision. Ce qui n'empêche pas que la droite néofranquiste cherche à en finir avec le gouvernement, lequel, évidemment, peut appeler à tout moment à des élections anticipées : nous sommes dans une période où les recours « parlementaires » sont loin d'être épuisés.

4. Notre attitude consiste à promouvoir auprès de ceux qui se réclament des travailleurs et de la démocratie l'exigence de revendications précises à inclure dans leurs programmes (en cohérence avec la lutte pour les candidatures républicaines). La préparation des élections municipales et des Autonomies fait partie du terrain politique actuel. Nous avons vu à Barcelone, et d'une autre manière maintenant à Madrid, tous les facteurs de division servant à aider les franquistes, à l'alliance avec les franquistes et, à un autre niveau, avec le nationalisme bourgeois. Pour barrer la route à la république. Sans oublier d'autres obstacles, comme Podemos qui a un rôle essentiel, et, à un autre niveau, les positions des indépendantistes.

Carta Semanal

del Comité Central del POSI

Nº 704 - Del 12 al 18 de noviembre de 2018

COMPRÁ, LEE, DIFUNDE
La Verdad nº 99

(edición de 2018)

Las formas de reconstrucción
de la IV Internacional

Países: Polonia, India, Corea,
México...

LA VERDAD

COMPRÁ, LEE, DIFUNDE
La Verdad nº 99
(edición de 2018)
Las formas de reconstrucción
de la IV Internacional
Países: Polonia, India, Corea,
México...



Declaración del Secretariado Internacional de la IV Internacional sobre Europa - 7 de noviembre de 2018

El capital financiero y su instrumento, la Unión Europea, son responsables del caos en que se hunde Europa

Hay que rendirse a la evidencia, todo está a punto para entrar en un nuevo episodio de la "crisis de la deuda soberana" que sangró, literalmente, a Grecia y a su pueblo¹.

Esta vez, parece que le toca a Italia el mismo papel que tuvo Grecia en 2010-2015. Todo el decorado, a punto. Cada cual tiene su papel: los mercados, las agencias de calificación, la Comisión Europea de Bruselas, el FMI y sus expertos...

Acusan a Italia de amenazar con hundir a todo lo zona euro, por negarse a someter sus presupuestos a las reglas del "pacto de estabilidad".

Según eso, todo el sistema financiero europeo, estrechamente interconectado, debe de estar amenazado por la quiebra de uno solo de sus eslabones, Italia.

Y el pueblo italiano, al rechazar el presupuesto que la Unión Europea quiere imponerle, sería cómplice de las posiciones reaccionarias de Salvini y de Di Maio... llevados al poder por el rechazo de la política de austeridad dictada por Bruselas y aplicada por Renzi.

Presiden que el pueblo italiano sea responsable de la tempestad financiera que todos los especialistas económicos se han llevado a Europa. Y le toca pagar los platos rotos.

Para ese mundo selecto de eurófilos, hay una sola salida: "Que el pueblo italiano se soneste". ¿De quién quieren burlarse?

La Unión Europea acusa y amenaza al pueblo italiano

Los grandes bancos europeos, como los grandes bancos norteamericanos, añaden miles de millones de subvenciones públicas, no han alterado -al cabo de 10 años-

¹Desde 2008, Grecia ha perdido más de un millón de habitantes. Se arrojan todo puerco que se ha roído, empezando por los más castigados. Entre sus diez millones de habitantes, Grecia cuenta hoy con cerca de 500.000 puercos entre 20 y 30 años menos que los que tenía en 2008.

La cura de austeridad ha hecho perder cerca de un euro de cada cinco puestos de trabajo. El desempleo ronda el 20%, a pesar del éxito de los jóvenes.

El gasto público ha bajado un 30%, y así consecuencia dramática en harido el nivel de vida. En Madrid, en Atenas, con 37 muertos.

Los más pobres de los jóvenes han bajado más de un 15% de media, y los ingresos de los jubilados se han hundido hasta la mitad.

las consecuencias de la gigantesca crisis financiera de 2007-2008.

Sus balances siguen tocados por las temerarias operaciones especulativas que habían emprendido.

El capital financiero, asediado en los límites demasiado estrechos del mercado mundial, ha perfeccionado más de lo imaginable -aprovechando la desreglamentación de los mercados financieros emprendida a partir de 1971 por el imperialismo norteamericano- técnicas financieras que le permiten sacar con la especulación su sucro inextinguible de beneficios, lo que lleva a la serie de quiebras estruendosas desde 2008.

Todos reconocen que la crisis de 2008-2012, año de cuyas principales víctimas fue el pueblo griego, fue la réplica en Europa de la crisis desarrollada en 2007-2008...

Como por casualidad, en el momento en que los expertos se preocupan de nuevo por el efecto de amarras en las bolsas europeas que puede provocar la caída del Nasdaq (en este octubre de 2018), el coro de las agencias de calificación descubre la importancia de la deuda italiana.

Tras Italia, ese mundo distinguido nos anuncia ya que se perfila el contagio en Portugal, en España y en Francia...

Se precisa la escomificación

Dicen los expertos que hay que salvar a Europa de la descombinada creencia que sus pueblos alimentan respecto de la Unión Europea, sus instituciones y sus tratados.

En realidad, lo que buscan esos señores es hacer lo que haga falta para tratar de salvar a toda costa los mecanismos que garantizan, con una brutal política de austeridad aplicada en toda Europa, el pago de las mensualidades de deudas contraídas con los bancos y fondos financieros de los que la UE es fiel instrumento.

Ahí, entran en escena las elecciones al sagrado Parlamento Europeo.

Supuestamente se enfrentan dos campos, el de los "progresistas" frente al de los "nacional-populistas". A todo costa hay que contrar la asociación en la falsa oposición de esos dos "campos" para camuflar lo esencial de la situación: el enorme rechazo, por

parte de todos los pueblos, de la política de austeridad reforzada de la Unión Europea, un rechazo que provoca una crisis sin precedentes incluso en las cambres del poder en Francia, en Alemania, en Portugal, en España, en la Gran Bretaña, aunque la Gran Bretaña no sea miembro de la zona euro y haya decidido abandonar la Unión Europea.

De un lado los Macron, Merkel, Juncker, Draghi... todos los cuales en uno u otro momento han formado parte de los estados mayores de Goldman-Sachs, Rothschild, J.P. Morgan...

Del otro, están los Salvini, Orbán... a cuya elección contribuyeron los "progresistas" como reacción contra la política de destrucción que desarrollan a la cubera de la Unión Europea.

Mal que les pese a los señores "progresistas", la resistencia de los pueblos a su política de destrucción de las conquistas sociales y políticas de la clase obrera y de las masas populares no puede identificarse con personajes como Salvini, Orbán... Presentar así es una amalgama miserable. La resistencia de los pueblos para nada conlleva desorden ni caos.

Europa bajo los golpes de la "guerra comercial" lanzada por Trump

Hay que llamar a las cosas por su nombre. En el marco del sistema de propiedad privada de los medios de producción, Europa está siendo inestablemente espulsada de los sectores determinantes del mercado mundial por la guerra comercial en toda la línea lanzada por Trump y el imperialismo norteamericano.

Las economías nacionales del continente son dislocadas por la reorganización permanente de los "cadenas de valores" que los monopolios imperialistas efectúan, concentrando sus producciones en las zonas de bajos salarios.

Europa, de la que tienen los intereses contrarios de las diferentes burguesías nacionales, condenadas ineluctablemente a la decadencia por la "guerra comercial" es incapaz de dotarse de la política común fiscal, presupuestaria y financiera que invoca regularmente, supuestamente para hacer

Muestra Carta Semanal se publica en castellano y catalán. Pódelo descargar ambas versiones en nuestra web

Azanie (Afrique du Sud)

Nous publions dans ce dossier deux contributions rédigées par notre camarade Lybon Mabasa, responsable de la IV^e Internationale en Azanie (Afrique du Sud). Ces deux textes participent du bilan nécessaire sur l'actualité du combat de la Conscience noire et du débat sur la terre, questions politiques, qui, l'une comme l'autre, traversent le mouvement ouvrier en Afrique du Sud.

La philosophie de la Conscience noire aujourd'hui

STEVE Biko (1) a qualifié la Conscience noire d'appel le plus positif qui soit venu du monde noir depuis longtemps. Dans son article phare intitulé « *La Conscience noire et la quête de la véritable humanité* », Biko affirmait que la Conscience noire allait conférer à l'Azanie, le nom qu'il privilégiait pour l'Afrique du Sud, son plus grand cadeau à tous, qu'il qualifiait de « *visage plus humain* ».

Il est à noter que dès le tout début, la Conscience noire n'a jamais relevé du taux de mélanine dans la peau, de la couleur des yeux ou des cheveux, ni même de leur texture et de leur longueur. Il faut bien comprendre que la Conscience noire s'intéressait aux conditions de vie des Noirs sous le joug du racisme institutionnel et structurel.

Le terme « Noir », tout comme « Blanc », n'avait rien à voir avec la pigmentation. C'était un terme politique qui désignait des personnes soumises à des conditions de vie inhumaines, mises et tenues à l'écart des moyens de production, en particulier de la terre, et qui avaient délibérément pris la décision de changer leur condition.

La philosophie de la Conscience noire consistait davantage à concevoir une réaction adaptée et positive à une situation imposée par les responsables de la répression et de l'oppression de la majorité de ceux que nous, les adhérents à la Conscience noire, appelions les Noirs. Pendant des siècles, les

Noirs ont souffert à la fois de l'exploitation économique et de la dégradation sociale de la part de ceux qui se sont collectivement qualifiés de Blancs ou, dans le cas de l'Afrique du Sud, d'Européens. Biko était conscient que, dans la poursuite de leurs intérêts économiques et dans la défense de la « spécificité des Blancs », ces mêmes gens avaient commis des génocides sur ceux qu'ils considéraient comme différents d'eux, à commencer par l'esclavage, la colonisa-

(1) Steve Biko (1946-1977), militant noir d'Azanie, l'un des dirigeants de la lutte anti-apartheid. Jeune étudiant en médecine, il milite dans l'organisation syndicale étudiante, la SASO. Dès 1973, le gouvernement blanc lui inflige une interdiction totale de prendre la parole en public en raison de son combat pour les droits des Noirs. Malgré cela, il organise meetings et manifestations, qui sont très violemment réprimées par le gouvernement de l'apartheid, notamment lors des émeutes de Soweto, le 16 juin 1976. Arrêté par la police le 18 août 1977, il est enchaîné et torturé durant plus de 21 heures, et est incarcéré à la prison de Pretoria, où il meurt d'une hémorragie cérébrale à la suite des coups qu'il a reçus à la tête, le 12 septembre 1977, à l'âge de 30 ans.

Lors de ses funérailles, plus de 10 000 personnes lui rendent hommage. Il est considéré comme l'une des figures du combat contre l'apartheid avec la création du *Black Consciousness Movement* (BCM) — Mouvement pour la Conscience noire. Son histoire est relatée de manière romancée par le film *Cry Freedom* (« Le Cri de la liberté »), sorti en 1987 et réalisé par le Britannique Richard Attenborough (qui s'inspire du roman de John Briley). Dans ce film, celui-ci retrace le meurtre du militant sud-africain et l'enquête entreprise par le journaliste Donald Woods.

tion, la dépossession et l'annexion concomitantes, la liste est interminable.

C'est Biko qui a déclaré que « *l'arme la plus puissante entre les mains de l'opprimeur est l'esprit des opprimés* », ce qui signifie que les oppresseurs ne cherchaient pas seulement à briser physiquement ceux qu'ils oppriment, mais aussi à les briser psychologiquement pour les rendre complaisants vis-à-vis de leur oppression, et pour leur refuser ainsi le désir, la volonté et le pouvoir de se soulever contre l'oppression et l'opprimeur.

Souvent, ceux qui refusaient de s'y soumettre firent face à des souffrances indicibles et, dans certains cas, à un génocide. Les Blancs prétendument très pieux et pratiquant l'amour du prochain pratiquèrent le génocide de ceux qui ne se soumettaient pas à leur tyrannie.

C'était le cas aux Amériques, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans bien d'autres endroits où les populations autochtones ont été exterminées pour faire place à la cupidité blanche. Ils sont également responsables du ralentissement de la croissance démographique en Afrique, comme Walter Rodney (2), le révolutionnaire guyanais assassiné, l'a démontré, documents à l'appui.

Alors que la Conscience noire et le Mouvement de la Conscience noire ont joué un rôle très important dans la lutte de libération en Azanie, leur message, leur méthode et leur stratégie — à la fois manifestes et secrets — contre le racisme blanc demeurent importants, de nos jours encore. Encore une fois, les paroles de Biko résonnent et résonnent encore lorsqu'il dit :

« Vous ne pouvez pas accepter de vous battre en duel avec votre ennemi après avoir accepté qu'il vous donne celui des deux pistolets qui est déchargé. La Conscience noire refuse de donner aux oppresseurs le droit de déterminer la manière, l'orientation et le tempo de la lutte. Le slogan le plus populaire du mouvement de la Conscience noire était "*Noir, homme ou femme, vous êtes seul*". C'est un slogan qui encourage la victime du racisme blanc à prendre le contrôle de sa lutte, en particulier la lutte pour la libération et l'autodétermination. Les Noirs devaient refuser de rester sur la touche et de devenir les spectateurs du jeu auquel ils devaient participer. La Conscience noire est au fait des luttes des peuples du monde entier, en particulier des luttes de ceux qui continuent

à faire face au fléau du racisme blanc implacable, qui se manifeste souvent même dans les organisations et les structures censées être progressistes. »

La Conférence de Berlin de 1884 fut convoquée par des pays européens dans le seul but de démembrer l'Afrique afin de partager entre eux ses ressources naturelles illimitées. Ils décidèrent de diviser et subdiviser les pays africains entre eux. La création de frontières là où il n'y en avait pas auparavant est l'exemple parfait de la portée du racisme des Blancs et de la facilité avec laquelle ils ont pu rabaisser et déshumaniser les peuples africains et leur personnalité collective. Ce démembrement reste la source de guerres sans fin, aujourd'hui encore. La philosophie de la Conscience noire visait à mettre tout cela dans une perspective correcte. Cela reste dans une large mesure la réalité de notre monde.

A ce jour, l'ONU dénonce le fléau du racisme dans le monde. C'est cette réalité qui a amené l'Organisation internationale du travail (OIT) à adopter une convention sur le racisme. Le racisme reste l'une des composantes les plus importantes de l'arsenal du capitalisme dans ses efforts toujours présents pour créer et générer plus de profits en exploitant les Noirs.

Biko nous demande en outre de « *poser les bonnes questions : nous devons trouver ce qui a dysfonctionné, où et quand ; et nous devons déterminer si notre situation (c'est-à-dire la situation du peuple noir) est une création délibérée de Dieu ou un mensonge forgé de toutes pièces par des gens assoiffés de pouvoir, dont le mobile est l'autorité, la sécurité, la richesse et le confort* ».

L'invasion, fondée sur la race, de l'Afrique et des terres d'autochtones considérés comme non-Blancs partout dans le monde, la quête de la suprématie d'une culture unique et la promotion d'une « civilisation » unique signifiaient que les « règles d'engagement avaient changé ». La politique avait changé. Le monde ne pourrait plus jamais être le même. Les avancées d'une civilisation unique, autoproclamée, qui a eu recours à la barbarie comme mode de progression révèle comment les Européens, c'est-à-dire les gens qui se

(2) Walter Rodney, né en 1942 et assassiné le 13 juin 1980 à Georgetown, est un historien et un militant guyanien de la cause noire.

considèrent collectivement comme des « Blancs », percevaient le monde. Il est problématique qu'une civilisation veuille la nouveauté et proclame sa suprématie sans être dans une situation d'émulation entre partenaires égaux qui s'efforcent d'être les meilleurs ou d'arriver au sommet.

Le comportement de l'Occident est contradictoire à différents niveaux : primo, leur civilisation a émergé au prix de la destruction de nombreuses autres ; deo, les éloges que l'Occident se fait à lui-même sont insensés, compte tenu des efforts considérables déployés pour effacer l'histoire de tous les autres peuples du monde qu'ils percevaient comme différents d'eux, les peuples « non-Blancs » du monde, selon eux.

Enfin, point pervers, absurde et barbare : cette insistance pour que les gens se fassent concurrence et se débrouillent seuls, alors que la richesse et les ressources de ceux qui sont « invités » à se concurrencer sont majoritairement aux mains de ceux-là mêmes qui ont fait acte de violence et les ont détroussés impunément, accaparant le pays, les ressources et tout ce sur quoi ils pouvaient mettre la main. Ils prétendent qu'ils sont justes et pour une concurrence « saine ». Ce dernier point révèle les contradictions du capitalisme, en particulier en ce qui concerne le libéralisme et l'économie de marché, qui semblent prétendre que la pauvreté des pays prétendument en voie de développement, c'est-à-dire du monde noir, est le fruit du hasard et non d'une politique préméditée et sciemment appliquée. La philosophie de la Conscience noire reconnaît que la souffrance des Noirs est un développement historique et un processus dialectique. Malcolm X (3) a fait remarquer que « *les Blancs n'ont aucun droit de demander aux Noirs s'ils les aiment ou non : c'est comme un violeur qui dit "Tu m'aimes ?" à sa victime* ».

Biko a fait remarquer que les Blancs nous donnent des coups de pied et la méthode pour gérer les coups de pied.

En 1967, Stokeley Carmichael (4) avançait ceci :

« Notre ennemi est la société impérialiste occidentale blanche. (*Notez que nous utilisons le terme société occidentale blanche par opposition à la civilisation occidentale blanche. L'Occident n'a jamais été civilisé. Il n'a aucun droit de se qualifier de civilisation.*) Notre combat consiste à renverser ce système qui se nourrit et se développe

par l'exploitation économique et culturelle de peuples non-Blancs, non-Occidentaux : le Tiers Monde. »

Il est clair, d'après ce qui précède, que la politique noire ne concerne pas l'amour de l'humanité, en particulier lorsque son humanité a été niée. L'attrait universel de l'amour, et qui fait intervenir le concept d'Ubuntu (*humanité*) dans la discussion, est plausible, mais non pratique et politique. Dans le même temps, le mouvement de libération noire ne prête aucune attention aux conseils de l'opresseur et affirme que les 400 dernières années ont été une période de barbarie. Stokeley a raison de considérer la modernité et la société occidentale hors du champ de la civilisation — il a souligné qu'elles n'ont jamais été civilisées. La philosophie de la Conscience noire est une philosophie de combat qui répond dialectiquement aux vices du pouvoir, tout en s'inspirant d'idéologies antérieures. Elle trouve sa pleine expression dans l'opinion selon laquelle « *le pouvoir ne concède rien sans exigence* ».

La dignité propre, l'authenticité et l'indépendance sont inscrites dans la résistance et le mouvement de libération des Noirs. En même temps, la décolonisation ne peut être réalisée que dans le cadre du paradigme du pouvoir. Un pouvoir pour lequel on a combattu et qui n'a pas été donné par générosité. Cornel West (5) a souligné qu'« *il ne faut pas confondre justice et charité* ». Une déclaration significative dans le cas de la démocratie sud-africaine.

L'accord de la CODESA (6) de Kempton Park a eu tort de donner la priorité aux

(3) Malcolm X, également connu sous le nom d'El-Hajj Malek El-Shabazz, né en 1925 et mort assassiné en février 1965 à Harlem, était un militant afro-américain et des droits de l'homme. Il était un défenseur impliqué des droits des Afro-américains ayant mis en accusation le gouvernement fédéral des États-Unis pour sa ségrégation de la communauté noire.

(4) Stokeley Carmichael (1941-1998), aussi connu sous le nom de Kwame Ture, était un militant noir américain originaire de Trinité-et-Tobago, responsable du Comité de coordination des étudiants non violents (*Student Nonviolent Coordinating Committee – SNCC*) et du *Black Panther Party*.

(5) Cornel Ronald West, né en 1953, est un philosophe américain spécialiste des religions. Après avoir enseigné à l'université Harvard, il est professeur d'histoire sur les Noirs américains à l'université de Princeton.

(6) *Convention for a Democratic South Africa* (Convention pour une Afrique du Sud démocratique – CODESA) réunie au World Trade Center de Kempton Park en décembre 1991. Connue aussi sous le nom des accords de Kempton Park.

Blancs d'Afrique du Sud et de vouloir apaiser leurs craintes au détriment des Noirs et de leurs désavantages accablants. Le bidule appelé Commission de vérité et réconciliation, selon les termes de l'accord, visait à créer des conditions de pardon et de réconciliation entre Blancs et Noirs sans que les Blancs ne cèdent ou ne renoncent à leur situation privilégiée. Le Mouvement de la Conscience noire n'a pas seulement rejeté l'accord, mais a poursuivi la commission devant les tribunaux au motif qu'elle refusait aux Noirs, à la majorité noire, une vraie justice noire, et banalisait leur souffrance aux mains des colons assassins blancs en maraude. Et là aussi, c'était comme si une souris avait plaidé sa cause devant un conseil de chats. Nous n'avions aucune chance et nous devions perdre pour que le cauchemar de la CODESA perdure. A ce jour, les Blancs, du haut de leur arrogance, attendent toujours des Noirs qu'ils comprennent qu'ils ne voulaient pas mal faire en les opprimant.

En tant que membres du BCM (7), nous sommes d'accord avec Kwame Ture (anciennement Stokely Carmichael) et le politologue Charles V. Hamilton (8) lorsqu'ils déclarent :

« Si le racisme des Noirs est ce que craint la société dans son ensemble, nous ne pouvons l'aider. Nous ne pouvons qu'affirmer ce que nous espérons, compte tenu du fait que la situation actuelle est inacceptable et que nous n'avons d'autre choix que de travailler pour le Black Power. Au final, la société blanche n'a pas le droit d'être rassurée, même si c'était possible. »

Dès le début, le Mouvement de la Conscience noire était conscient que les négociations entre l'ANC, ses alliés et le régime ne profiteraient ni à la majorité noire ni à l'instauration d'une république noire, car c'était là le véritable objectif de la lutte de libération. Dans l'état actuel des choses, le projet de la CODESA est achevé et le cauchemar n'a pas cessé pour notre peuple. Dans l'ensemble, nous restons misérables et sans terres. Quant à ceux qui ont participé aux négociations de Kempton Park, ils ont retourné leur veste.

Il est important de fournir cette introduction comme préalable à la question de la Conscience noire. Alors que l'intelligentsia et les mouvements étudiants non-blancs ont pris conscience de l'impératif de libération comme élément central du discours pratique

et intellectuel, le Mouvement de la Conscience noire a souligné qu'il ne pouvait y avoir de négociation entre gens inégaux, ce qui donne foi à la déclaration suivante : « *Ce que vous n'avez pas gagné sur le champ de bataille ne le sera probablement pas autour de la table des négociations.* »

La question de la pertinence du pouvoir et des relations de pouvoir entre l'opprimé et l'opresseur a toujours orienté la dialectique du Mouvement de la Conscience noire.

C'est pour la même raison qu'il y a eu un report d'allégeance des vieilles traditions, en particulier la tradition électoraliste, qui réduisait la lutte pour la libération à une simple lutte pour les droits civiques, à la tradition qui s'attaque au pouvoir.

Par conséquent, pour le Mouvement de la Conscience noire, ce n'est pas un phénomène majeur que l'Afrique du Sud s'empare de la liberté par la rhétorique, mais que l'écho en soit dénué de réalité : il y a toujours eu des soupçons envers les non-Blancs et des mesures de pure forme en politique aussi bien que dans l'histoire et le discours de ce pays. Le poète jamaïcain Bob Marley a déclaré : « *Nous saurons bientôt qui sont les vrais révolutionnaires.* » Nous devrions nous demander si le fondement de la lutte de libération a bénéficié des acquis d'une lutte révolutionnaire.

Les nuages confus de la CODESA se dissipent, comme nous l'avions prédit. Pour la première fois, les Noirs critiquent ouvertement le « *miracle arc-en-ciel de Mandela* », qui n'a guère soulagé les Noirs. Les véritables luttes de notre peuple, qui ont été escamotées et remises aux calendes grecques par Mandela et l'ANC, comme la lutte pour la terre et la liberté économique, occupent aujourd'hui une place centrale. Le parti au pouvoir, l'ANC, est pris au dépourvu et ne sait vraiment pas quoi faire de la situation.

La question de la terre n'a jamais été leur problème. Ils continuent de se disputer sans cesse au sujet de « pas de racisme » sans vraiment s'opposer au racisme. C'est pourquoi le Mouvement de la Conscience noire dit que nous sommes antiracistes. Nous nous

(7) *Black Consciousness Movement* (BCM) — Mouvement pour la Conscience noire.

(8) Charles Vernon Hamilton, né en 1929, est un militant des droits de l'homme américain, professeur de sciences politiques à l'université de Columbia.

engageons et combattons consciemment le racisme partout où nous le rencontrons.

Il est vrai que la liberté est encore à venir en Afrique du Sud. Ce n'est certainement « *pas encore Uhuru* » (9) et nous appelons les Noirs à revenir à la Conscience noire non pas en tant qu'expression culturelle comme le voudraient nos détracteurs, mais en tant que mouvement révolutionnaire qui continue à se battre pour la majorité noire et pour une république noire.

Le Mouvement de la Conscience noire a été délibérément relégué aux biographies historiques et politiques par le parti au pouvoir et ses alliés, qui redoutent son message très convaincant et passent ses buts sous silence, en particulier à présent qu'il y a une prise de conscience grandissante que l'analyse du Mouvement était juste depuis le début.

Le SNCC (10) et le Black Panther Party (11) avaient identifié la révolution comme un processus évolutif, ce qui signifiait que de la lutte émergeraient ses propres dirigeants, en réaction aux conditions actuelles, mais aussi rattachés au passé.

Il est regrettable que le discours sur la race et la classe semble éluder la question de la libération, c'est-à-dire celle des Noirs. La différence fondamentale et idéologique entre la SASO (12) et le NUSAS (13) — l'organisation étudiante blanche dont Steve Biko s'est dégage —, outre le privilège blanc (le privilège blanc est important), reposait sur les conceptions de la question de la race et de la classe. Le Mouvement de la Conscience noire s'est attelé à la question de la race et a fait remarquer qu'il était dans une certaine mesure complexe d'en débattre hors du cadre du capitalisme, dont la nature de la suprématie blanche est empreinte et qui assure la pérennité du privilège blanc dans le monde noir.

C'est cette même conception que nous avons quand nous avons adopté le Manifeste du peuple azanien lors du Forum national de Hammanskraal, en 1983. Nous avons déclaré que notre lutte était dirigée contre un système historiquement composé de racisme et de capitalisme, démontrant clairement que, comme partout dans le monde, le capitalisme utilisait le racisme pour cultiver ses profits.

L'intelligentsia blanche, l'Union nationale des étudiants sud-africains blanche (NUSAS) à l'époque, a dû ajouter la question de la race à son analyse de classe, et le

Mouvement de la Conscience noire (SASO) a dû intégrer dans son discours politique la combinaison classe/race en Afrique du Sud pour comprendre le pouvoir. Cela signifiait que le Mouvement de la Conscience noire devait considérer l'Afrique du Sud comme un pays raciste de nature fondamentalement capitaliste, en particulier l'industrie, les banques, les mines, etc.

Le langage par lequel le Mouvement de la Conscience noire développait ses idéaux politiques était important, surtout pour dire ce que signifiait être Noir : il fallait exprimer la négritude dans un cadre politique et non faire du sensationnalisme sentimental. Cette distinction est importante dans un pays qui a eu des présidents non-Blancs, qui n'ont pas réussi à aborder la question raciale.

De plus, ces présidents non-Blancs ont renforcé la philosophie de la Conscience noire en décidant de proclamer qui était Noir et qui ne l'était pas. Cette identification a contribué à dévoiler au grand jour le pouvoir et le système capitaliste profondément enracinés en Afrique du Sud : des pharaons qui nous ressemblent, mais qui ont fait allégeance au pouvoir.

Lors du débat organisé par le syndicat étudiant de l'université d'Oxford en 1964, Malcolm X avait déclaré qu'il existait une « *vague révolutionnaire* » et de résistance universelle. Résistance dont il disait qu'elle ne s'opposait pas aux Etats-Unis, à la France, etc., mais plutôt que c'était un mouvement révolutionnaire contre ceux qui étaient au pouvoir. Il faisait remarquer que les gens qui étaient au pouvoir en avaient fait mauvais usage et que nous vivions une

(9) Terme swahili désignant la liberté.

(10) Comité de coordination des étudiants non violents (*Student Nonviolent Coordinating Committee* — SNCC) organisation étudiante américaine.

(11) Le *Black Panther Party* est un parti révolutionnaire de libération afro-américaine se réclamant du marxisme. Il a été constitué en 1966 en Californie. L'organisation est connue pour son programme « *Free Breakfast for Children* » et l'utilisation du terme « *pigs* » (cochons) pour décrire les agents de police corrompus. Il se réclame des mouvements anti-impérialistes.

(12) *South African Students Organisation* (SASO), organisation des étudiants sud-africains, dont Steve Biko fut le premier président élu.

(13) *National Union of South African Students* (Syndicat national des étudiants sud-africains — NUSAS).

période de changement — qu'il fallait changer la situation misérable dans laquelle le monde se trouvait. Figure évocatrice du Mouvement de la Conscience noire, une véritable humanité à visage humain, Malcolm X, le nationaliste noir et le panafricaniste, comprenait qu'un discours dialectique sur la libération signifiait une période d'extrémisme pour défendre la liberté.

La position de Malcolm X a changé intellectuellement le discours du nationalisme noir et même du panafricanisme. Cela a ouvert la voie au pouvoir noir et aux opprimés du monde pour leur permettre de faire face à un ennemi commun, qui s'est manifesté sous différentes formes selon l'endroit où il entendait dominer et soumettre. Pour certains Noirs, cela s'exprimait par la carte de la race, ce qui voulait souvent dire parler de race et faire un retour à notre culture à travers la décolonisation, par exemple, c'est-à-dire que nous aurions pu arriver à nos fins si nous étions retournés à l'Afrique d'antan. Biko a démontré en 1977 que ce phantasme nostalgique du passé, qui nous avait souvent donné des leaders nationalistes, devait être détruit.

Biko a mis en garde contre cet enthousiasme pour le passé. Il faisait remarquer que les Noirs ne devaient pas s'unir pour se soumettre collectivement à l'impérialisme, il insistait sur la nécessité pour le peuple noir d'un nouveau cadre économique et d'un ordre socialiste. Il expliquait que la véritable libération ne deviendrait réalité que lorsque le système raciste d'oppression et d'exploitation aurait été supprimé.

Répondant à une attaque contre le socialisme, il déclarait que, de même que les Noirs n'avaient jamais vécu dans un Etat socialiste,

ils devraient apprendre à vivre dans un Etat socialiste, et que c'était le rôle de l'avant-garde d'y préparer les masses. Il pensait que le Mouvement de la Conscience noire jouerait un rôle majeur dans ce mouvement.

Lorsque, en 1978, le Mouvement de la Conscience noire a adopté publiquement une analyse de classe et de race, nous avons perdu le soutien des organisations sympathisantes qui souhaitaient que les anciennes relations économiques restent en place.

La plupart de ces organisations souhaitaient que le BCM promût et soutînt les politiques favorables au marché. Elles étaient mal à l'aise avec une politique qui préconisait une rupture totale avec l'impérialisme. Ils auraient été heureux si nous nous étions réduits à une simple organisation anti-apartheid plutôt qu'à un mouvement de libération, car cela signifiait que nous recherchions un véritable pouvoir politique tel qu'il existait, et non pas simplement tel qu'il était perçu.

Les déclarations du procès de la SASO selon lesquelles « *nous ne sommes pas anti-Blancs, mais pro-Noirs* », et, comme le disent les Black Panthers, « *nous ne sommes pas anti-Blancs, mais anti-oppression* », en étaient l'expression la plus achevée. Le mouvement de libération des Noirs s'attaquait au pouvoir, et cela en effrayait beaucoup qui aimaient un mouvement esthétique avec une phraséologie radicale au lieu de la clarté politique. C'est un point important pour les prétendus partisans de la décolonisation et autres renégats ou détracteurs de la philosophie de la Conscience noire. A ce jour, la philosophie de la Conscience noire consiste en la prise de pouvoir par la majorité noire pour créer une république noire.

Réforme agraire : le débat en cours

LORS de la conférence de décembre du parti au pouvoir, l'ANC (1) a pris position sur la réforme agraire. L'ANC a décidé de poursuivre un programme d'expropriation des terres sans indemnisation et de soutenir un amendement de la Constitution issue des accords de la CODESA (2), qui s'appuyait sur la clause relative à la propriété, principe constitutionnel légalisant le vol de terres du peuple noir autochtone, la majorité noire.

Cette résolution a été saluée comme une nouvelle ère de la politique sud-africaine. Le sentiment général était que le bon sens l'avait enfin emporté. La résolution était également alignée avec l'orientation d'EFF (*Economics Freedom Fighters/Combattants de la Liberté Economique*, parti de Julius Malema) (3) au Parlement sud-africain. Alors que, par le passé, les chances de parvenir à une telle résolution étaient impensables, en particulier lorsque l'ANC disposait d'une majorité écrasante au Parlement, cette fois-ci, avec l'accord entre les deux partis, ça allait être une promenade de santé. Cela fut en effet une simple formalité. La question était de savoir comment cela devait être mis en œuvre.

Le Parlement s'est mis d'accord sur de larges consultations sur la question, invitant différentes communautés à trouver un accord, mais, en réalité, l'ANC avait peur de la réaction des Blancs, ceux-là mêmes à qui Mandela avait promis de ne pas prendre leurs terres. Les Blancs ont dit d'une seule voix qu'ils ne soutenaient pas la tentative de modification de la Constitution pour donner « leur terre » aux Noirs. Les accords de la CODESA leur avaient donné les terres en appliquant le principe du « vendeur consentant, acheteur consentant » (les Noirs avaient le droit de racheter les terres que les Blancs voulaient bien vendre). Compte tenu de la façon dont les Noirs avaient perdu la terre et de leur niveau de pauvreté, cela voulait tout bonnement dire que le statu quo serait maintenu. Cela voulait dire que les Noirs n'avaient pas l'ombre d'une chance de devenir propriétaires terriens. Mandela et l'ANC avaient utilisé ce tour de passe-passe pour trahir les Noirs.

Comme si cela ne suffisait pas, certains des piliers de l'ANC, tels que l'ancien président Thabo Mbeki, ont ouvertement critiqué la résolution et la tentative de modification de la Constitution, affirmant que cela était contraire à la politique et à la tradition de l'ANC. L'ANC n'appelle jamais les Noirs seuls « notre peuple ».

Pour eux, ce terme ne peut être utilisé que pour désigner toutes les personnes, Noirs et Blancs. Ils affirment que toute tentative de prendre des terres aux Blancs les éloignera de l'ANC et entraînera des divisions au sein de l'organisation. Voilà pourquoi les Blancs sont de plus en plus arrogants. Ils sont conscients que l'ANC les soutiendra même si cela se fait au détriment de la majorité noire.

Mbeki est allé jusqu'à affirmer que l'ANC avait toujours clairement énoncé sa position dans la Charte de la Liberté, dont la déclaration liminaire dit que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, Noirs et Blancs. En substance, l'ANC ne reconnaît pas la colonisation de notre pays, qui s'est accompagnée d'une violence absolue (lynchages, passages à tabac, viols et meurtres) et, par-dessus tout, du vol de terres. La pauvreté des Noirs est le résultat direct de la colonisation et du vol de terres.

Les défenseurs de la ligne historique de l'ANC ont également argué du fait que ceux qui soutiennent la résolution ne sont pas membres de l'ANC depuis longtemps. Ce qui importe le plus pour l'ANC, c'est de protéger les droits des minorités aux dépens de la majorité noire.

(1) *African National Congress* (Congrès national africain – ANC) : parti sud-africain membre de la If Internationale socialiste. Interdit pendant l'apartheid, il est légalisé en février 1990. En 1994, le président de l'ANC, Nelson Mandela, devient président de la République sud-africaine.

(2) *Convention for a Democratic South Africa* (CODESA), cf. note 6 ci-dessus, page 53.

(3) Julius Sello Malema, né en 1981, est un militant politique sud-africain. Membre des pionniers du Congrès national africain (ANC) dès 1990, il devient président de la ligue de jeunesse du Congrès national africain (ANCYL) en 2008. Connu pour ses propos et ses discours en rupture avec le pouvoir blanc, il se sépare de l'ANC en 2012. En 2013, il fonde son propre parti politique, l'EFF.

Actuellement, le parti au pouvoir ne sait plus où donner de la tête. En fait, ils ne semblent pas savoir quoi faire, en particulier pour les élections législatives de l'an prochain. Ils doivent à la fois essayer d'apaiser les Blancs et de gagner le soutien des Noirs. Cependant, tout cela n'est pas nouveau : au fil des années, l'ANC a réduit notre lutte de libération à une simple lutte pour les droits de l'homme et les droits civiques. C'est ce qui a rendu Nelson Mandela populaire dans le monde entier. Il n'a jamais été perçu comme un libérateur de son peuple, mais plutôt comme un grand combattant et un héros des droits de l'homme et des droits civiques.

Lorsque nous soutenons l'appel à l'expropriation des terres sans indemnisation, nous n'oublions pas que les Blancs n'ont aucun droit légal sur notre terre ni que nous l'avons perdue à cause de la colonisation.

Notre exigence est au minimum la reconquête et la restitution de nos terres. L'ANC a toujours dit qu'en Afrique du Sud, il y avait eu une colonisation d'un genre particulier. Nous disons que c'est de la foutaise : il y a bien eu conquête et colonisation du pays. Nous continuerons à soutenir toute tentative visant à rendre la terre à notre peuple.

Nous pensons également que le projet socialiste ne peut être construit et que la richesse ne peut être distribuée équitablement sans que la majorité noire ne reconquière ses terres volées. Nous considérons que c'est la base même de la résolution du programme de réforme agraire en Afrique du Sud. Le parti au pouvoir et ses satellites, au sein et en dehors du gouvernement, sont totalement incapables de fournir une solution durable à ce problème.

Azanie :

le droit à la terre de la majorité noire

**Intervention de Lybon Mabasa
lors d'une réunion de la IV^e Internationale
le 7 septembre 2018 à Paris (1)**

“**D**'ABORD une anecdote. Il y a vingt minutes, en ouvrant Facebook, j'ai vu quelque chose d'intéressant. Une militante de Rotterdam écrit à mon sujet : toi, Lybon Mabasa, Mukabela, tu as peut-être été mis au monde par la sage-femme Veronica Sobukwe. Veronica Sobukwe (2), nous l'avons enterrée il y a deux semaines. Elle était la femme d'un des dirigeants qui avaient conduit la bataille contre l'apartheid le 21 mars 1960 après le massacre de Charleville, quand le système de l'apartheid avait tué 69 Noirs, en avait blessé plusieurs centaines et arrêté encore beaucoup d'autres.

En 1960, j'avais 8 ans. Robert Sobukwe (3) était devenu un leader en Afrique du Sud, qui était bien plus connu que Nelson Mandela. Il avait été arrêté et condamné à trois ans et demi de prison, et, chaque année, le régime de l'apartheid passait une nouvelle loi par laquelle il condamnait Sobukwe non seulement à ne pas passer en jugement, mais à être en isolation totale sur l'île de Robben Island. Il a finalement été empoisonné à Robben Island et il est mort en février 1968. Et à l'époque, j'étais encore très jeune. Mais personne ne s'est rendu à Kimberley pour ses obsèques. Moi et un autre jeune garçon, nous nous sommes rendus à Kimberley auprès de Veronica, et nous avons aidé, au nom d'autres jeunes garçons, à organiser les funérailles de Robert.

Et donc, cette femme qui m'écrivait de Rotterdam me rappelait que Veronica, jusqu'au dernier moment, s'est rappelée de ce qu'elle appelait « ses garçons ». D'une certaine manière, Charleville annonçait le massacre de Marikana de 2012, où, cette

fois, c'est le prétendu régime démocratique qui a tiré sur des mineurs non armés, qui en a tué 40, qui a laissé des centaines de blessés.

Ce régime mis en place par Mandela, ce régime qui était soutenu par tous les pays, c'est ce régime qui a tué des ouvriers et des mineurs.

Dans la présentation de cette réunion, on a dit que j'étais un membre de la IV^e Internationale. Je me suis effectivement engagé à mener le combat engagé par Trotsky contre le capitalisme et l'impérialisme.

Nous ne le faisons pas parce que c'est à la mode ou parce que c'est facile, nous le faisons parce que nous nous sommes engagés à combattre pour la classe ouvrière, pour les peuples opprimés et, par exemple aujourd'hui, pour les réfugiés.

“CAMARADES” !

En 1982, quand je suis sorti de prison avec un bannissement de cinq ans, j'ai décidé de reprendre mon engagement politique. Nous avons fait quelque chose qui a changé le mode de pensée et la politique de notre pays. Les

(1) Des extraits de cette intervention ont été reproduits dans *La Lettre de La Vérité*, n° 916 - 7 septembre 2018.

(2) Veronica Sobukwe, née en 1927, est morte le 15 août 2018 à Graff Reinet, à l'est du Cap (Afrique du Sud).

(3) Robert Sobukwe (1924-1978) rompt avec l'ANC pour fonder le Congrès panafricain (*Pan African Congress - PAC*) en 1959. Son discours influencera de nombreux jeunes militants noirs, ainsi que le Mouvement de la Conscience noire (*Black Consciousness Movement*). Arrêté à la suite du massacre de Shapeville, il est condamné à trois ans de prison, puis emprisonné à l'île de Robben Island où il sera empoisonné.

gens dans notre pays avaient peur de s'appeler camarades. Parce qu'il y avait deux lois : l'une qui s'appelait la loi pour la suppression du communisme, et l'autre, la loi pour la suppression du terrorisme. Et si vous étiez reconnu coupable d'une infraction à l'une ou l'autre des deux lois, vous étiez condamné à 5 ans et envoyé à Rubben Island.

Lorsque j'étais au congrès national de l'AZAPO, j'ai dit : « *Nous n'avons pas à être nos propres geôliers, nous n'allons pas nous-mêmes nous empêcher de nous appeler camarades.* » Donc, j'ai proposé que nous nous appelions entre nous camarades. « *Vous ne devez pas accepter de vous limiter, de vous assurer parce que l'apartheid limitait notre activité.* » Mandela avait été envoyé en prison sans même avoir appelé quiconque camarade, Steve Biko avait été emprisonné sans appeler quiconque camarade, et on s'appelait entre nous « frère », « sœur ».

Et donc, à partir de 1982, dans ce congrès, les militants noirs d'Afrique du Sud ont commencé à s'appeler « camarades », et c'est nous qui avons réalisé cela. Nous avons changé ainsi l'attitude des militants pour aider notre peuple à combattre.

En décembre dernier, nous avons participé à la conférence mondiale ouverte. Nous avons repris l'engagement de lutter contre la guerre et l'exploitation des travailleurs et des peuples, de créer les conditions pour faire connaître le programme de la IV^e Internationale en Afrique et ailleurs dans le monde, et notamment en Afrique. Des participants à la première session du Comité international de liaison et d'échanges qui s'est constitué après la conférence mondiale ouverte, des militants de onze pays d'Afrique ont décidé de se rencontrer dans une conférence à Lomé pour discuter du combat et de la représentation politique.

LA TERRE À LA MAJORITÉ NOIRE !

Vous savez que le gouvernement de l'ANC, qui a toujours été très hostile à toute réforme agraire, vient d'annoncer qu'il était prêt à exproprier la terre. Nous savons bien sûr que l'on ne peut pas faire confiance à ce gouvernement. Nous savons que le gouvernement de l'ANC ne combat pas pour la terre à la majorité noire. Nous savons que le gouvernement de l'ANC est totalement soumis aux institutions internationales financières du FMI et de la Banque mondiale. Donc, par exemple, ils osent poser la ques-

tion : est-ce qu'on doit changer la Constitution pour faire une petite réforme agraire ? Quelle question stupide ! La question, c'est le droit à la terre de la majorité noire. La question, ce n'est pas de demander à la majorité noire s'ils veulent une modification constitutionnelle. Ils veulent la terre.

Si l'on pose la question aux propriétaires noirs, ils disent : « *Ah non, non, nous on veut garder la terre, mais on ne veut pas non plus de modification constitutionnelle...* » Mais quand ils posent la question à la majorité noire, parce que l'année prochaine, ce sont les élections, les Noirs répondent : « *Nous, on veut la terre.* »

Nous, nous répondons : on n'est pas d'accord avec ce terme d'expropriation, parce que, expropriation, cela voudrait dire qu'il y aurait des propriétaires légaux. Cela signifie que les Blancs possèdent légalement la terre en Afrique du Sud. La terre a en fait été volée au peuple noir par la violence, le vol, le pillage, les viols... Nous ne parlons pas d'expropriation, ce que nous voulons, c'est la reconquête de la terre. On ne veut pas renégocier la réforme agraire, parce que ceux qui nous ont volé la terre n'ont pas à négocier. Quand l'ANC est allée négocier avec le régime de l'apartheid, ils ont maintenu le droit de la propriété. Nous, on est pour, inconditionnellement, se débarrasser de la Constitution actuelle et pour une Assemblée constituante indépendante qui crée de nouvelles institutions sur de nouvelles bases.

Nous voulons la reconquête de la terre et le fait qu'elle soit redonnée à la majorité. Nous ne voulons pas d'une situation comme au Zimbabwe, où l'on parle de redonner la terre aux propriétaires blancs, ou en Namibie, où l'on parle d'indemniser la tribu principale.

La majorité noire n'autorise personne à parler en son nom, elle demande des explications. Et nous irons à l'ONU pour expliquer cela, pour expliquer par exemple avec nos camarades algériens que c'est le même combat qui est mené, que ce soit pour l'annulation de la dette, que ce soit pour casser les chaînes imposées par l'impérialisme ou contre la guerre. C'est un même combat, et nous irons à l'ONU pour le dire.

Nous nous sommes réunis pendant deux jours, nous avons réaffirmé notre engagement, le vôtre, le nôtre, pour mener le combat contre l'impérialisme. »

Le combat pour la république noire

Au mois de juin 2004, une délégation de la section azanienne de la IV^e Internationale a participé à une séance de travail avec le secrétariat international. Les échanges qui ont eu lieu ont permis de débattre de l'appréciation à avoir sur la situation politique en Azanie et de déterminer les tâches qui en découlent pour la IV^e Internationale.

Au centre de cette discussion, l'importance décisive du combat pour la république noire, qui concentre l'orientation de la construction de la section de la IV^e Internationale dans ce pays.

Nous avons jugé utile de revenir sur cette discussion en reproduisant des extraits de l'intervention du camarade Pierre Lambert (1).

“**I**L y a bien sûr plusieurs problèmes qu'il est nécessaire de débattre entre nous. Le problème de la question nationale est évidemment central, mais il ne se pose pas exactement de la même façon selon les pays.

Il est évident qu'en Azanie, la question nationale, c'est la question noire.

En Palestine, c'est la question des Palestiniens, mais la forme n'est pas la même parce que nous luttons par exemple en Palestine pour un seul Etat, pour un seul Etat garantissant les droits égaux pour les Arabes et les Juifs. Nous sommes contre deux Etats en Palestine. En Azanie, c'est la question noire qui est au centre, et à partir de là se pose le problème de la nature de l'Etat, et, partant, de la nature du parti dont la population noire a besoin en Azanie. L'histoire a défini ce parti, à partir de la Conscience noire, c'est le parti noir. Et sur ce terrain-là, il est bien évident que l'ANC, les staliniens et les pablistes ont toujours été contre.

Quand Neville Alexander (2) est venu à Paris, il y a très longtemps, c'est cette question-là qui a provoqué la rupture entre lui et nous. C'est-à-dire qu'il était contre un parti noir.

Tout à l'heure on va discuter, on va parler de la question syndicale, de la COSATU (3). L'histoire a connu des batailles gigantesques qui se sont terminées par des vic-

toires ou des défaites, des demi-défaites, des demi-victoires, et il semblait que ce pour quoi les masses s'étaient organisées pour combattre pour leurs intérêts avait disparu. Ma longue expérience m'a appris que les choses changent. Il y a des moments où les masses en France, par exemple, en posant le problème de la grève générale de juin 1936, ont posé le problème de la révolution prolétarienne en France, qui a été amenée à la défaite par les staliniens et les dirigeants du Parti socialiste constituant ensemble le Front populaire.

A partir de la défaite, vous savez, les ouvriers français, vous pouviez leur dire n'importe quoi, ils ne bougeaient pas. Pendant un an, pendant deux ans, en 1939, en 1940, c'était la nuit. Et puis, en 1942, ça a recommencé, et ensuite nous avons connu une crise révolutionnaire en 1944-1945, et les liens avec les événements de juin 1936 s'étaient renoués. Je reviendrai sur la question nationale, mais je voudrais parler de la COSATU.

(1) L'intervention de Pierre Lambert a été reproduite dans *La Lettre de La Vérité*, n° 706 - 16 novembre 2012.

(2) Neville Alexander (1936-2012), universitaire et militant sud-africain, a passé dix ans à Robben Island (1964-1974) en tant que prisonnier codétenu de Nelson Mandela.

(3) *Congress of South African Trade Unions* (Congrès des syndicats sud-africains – COSATU).

Les formes qu'ont prises, que prennent encore dans tous les pays les organisations syndicales ne sont pas identiques. On peut dire que dans les authentiques syndicats, les traits nationaux de chaque pays s'expriment. Par exemple, si l'on regarde les Etats-Unis, le mouvement ouvrier fondamental qui a constitué les syndicats était l'IWW... Elle a disparu. Durant les années difficiles pendant lesquelles elle existait s'est constituée l'AFL. En fait, c'était une organisation de jaunes. Et ensuite, la classe ouvrière américaine a constitué en 1935 le CIO, qui a renouvelé complètement le mouvement syndical. Le CIO, constitué à partir de la plus intense lutte de classe, a ensuite fusionné avec l'AFL dans l'AFL-CIO, où coexistent tous les courants.

La classe ouvrière noire est-elle ou non derrière la COSATU ? Elle est trahie par un appareil, comme ils ont fait en France.

La question se pose : faut-il, en trouvant les formes particulières, entrer dans la COSATU pour préparer les conditions où la classe ouvrière, le peuple noir, reprendra tout son combat, qu'il n'a pas perdu, d'ailleurs ? C'est la première question.

Maintenant, la deuxième question, qui sans doute revient à la question nationale : la forme que prend la solution de la question nationale n'est pas la même dans chaque pays.

Il y a eu quelque chose de particulier en Azanie : c'est la constitution de la Conscience noire, qui rejoint ce qui se passe et s'est passé aux Etats-Unis avec la minorité noire. Parce que aux Etats-Unis aussi le mot d'ordre du parti noir est indispensable.

Quelle est la raison pour laquelle il est indispensable ? Parce que, à partir de la trahison qui a eu lieu au moment où l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle a été imposée, s'est reconstituée une conscience collective des Noirs. Et l'esclavage étant fini, les formes d'exploitation ont changé complètement.

Le mouvement ouvrier noir aux Etats-Unis n'a pas le même développement que le mouvement ouvrier noir en Azanie. Et pourtant, il se trouve dans des conditions dans lesquelles pour s'affirmer politiquement, en relation même avec son histoire, il a besoin de se constituer comme un parti noir, lequel en Azanie, en raison de son histoire et de la constitution de la Conscience

noire, est l'élément fondamental dans la prise de conscience des populations noires. Le parti noir est indispensable. La question nationale en Azanie, c'est le parti noir, c'est la question noire. Et la question noire, c'est le parti noir. Aux Etats-Unis, le problème du parti noir, c'est le parti qui doit se constituer comme partie intégrante du Labor Party, parti ouvrier basé sur les syndicats, où combattent et s'organisent travailleurs noirs et travailleurs « blancs », mexicains, etc. Le parti noir étant, je le répète, partie intégrante du Labor Party.

On n'est pas dans la même situation en Azanie.

Les ouvriers noirs aux Etats-Unis, dans la situation historique dans laquelle ils sont, ont besoin de s'affirmer comme tels. Mais pas comme une nation. Il n'y aura pas de nation noire aux Etats-Unis.

Il y a bien d'autres questions qu'il me sera impossible d'aborder. Mais je voudrais revenir sur une question importante : le problème financier, dont je ne doute pas qu'il est extrêmement important.

En 1958, l'organisation française était quasiment en situation de déliquescence à peu près totale. Avec le petit noyau dont je fais partie, sachant ce que Lénine écrivait sur le journal, nous avons pris la décision de reconstituer l'organisation, donc ses finances, autour du journal. Et j'ai dit : ceux qui veulent nous lire devront payer.

Informations ouvrières était au départ un bulletin ronéotypé, dont 650 numéros ont paru (...). Et à partir de là, nous avons reconstruit l'organisation et les finances.

Je dirai pour ma part que je ne connais pas les traditions de l'Azanie, mais je pense que ce que Lénine disait en 1903 a démontré son efficacité pour la Russie. C'est dans ce cadre que l'on doit discuter et déterminer les liens de solidarité entre l'Internationale et l'organisation en Azanie.

Maintenant, une dernière question importante : les rapports entre le SOPA (4) et la IV^e Internationale. Cette question, d'ailleurs, démontre à quel point les problèmes qui se trouvent posés en Azanie font partie des problèmes qui existent dans tous les pays. Il n'y a pas de spécificité azanienne sur cette question. Le mouvement ouvrier s'est constitué à partir de la

(4) *Socialist Party of Azania* (Parti socialiste d'Azanie - SOPA).

Première Internationale comme mouvement ouvrier indépendant et, à chaque étape, à partir de la II^e Internationale, il y a eu la trahison de l'appareil dirigeant. Et l'appareil stalinien de la III^e Internationale a trahi. Et la IV^e Internationale a été constituée sur la base d'un programme qui explique que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Dans les conditions de la constitution de la IV^e Internationale, avec l'assassinat des vieux-bolcheviks qui étaient ceux qui, normalement, auraient dû être avec nous, la IV^e Internationale et ses organisations ont été terriblement isolées dans la lutte de classe. C'est la raison pour laquelle fin 1940-début 1941, un certain nombre de camarades dont moi-même, qui n'étaient pas des ouvriers, sont rentrés en usine pour voir si la lutte de classe existait.

Alors, à l'intérieur même de la IV^e Internationale, je n'ai pas le temps de m'en expliquer, les pressions se sont exercées, le pablisme, etc., sur lesquels il faudra revenir, Neville Alexander, etc.

Pour préserver la continuité de l'internationalisme prolétarien, nous avons élaboré une politique : si l'Internationale ne peut en dernière analyse se construire que sur le programme de la IV^e Internationale, personne ne saurait dire si la IV^e Internationale sortira des organisations indépendantes que nous étions à l'époque.

Et la crise du mouvement ouvrier va générer des regroupements politiques qui ne seront pas la IV^e Internationale mais qui

refuseront la capitulation devant l'impérialisme, devant le stalinisme, devant toutes les forces qui entraînent l'humanité à la barbarie.

C'est la raison pour laquelle, en 1991, nous avons constitué avec d'autres organisations l'Entente internationale des travailleurs, qui n'est pas constituée sur un programme trotskyste. Pour notre part, l'alliance qu'on avait faite se situe sur le terrain de la lutte de classe, et chaque organisation qui se réclame de la lutte des classes, qui se réclame de la rupture avec la bourgeoisie, de la rupture avec le stalinisme et la social-démocratie y a sa place.

Nous ne posons aucun ultimatum. Mais cependant, pour notre part, nous pensons que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, que l'organisation qui permettra au prolétariat du monde entier et dans chaque pays de pouvoir contribuer à abattre le régime capitaliste qui emmène à la ruine et à la décadence sera bâti, sous une forme ou une autre, sur la base du bolchevisme et du léninisme, sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Je crois que c'est dans ce cadre-là qu'il faut discuter de la place du SOPA, parce qu'il est clair que, pour notre part, nous ne pratiquons pas par ultimatum. C'est la conviction politique qui doit être le produit de la volonté d'intervenir dans la lutte de classe pour sauver l'humanité sur la base d'un programme, et ce n'est pas un ultimatum. C'est la discussion libre pour trouver des solutions ensemble. »



Steve Biko (1946-1977) est considéré comme l'une des figures du combat contre l'apartheid avec la création du *Black Consciousness Movement* (BCM) — Mouvement pour la Conscience noire.



Lybon Mabasa : « C'est Biko qui a déclaré que *“l'arme la plus puissante entre les mains de l'opresseur est l'esprit des opprimés”*, ce qui signifie que les oppresseurs ne cherchaient pas seulement à briser physiquement ceux qu'ils oppriment, mais aussi à les briser psychologiquement pour les rendre complaisants vis-à-vis de leur oppression, et pour leur refuser ainsi le désir, la volonté et le pouvoir de se soulever contre l'oppression et l'opresseur. »

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

